

forêts en jonché de débris d'arbres que les vents abattent et qui tombent de vétusté.

Le conseil émet également le vœu de voir terminer à l'amiable et le plus promptement possible les contestations judiciaires sur la propriété des bois, qui divisent le domaine, les communes et les particuliers.

Ces contestations entretiennent le pays dans de menaçantes agitations. Depuis quatre ans le conseil supplie M. le Ministre des finances de les faire cesser. De nombreux projets de transaction lui ont été soumis par l'administration départementale, qui attendent encore une solution. Le conseil ne comprend pas ces retards; la question forestière est la plus grave de toutes celles qui remuent la Corse; elle contient peut-être tout l'avenir industriel de l'île et le gouvernement doit se hâter de la résoudre s'il ne veut qu'elle éclate en d'incalculables désordres.

Le gouvernement a doté la Corse d'un système de routes de ceinture qui déjà l'enveloppe presque toute entière. Une grande solution de continuité se fait cependant remarquer sur la côte occidentale de l'île. Le conseil a souvent émis le vœu que la route de Sagone à Calvi fut ouverte. Cette route, destinée à traverser le centre de nos richesses forestières, mettrait en rapport des populations aujourd'hui séparées et donnerait aux produits des nouvelles industries, qui s'élèvent dans le pays, un mouvement énergique de circulation et de fécondité. La route de Sagone à Calvi a été comprise dans la loi du 26 avril 1839. L'exécution des lois ne doit point s'arrêter devant quelques rochers et les principales provinces de la Corse ne doivent point rester murées à jamais dans leur effrayante solitude.

L'administration des ponts et chaussées, le conseil doit le dire, abaisse singulièrement les vues de la France sur notre département. Les plus folles considérations la déterminent à opter pour un tracé plutôt que pour un autre. Elle recule devant les indemnités d'expropriation; le plus souvent elle n'accorde des routes, qu'aux populations qui offrent la concession gratuite du terrain où doivent s'opérer ses travaux. Ce n'est point là sa mission, la France n'a pas entendu marchander ses bienfaits. Ils doivent être distribués d'une manière moins avare et toujours placés dans les convenances du pays qui les reçoit.

Le conseil, convaincu que le gouvernement veut élever la Corse à la civilisation, n'hésite pas à lui demander pour elle de nouveaux sacrifices. Tandis que les voies de fer, les canaux, les rivières navigables déplacent sans cesse les populations continentales et renouvellent à chaque instant le milieu qui les entoure, les populations corses sont en quelque sorte parquées dans des cantonnements cellulaires, où elles languissent privées de capitaux, de travail et d'industrie. Le gouvernement doit chercher à rendre moins sensible cette inégalité de mouvement et de vie active qui expulse peut-être toutes les autres inégalités. Une route qui ne parcourt que son littoral ne peut suffire à la Corse. C'est l'intérieur même de l'île qui doit être percé. Des routes transversales doivent la sillonner en tous sens si l'on entend qu'elle s'ouvre enfin aux saines influences de la vie sociale.

Il est trois de ces routes que le conseil sollicite l'administration d'exécuter comme les plus urgentes et les plus utiles.

La route de Corte à Aleria, partant du centre de l'île, passerait au cœur même du pays des principes de vie qu'elle porterait aux limites orientales de la Corse dans des plaines aujourd'hui mortes et charbonnées d'un air infect. L'administration des ponts et chaussées a déjà mis à l'étude ce projet important. Malheureusement elle ne s'occupe que d'un tracé par la rive gauche du Tavignano et ce tracé ne peut que favoriser l'une des plus grandes entreprises de viabilité qui puissent s'exécuter en Corse. Le conseil émet le vœu que la route d'Aleria passe par la rive droite où elle desservira de nombreuses populations et de considérables intérêts.

La nécessité d'une route royale qui, partant de Grosseto, passe par Bocca di Verde et aboutisse à la route n° 193, a été également reconnue par l'administration des ponts et chaussées. Cette artère, traversant le pays le plus fertile, vivifierait soudainement de populeuses contrées dont les produits n'ont aucun débouché. Le conseil réitère le vœu de la prompte réalisation de ce projet sur lequel il place les plus grandes espérances.

Il sollicite en même temps l'ouverture d'une route

de Portovecchio à Figari par les plaines de San-Martino et d'une traversée qui assure Portovecchio en communication avec Corte.

La rectification des routes de S-Florent à Bastia et de Corte à Ponte Franarado; le percement si nécessaire pour toute la Balagne, d'une traversée de Ville à l'Ille-Rousse, qui est le véritable centre commercial de l'arrondissement; l'établissement de rampes sur les routes de Bonifacio, de Calvi et de Portovecchio, sont autant de besoins du département dont le conseil doit faire arriver l'expression à la direction générale des ponts et chaussées.

(La suite au prochain numéro.)

DOUANES.

Circulaire de l'administration des douanes relative aux pièces qui peuvent être admises comme manifestes d'entrée et de sortie dans la navigation.

Paris le 14 novembre 1846.

Aux termes de l'article 1^{er} du titre II de la loi du 4 germinal an 2, aucune marchandise ne peut être importée par mer, soit de l'étranger, soit d'un port français, sans un manifeste signé du capitaine; et, d'après l'article 2 de la loi du 5 juillet 1836, aucun navire ne peut sortir d'un port du royaume sans être muni d'un manifeste visé par la douane.

A l'occasion d'infractions à ces règles, récemment constatées contre les capitaines de navires au cabotage, on a demandé : 1^{er} si le manifeste de sortie pouvait être admis au port de destination comme manifeste d'entrée; 2^o si l'acquiescement ou le passavant de cabotage pouvait, alors qu'il comprenait la totalité de la cargaison, remplacer au départ le manifeste de sortie, de la même manière que, conformément à une disposition de la circulaire du 6 juin 1817, n. 282, il peut remplacer le manifeste d'entrée.

Ces deux questions avaient déjà été examinées par l'administration. La présente a pour objet de généraliser la solution affirmative qu'elles ont reçues; mais il est expressément entendu que, dans tous les cas, la pièce présentée pour tenir lieu de manifeste, soit de sortie, devra être revêtue de la mention suivante, prescrite par la circulaire n. 282 : « Le présent remis par moi, capitaine soussigné, comme manifeste complet de mon chargement. »

Il invite les directeurs à donner des ordres dans le sens de ces dispositions, dont le but est de concilier les convenances des capitaines de navires avec les garanties indispensables au service, et à les porter à la connaissance du commerce.

Le conseiller d'Etat, directeur général des douanes, Th. GAETIEN.

Nous trouvons dans la Gazette Piémontaise du 24 novembre, un avis qui intéresse le commerce : « Nous annonçons avec une véritable reconnaissance ce qui suit :

« S. M. le roi, notre bien aimé souverain, dans sa paternelle sollicitude pour la prospérité de la navigation nationale, ayant pris en considération l'élévation des droits consulaires que payaient à l'étranger les bâtiments sardes, et considérant que plus les droits sont allégés, plus les transactions commerciales deviennent faciles et s'accroissent, a ordonné, sur la proposition de S. E. le ministre des affaires étrangères dans son audience du 20 août dernier, de réduire à des proportions plus convenables l'ancien tarif consulaires à l'étranger. Les principales dispositions de cette résolution royale sont :

1. L'abolition de tout droit pour les relâches forcées, quand il n'y a pas d'opérations de commerce ;
2. Seul paiement des faibles droits dit de chancellerie pour les navires qui, dans le cas précité, auraient besoin de faire légaliser quelque document ;
3. Forte réduction de droits pour les navires qui font des opérations de commerce partielles, comme vente et achat de pacotille ou de petites parties de cargaison ;
4. Suppression complète du droit fixe de 12 livres que les navires payaient à leur passage aux Dardanelles.

Par ordonnance royale du 3 novembre dernier : M. Innocenzi Joseph-Louis, maréchal des logis dans la 17^{me} légion de gendarmerie, a été promu sous-lieutenant au même corps.

M. l'abbé Gattrez, recteur de l'académie de la Corse,

est arrivé à Ajaccio par le dernier paquebot de la correspondance.

NOUVELLES DIVERSES.

Le bey de Tunis est arrivé à Paris le 22 novembre :

Le 23 S. A. a reçu les principaux négociants parisiens qui ont des maisons à Tunis, et une foule de fournisseurs.

A une heure, le roi étant assis sur son trône, entouré des membres de sa famille, des ministres et des officiers de sa maison, la présentation a eu lieu avec les cérémonies d'usage.

Le bey séjournera un mois à Paris.

Le bey de Tunis, accompagné des officiers de sa suite et de ceux que le gouvernement a mis à ses ordres et des interprètes, s'est rendu, dans les carrosses de la cour, à l'hôtel des Invalides.

Tous les invalides étaient sous les armes.

Le bey a été reçu par le maréchal-gouverneur, le général-commandant et tout l'état-major.

On a ensuite fait visiter au bey la salle du conseil, la bibliothèque, le musée en relief, les refectoirs, les cuisines, les dortoirs, l'église, le dôme et la chapelle Saint-Jérôme, où se trouve provisoirement déposé le cercueil de l'Empereur.

La visite a duré près de deux heures.

Le lendemain de son arrivée à Paris, M. le comte d'Appony a eu avec M. Guizot une longue conférence. Il a reçu dans la soirée la visite de lord Normanby, ambassadeur d'Angleterre. On croit que dans cette visite, il a été question des protestations que les gouvernements de Paris et de Londres doivent envoyer à Vienne, au sujet de la prise de possession de Cracovie.

On lit dans le *Mémorial de la Scarpe* (Douai), à la date du 20 novembre :

Ce matin, vers cinq heures et demi, une aurore boréale a été remarquée à l'horizon, dans la direction du soleil levant. De la place Saint-Jacques, la station du chemin de fer paraissait tout en feu. Le ciel était rouge comme un brasier ardent et reflétait sa lumière dans un diamètre assez étendu, autour duquel régnait l'obscurité la plus profonde.

On se rappelle peut-être un assez grave incident qui s'éleva après l'acquisition de M. de Bavalon par le jury de la Seine-Inférieure, et qui se rattache, disaient, à l'une des principales dispositions faites devant la cour d'assises. Il paraît que cet incident serait destiné à avoir des suites judiciaires. Une information criminelle est en ce moment confiée à M. le juge d'instruction Legonidec. Déjà plusieurs témoins ont été entendus : au nombre des personnes citées devant le magistrat instructeur se trouvent la plupart des rédacteurs de journaux qui assistaient à l'audience pour rédiger le compte-rendu des débats. (*Gazette des Tribunaux.*)

Les souscriptions en faveur des victimes des inondations s'élevaient, le 16, d'après le *Moniteur* à 623, 616 fr. 71 c.

Le *Courrier de l'Eure* publie l'acte de probité suivant :

Il y a près d'un an, le 6 décembre dernier, M. Lesaire, épicer à la Neuve-Lyre, fut chargé par M. Duval, propriétaire à Sassy, de remettre une somme de 2,000 fr. à M. Lenglet, inspecteur de la forêt de Conches, cette somme consistait en quatre billets de banque de 500 fr. renfermés dans un portefeuille. Pendant le trajet, M. Lesaire perdit le portefeuille et toutes les recherches faites pour le retrouver furent vaines.

Il y a cinq jours, le 10 de ce mois, un ouvrier se présenta chez M. Lesaire, puis chez M. Lenglet, et remit le portefeuille dans lequel se trouvaient encore les 2,000 fr. Cet ouvrier est le nommé Louis Fromentin, charbonnier à Paris, et natif de Pin-la-Garenne, près de Mortagne (Orne). Il se rendait à Paris le 6 décembre dernier, lorsqu'il trouva sur la route, près de l'Aigle, le portefeuille. Ses premières démarches pour en découvrir le propriétaire ayant été infructueuses, il continua son chemin. A Paris, il se livra à de nombreuses recherches, et ce n'est qu'il y a quelques jours qu'il apprit que M. Lesaire avait perdu cette somme.

Aussitôt, il se mit en route et fit le voyage de Paris à la Neuve-Lyre exprès, afin de rapporter lui-même en mains sûres le portefeuille et les valeurs qu'il contenait.

Ce récit seul suffit à l'éloge de Fromentin ; car il montre dans tout son éclat cette loyale probité d'un ouvrier qui reste pendant près d'un an fidèle dépositaire d'une forte somme, et qui n'a de repos et de joie qu'au

moment où il peut restituer son dépôt à son véritable propriétaire.

Le 21 novembre, un bruit assez grave s'était répandu, d'après le *Morning Chronicle* et le *Galignani* : on disait que M. de St-Aulaire venait de mettre fin à ses fonctions d'ambassadeur, et que M. le comte de Jarnac resterait chargé de la direction des affaires de l'ambassade.

Le *Journal des Débats* déclare que la nouvelle est complètement fautive.

De son côté, le *Morning Chronicle* s'exprime à ce sujet en ces termes :

« Nous sommes priés de démentir la nouvelle du rappel de l'ambassadeur de France : le comte de St-Aulaire ne tardera pas de venir à Horford-House reprendre ses fonctions diplomatiques. »

Les autres journaux démentent également cette nouvelle.

On lit dans le *Toulonnais* du 24 :

Le conseil de guerre qui devait juger l'affaire de M. Beson, enseigne de vaisseau, prévenu de voies de fait sur la personne de M. Arnoux, lieutenant de vaisseau à bord du *Palinure*, s'est réuni aujourd'hui. Il était présidé par M. Cosmao-Damanoir, contre-amiral : MM. Bellanger, de Ricard, Delassaux, Gués, capitaines de vaisseau, Lachaise, Denais, Coulomb, capitaines de corvette, siégeaient comme juges, M. Levasseur, capitaine de corvette, remplissant les fonctions de rapporteur. La défense du prévenu était confiée à M. de Mont-Louis.

Le jugement ayant été rendu à une heure avancée, nous ne pouvons en rendre un compte détaillé ; aussi nous bornons-nous à donner le verdict du conseil.

L'accusé a été acquitté à la majorité de faveur, c'est-à-dire qu'il a eu pour lui 5 voix et 4 contre.

Le vaisseau le *Jemmapes* est entré dans le port, ces jours derniers. On croyait que ce bâtiment allait être mis en commission, mais il désarme. Son équipage est envoyé à Brest par deux frégates à vapeur ; il doit passer, ainsi que nous l'avons déjà dit, sur le vaisseau à trois ponts le *Friedland*.

On parle toujours de la prochaine arrivée de M. le prince de Joinville. Le prince ne viendrait pas assurément prendre le commandement des trois vaisseaux armés qui se trouvent encore sur notre rade, et nous pensons que les bruits qui courent au sujet du voyage de S. A. R. sont au moins prématurés.

Un médecin de la commune de Neuville-au-Bois (Somme) a failli être enterré viv. Après son dîner, ce médecin, M. Brailly, sembla frappé d'une attaque d'apoplexie foudroyante et ne donna plus aucun signe de vie ; tout le monde le crut mort ; mais quand vint le moment de constater le décès, on s'aperçut que ce qu'on avait pris pour une attaque d'apoplexie n'était autre qu'une léthargie.

On assure que les ports de l'Algérie vont être comme ceux de la France ouverts aux provenances de la Turquie.

Décidément la betterave est une plante tombée du ciel. Il était difficile de penser, après qu'on lui avait découvert la propriété si précieuse de se convertir en sucre, qu'elle pût être employée à un autre usage plus précieux encore de l'alimentation générale. C'est pourtant ce qui arrive. Un boucher vient d'appliquer de la manière la plus heureuse et la plus facile, la betterave, à la panification. On dit que le pain de betterave qui est exposé au ministère du commerce, est de la plus belle apparence. Décidément nous vivons au temps des découvertes. La planète Leverrier, la poudre-coton, le pain de betterave. Où donc nous arrêtons-nous.

Ces jours derniers, deux individus se rencontrèrent dans le passage du Saumon à Paris ; l'un d'eux s'élança aussitôt sur l'autre, en s'écriant : « Ah ! voleur ! je te tiens ! » Voilà qui est fort ! s'écria à son tour celui à qui s'adressait cette épithète ; c'est lui qui m'a volé, et c'est lui qui m'accuse !

Dénouons l'un par l'autre, ces deux filous ont été conduits au dépôt de la préfecture. Si tous les voleurs agissaient ainsi, cela éviterait bien de la besogne à la police. (Droit.)

Plusieurs demandes en réhabilitation de bail pour cause d'insolubilité et d'insalubrité de fermes, campagnes, maisons, par suite de l'inondation, sont portées devant le tribunal d'Orléans. On annonce plus de deux cents procès de ce genre. Les parties devraient être assez raisonnables pour apprécier leur situation respective, s'arranger à l'amiable et s'éviter les lenteurs et les frais de contestations judiciaires. Après une aussi épouvantable calamité, chacun doit montrer un esprit de conciliation. (*Journal du Loiret.*)

D'après le relevé des impôts indirects perçus pendant les neuf premiers mois de l'année 1846, l'impôt du sel a rendu 43 millions; le sucre indigène, 11 millions; les tabacs, 83 millions; les ports de lettres, 37 millions; les places dans les malles postales, 6 millions. Cette dernière branche offre sur les années précédentes une diminution de 96,000 francs occasionnée par le développement des chemins de fer.

Le nombre des chemins de fer en activité ou en construction sur le continent européen (non compris la Grande-Bretagne) s'élève à 83, dont 18 en France, d'un parcours total de 13,576 kilomètres; 13 en Belgique, qui ont un parcours de 900 à 1,000 kilomètres; 11 sur les bords du Rhin, ayant 912 kilomètres; 24 en Prusse et dans les États allemands, ayant 1,778 kilomètres; 12 en Autriche, en Bavière, etc., ayant plus de 1,382 kilomètres; 3 seulement en Hollande, ayant 177 kilomètres, et 2 en Italie, ayant 100 kilomètres.

Un artificier vient d'employer le papier-poudre dans sa pyrotechnie. Il suffit de le tremper dans une solution de brôme, d'iode ou d'acide cyanique pour donner à sa flamme les couleurs bleues, jaunes ou rouges, qu'on obtient en mêlant à la poudre la limaille de fer ou de cuivre.

ITALIE. — NAPLES, 25 octobre. — Le royaume de Naples a failli être le théâtre d'une révolution. Les brigands italiens s'étaient entendus avec quelques régiments, notamment avec le 10^e de ligne, pour faire un mouvement séditionnel. Palerme était le foyer principal de la conspiration, et beaucoup d'officiers supérieurs se trouvaient compromis; mais le complot a été découvert par suite des paroles indiscrètes d'un des conspirateurs. Le gouvernement a fait tous les efforts imaginables pour tenir secrète cette conspiration.

Gazette de Voss.

Des conférences viennent d'être ouvertes entre la cour de Rome et la Russie, pour l'établissement d'une convention destinée à régler le mode au moyen duquel il sera promu aux différents sièges épiscopaux en Pologne et dans les autres États du czar. C'est le cardinal Lambruschini qui suit ses conférences avec l'envoyé russe, M. Mondrwo.

Le bruit courait à Lisbonne, le 12, qu'en apprenant avec quel dédain le corps diplomatique avait accueilli la circulaire de la juste d'Opportuno, les anarchistes de cette ville s'étaient portés à des violences contre la personne du consul de Toscane et qu'un riche négociant anglais avait été aussi violemment maltraité.

On écrit de Lisbonne, le 10 novembre :

Une dépêche télégraphique d'Alentejo annonce que le feu dirigé contre Evora a fait beaucoup de mal. Les habitants de cette malheureuse ville sont atterrés : ils maudissent les hommes qui, en se révoltant contre les ordres de la reine, leur ont attiré une aussi grande calamité.

Le désespoir des habitants est arrivé au point que le désordre s'est mis dans la ville, et que les perturbateurs sont en butte à leurs attaques dans l'intérieur, en même temps qu'ils ont à se défendre contre les troupes qui les assiègent.

Le général vicomte de Sétubal annonce que tout le reste de la province est tranquille, et qu'avec les troupes qu'elle a sous ses ordres il n'y a pas à craindre que rien puisse troubler cette tranquillité.

L'armée d'opérations, sous les ordres du maréchal duc de Saldhana, occupe les positions environnantes convenables aux mouvements ultérieurs.

Du 13 novembre. — Nous venons d'apprendre que le vicomte de Sa-da-Bandeira, qui était sorti d'Oporto pour attaquer le baron Casal, a été battu par la cavalerie de ce dernier, a éprouvé une perte considérable, et a été poursuivi jusqu'à Oporto. Cette ville est dans la plus grande confusion. Valenza est rentré sous l'obéissance de gouvernement.

Cela prouve que la révolution marche à sa ruine, et qu'une fois vaincue, elle ne lèvera pas la tête de longtemps.

Nous lisons dans le *Bulletin officiel de Braganza* : Lisbonne, 18 novembre 1846.

A. S. Exc. M. le baron de Vinkas.

J'ai l'honneur et la vive satisfaction d'annoncer à V. Exc. qu'à l'instinct même (quatre heures et demi du matin) on vient de recevoir de S. Exc. le baron de Casal, gouverneur civil de ce district, un message annonçant que les forces commandées par Bernardo de Sa-Nogueira, ex-vicomte de Sa-da-Bandeira ont été complètement battues et mises en déroute. Pas un seul chef de guérilla n'a pu échapper. Sa-Nogueira seul a réussi à se cacher, mais on est à sa recherche.

(Journal du Loiret.)

« Les régiments n°s 15 et 3 et quelques autres troupes soulignées qui étaient passées à notre brigade, ont été les plus acharnés à tuer en pièces les factieux.

« Cette victoire a répandu ici la joie et le bonheur. J'en transmets la nouvelle à Votre Exc. par courrier extraordinaire, persuadé qu'elle ne lui parviendra jamais assez promptement.

« Dieu garde V. Exc.

« Quartier de Chaves 17 novembre.

José JOAQUIN CORREA D'ALMEIDA.

Le gouvernement espagnol se loue beaucoup de la vigilance des autorités françaises pour empêcher l'introduction dans la péninsule des bandes carlistes dont le projet est de recommencer la guerre civile. L'*Heraldo* voit dans cette conduite de la France un premier gage de l'alliance matrimoniale qui vient de resserrer les liens de voisinage entre les deux pays.

L'*Espagnol* du 18 annonce que la garnison du fort San Miguel, une des positions les plus importantes des environs de Lisbonne, s'est déclarée en faveur du comte Das Antas et des révolutionnaires d'Oporto.

Ce journal ajoute que ce nouveau contre-temps pour le parti du gouvernement, où le maréchal Saldana s'était mis en campagne pour réduire la rébellion par la force le met dans une position difficile.

Das Antas, par des nouvelles que l'on venait de recevoir le 12 à Lisbonne, n'aurait rien de bon de sa position stratégique, s'est retiré sur Santarem. Saldana marchait à sa poursuite, et l'on croit que c'est de ce côté qu'aura lieu un combat décisif.

Il s'est formé dans la Beira-Alta, en faveur du gouvernement, une *guerrilla* qui s'est avancée vers Coimbra, et a menacé les chefs populaires de la ville de brûler leurs propriétés s'ils ne se soumettaient pas à l'autorité légitime. Il en est résulté une désertion parmi les rebelles de Coimbra, et M. le marquis de Loulé se trouve dans le plus grand embarras.

On dit que le comte de Bonfin, à la tête de 600 hommes qui lui sont restés après la déroute de Viana, est entré à Sétubal, et que le vicomte de Sétubal, est à sa poursuite avec 1,500 hommes et 300 chevaux.

PRUSSE. — BRUXELLES, 15 novembre. — Le traité de commerce avec la Sardaigne vient d'être conclu. On assure que des négociations sont entamées avec les Etats-Unis et les principautés du Danube. Le traité avec le royaume des Deux-Siciles est à la veille d'être ratifié. (Correspondant de Hambourg.)

VIENNE, 12 novembre. — Ce que nous avons annoncé comme une éventualité dès le 3 novembre s'accomplit. Demain ou après demain, on publiera à Cracovie l'incorporation de la république dans la monarchie autrichienne. La Galicie sera divisée administrativement en Galicie orientale. Cracovie sera la capitale de la Galicie occidentale.

Cette nouvelle a produit une grande sensation.

Le comte Stadion est revenu ; il retournera en Galicie dans quelques jours. Le comte a présenté un plan fort étendu sur le rachat des corvées ; mais la noblesse l'a combattu ; quoique le comte ait conseillé de répartir l'arrangement sur trente années.

(Gazette d'Augsbourg.)

On écrit de Berlin, le 10 novembre : « Par ordre de cabinet du 9 novembre, le roi vient d'étendre au filin-coton toutes les lois et ordonnances en vigueur relatives à la fabrication et au débit de la poudre à canon. »

On raconte que dans la dernière excursion de la Cour à Compiègne, le Roi se promenant au milieu de la forêt avec son activité accoutumée, rencontra un fossé qu'il franchit plus lestement que son âge ne semblait le lui permettre, et comme les personnes de sa suite paraissaient étonnées de cette vigueur : ho ! j'espère bien, dit S. M., sauter de même par dessus la régence.

Les journaux allemands attribuent au prince Louis Bonaparte l'intention de se rendre prochainement en Amérique, pour s'y occuper de la question du percement de l'isthme de Panama.

Ces journaux assurent en même temps que le prince est l'auteur d'un plan particulier pour le percement de l'isthme.

De la Mer-Noire, 28 octobre :

On nous écrit de Curdiston qu'il y a eu un massacre général des Nestoriens par les Curdes de Duchesire jusqu'aux monts Hakkiam. Ce massacre a été ordonné par Baderkhan, ex-chef puissant, qui, provoqué par une première attaque des Curdes, a juré sur sa barbe de ne pas épargner un seul Chrétien dans ses domaines.

Le patriarche des Nestoriens s'était réfugié à Deschalamerk à Mossul.

(Gazette d'Augsbourg.)

VENTE
SUR SAISIE-IMMOBILIÈRE.

M^{re} Vincent Cagnani, avoué au tribunal civil séant à Bastia, demeurant rue droite, et celui constitué pour le Sieur Louis Bertarelli négociant et président de la chambre de commerce séant à Bastia y demeurant :

Fait savoir que le vendredi dix huit du courant, à onze heures du matin, à l'audience publique du tribunal civil séant à Bastia, au palais de justice ci-devant des Missionnaires, où se poursuit la saisie dont il sera parlé plus bas, il sera procédé à l'adjudication des immeubles ci-après, dans les formes voulues par la loi, ainsi que cela a été ordonné par jugement rendu par le tribunal précité le 27 novembre dernier enregistré les quels immeubles ont été saisis réellement à la requête de M. Bertarelli susdit, par procès-verbal de Bartoli huissier, du vingt trois juillet dernier, dûment enregistré sur le sieur Bonavita Antoine-Félix propriétaire, et Giorgi Pierre-François prêteur, tous les deux demeurant à S^{te} Lucie, canton de S^{te} Nicolas; lequel procès-verbal a été visé le même jour par M. le Maire de S^{te} Lucie et transcrit au bureau de la Conservation des hypothèques de l'arrondissement de Bastia le onze août dernier vol. 4 n^o 41.

1^{er} Un Enclos complanté à oliviers, sis au lieu dit Petriani commune de S^{te}-Lucie de Moriani, canton de S^{te}-Nicolas, arrondissement de Bastia, dans lequel il y a deux pommiers et deux figuiers, aboutissant d'un côté avec propriété du Sieur Pierre-Paul Bernardini de Velone, d'un autre côté avec celle de François Bonaldi. Le dit enclos est exploité par le Sieur Giorgi Pierre-François, prêteur desservant demeurant à S^{te} Lucie de Moriani soi-disant propriétaire tiers-détenteur, et a une contenance de deux ares environ, sur la mise à prix de cent francs. 100 fr. »

2^e Une maison située à S^{te} Lucie, canton de S^{te} Nicolas arrondissement de Bastia; au lieu dit Alle Piazze aboutissant d'un côté avec propriété de Mathieu Giocardi, d'un second côté avec maison de Marie veuve Gimignani, d'un troisième côté avec chemin public. Cette maison se compose au rez-de-chaussée d'un corridor et d'une écurie, au premier étage d'un corridor et une chambre, aux deuxième étage de deux pièces et au-dessus de ce deuxième étage d'un grenier et un Gratofo pour sécher les châtaignes. Cette maison est occupée par le Sieur Bonavita débiteur saisi, officier en non activité.

3^e Un terrain complanté à vigne et en jardin potager, où il y a aussi quelques arbres fruitiers sis Alle Piazze commune de S^{te} Lucie, susdit arrondissement de Bastia, de la contenance de huit ares environ aboutissant d'un côté avec propriété de Marie veuve Gimignani de S^{te} Lucie, d'un autre côté avec celle de Don François Peretti, d'un troisième côté avec propriété de Paul-Félix Bonavita de San Giovanni.

La dite maison ainsi que l'enclos Alle Piazze seront adjugés conjointement sur la mise à prix de deux cents cinquante francs. 250 fr. »

4^e Un terrain complanté à vigne au lieu dit Fornello de la contenance de neuf ares environ, situé dans la commune de S^{te} Lucie canton de S^{te} Nicolas, arrondissement de Bastia, aboutissant d'un côté avec propriété de la veuve Muller de S^{te} Lucie d'un autre côté avec propriété de Jean-Paul Bonaldi de San Giovanni.

5^e Un terrain où soit maki au lieu dit Corbajac commune de S^{te} Lucie canton de S^{te} Nicolas arrondissement de Bastia dans lequel existent sept plants de châtaigniers et dont la superficie est de six ares environ, aboutissant d'un côté avec propriété des héritiers Trista-

ni, d'un autre côté avec celle de Pierre-Paul Anton-Marchi de S^{te} Lucie.

6^e Un terrain complanté à vigne au lieu dit Ponticchio et dont la superficie est de six ares environ, situé dans la commune de S^{te} Lucie précité arrondissement de Bastia.

Les dits terrains décrits aux numéros 4, 5 et 6 ci-dessus, seront adjugés conjointement en un seul lot sur la mise à prix de cent-quatre-vingt-dix fr. 190 fr. » Bastia, le 1^{er} décembre 1846.

Pour extrait certifié conforme :
Signé : V. CAGNANI.

VENTE PAR AUTORITÉ DE JUSTICE.

D'un procès-verbal de Pinelli huissier, en date du 23 septembre dernier, enregistré, transcrit au bureau des hypothèques de Calvi le premier octobre suivant, il appert que le sieur Marius Bernardini, négociant domicilié et demeurant à l'Île-Rousse, a saisi immobilièrement, pour être vendue aux enchères publiques, une maison appartenant au nommé Paul-Jean Antonioti cordonnier, domicilié à Olmi et Cappella, imposée à la matrice du rôle de la contribution de cette dernière commune.

Ladite maison se trouve bâtie dans la Commune susdite, au quartier dit Olmi, tenant du côté du Nord avec une maison de Barthélemy Benedetti d'Olmi et Cappe'a, et des côtés du Sud-Est et Ouest avec chemins publics cette même maison avec un petit site contigu de la superficie d'environ sept centiares, se compose d'une voûte en maçonnerie au rez-de-chaussée avec porte d'entrée, d'un étage supérieur composé d'une salle et deux chambres, chaque pièce ayant une fenêtre, et d'un grenier.

La maison dont il s'agit sera encherie sur la mise à prix de cinquante francs à l'audience des criées du tribunal civil de Calvi du cinq janvier prochain à midi, poursuites du dit Sieur Bernardini lequel a pour avoué M^{re} Gaetan Flach demeurant à Calvi, aux clauses, charges et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du dit Tribunal.

Signé : G. FLACH.
M. BERNARDINI.

Les mandataires de MM. BERTHODANO LAUTHIER et C^{ie} préviennent MM. les actionnaires de la Compagnie Corse qu'une assemblée générale extraordinaire est convoquée pour le jeudi 6 janvier 1847.

La réunion aura lieu à midi, au siège social, rue de la Nouvelle Traversée, à Bastia.

Le but de cette convocation est de recevoir et arrêter les comptes de la gérance, de prendre une résolution relativement aux circonstances graves où se trouve la Compagnie, de prononcer, s'il y a lieu, la dissolution de la société et même de prendre toute autre mesure qui pourra être jugée indispensable.

Bastia, le 3 décembre 1846.

J. B. DE CARAFFA. CHARLES THOMAS.

La maison B. Delpuget et Sazias Jeune de Bordeaux a l'honneur de prévenir le public que M. Cutoli n'est chargé en aucune façon de représenter ces Messieurs soit en Corse ni ailleurs.

AVIS.

Il a été chargé à Marseille le 28 mai 1844 sur le brick-golette La Corse commandé par le capitaine Sisco, un petit colis contenant tissus de coton, avec police à ordre; le dit colis marqué V. D. n^o 561 pesant 15 kilg.

La personne à laquelle ce colis appartient est priée de le faire retirer auprès du dit capitaine Sisco demeurant rue Spinola à Bastia.



PAQUEBOTS À VAPEUR DE LA COMP^{te} VALÉRY FRÈRES.
Service régulier entre Bastia et Marseille
et entre Bastia et Livourne.

LA LETIZIA,

partira de Bastia pour Marseille dimanche 13 du courant, à 8 heures du matin.

PORT DE BASTIA.
ARRIVÉES.

CETTE, 26 novembre, brik-golette Conception, de 60 tx, c. Ersi, sel.

SOLEZARA, 27 id. gondole St Antoine, de 4 tx, c. Franceschi, bid.

LIVOURNE, 27 id. bat. à vap. Letizia, de 74 tx, c. Bugliani, passagers.

DE LA PLAGE, 27 id. mistik St Vincent Ferreri, de 30 tx, c. Battestini, lupins.

DE LA PLAGE, 27 id. bœuf Conception, de 22 tx, c. Belgodere, lupins.

MARSEILLE, 28 id. brick-golette Conception, de 39 tx, c. Valzi, diverses.

MARSEILLE, 30 id. brick-golette Athénais, de 76 tx, c. Rebecq, en lest.

BONIFACIO, 30 id. brick-golette Ville de Bastia, de 75 tx, c. Zuani, passagers.

ILE MADELEINE, 30 id. gondole St-Antoine, de 10 tx, c. Semidei, fromages.

ILE MADELEINE, 30 id. gondole Assomption, de 12 tx, c. Lamberti, en lest.

LIVOURNE, 2 décembre, bat. à vap. Pozzodiborgo, de 28 tx, c. Sisco, passagers.

MARSEILLE, 2 id. paquebot Napoléon, de 120 ch. c. de Cuers, lieutenant de vaisseau, dépêches et passagers.

NAPLES, 2 id. balancelle St François, de 42 tx, c. Palomba, en lest.

NAPLES, 2 id. balancelle St Philippe, de 38 tx, c. Godino, en lest.

NAPLES, 2 id. balancelle St Henri, de 39 tx, c. Maltareso, en lest.

DÉPARTS.

BONIFACIO, 26 id. gondole St Jean Baptiste, de 6 tx, c. Miller, en lest.

A LA PLAGE, 26 id. mistik St Vincent Ferreri, de 30 tx, c. Battestini, en lest.

LIVOURNE, 26 id. mistik Conception, de 30 tx, c. Bonelli, en lest.

MARSEILLE, 27 id. paquebot Ajaccio, de 120 ch. c. Blanc, lieutenant de vais. dépêches et passagers.

MACINAGGIO, 27 id. gondole Annonciation, de 8 t, c. Francioni, en lest.

LIVOURNE, 29 id. bat. à vap. Letizia, de 74 tx, c. Bugliani, passagers.

LIVOURNE, 2 décembre, bat. à vap. Pozzodiborgo, de 28 tx, c. Sisco, passagers.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

BUREAUX

A MARSEILLE,
rue St-Ferréol, 32, hôtel de
PANISSE, à l'Agence
de Publicité.

PRIX D'ABONNEMENT.

	un an	6 mois	3 mois.
Marseille	20	16	8 50
E.-du-Rhône	22	18	12
Départements	28	22	14
Etranger	66	33	20

LE NOUVELLISTE

JOURNAL DU SOIR.

Seul Journal de Marseille paraissant tous les jours sans exception.

5^e ANNÉE D'EXISTENCE.

Le NOUVELLISTE donne, par suite de sa périodicité non interrompue, CINQUANTE-DEUX numéros de plus par an que les autres journaux de Marseille, qui tous DOUZE francs de moins pour les départements, et QUATORZE francs de moins pour l'Etranger que les autres feuilles marseillaises.

Le NOUVELLISTE publie avant tous les journaux de la France : 1^{er} Les nouvelles d'Afrique, 2^e Celles du Levant, venues par les paquebots-postes de la Méditerranée; 3^e Les nouvelles de l'Inde, de l'Espagne et de l'Italie. Il donne le mouvement journalier du port de Marseille et des ports français et étrangers. — Les nouvelles maritimes. — Les dépêches des bateaux à vapeur.

Un Prix Courant quotidien des spiritueux sur la place de Marseille et des principaux marchés du Languedoc des huiles d'olive et des graines.

Mis à la poste le soir même, et arrivant ainsi vingt-quatre heures avant les feuilles marseillaises du matin dans la Basse-Provence et le Dauphiné, dans les départements que desservent les courriers de Toulouse et de Bordeaux depuis Arles jusqu'à Nantes, et enfin dans le département du Var et l'Italie; pour ces derniers pays même, le NOUVELLISTE devance de 24 heures les journaux de la capitale.



L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Etranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de L'INSULAIRE, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Port des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE.)

CONSEIL GÉNÉRAL.

SESSION DE 1846 (fin).

SUITE DE LA SÉANCE DU 29 OCTOBRE.

« L'ouverture des routes serait stérile en Corse si elle ne devait contribuer à une circulation plus active de la correspondance. Le conseil pense que l'administration pourrait, à fort peu de frais, faciliter l'établissement d'un service des dépêches, au moyen de voitures à quatre roues, sur toutes les lignes existantes de l'île. Cette dépense ne s'élèverait pas au delà de douze à quinze mille francs. Les voitures qui parcourraient ces lignes postales les rendraient plus sûres. Il n'a pas été commis un seul crime sur la route de Bastia depuis qu'elle est traversée par les diligences. Le conseil désire fixer toute l'attention de M. le Ministre sur ce projet si simple et si peu dispendieux qui, exécuté, doit avoir pour résultat d'augmenter la sécurité du département, d'offrir des commodités aux voyageurs et de multiplier les communications de la pensée, dont l'échange se fait toujours au profit de la civilisation.

Par suite de cette création qui se recommande de tant de nécessités, il est indispensable que l'organisation du service administratif des postes, en Corse, soit profondément modifiée. Le bureau de distribution de la Poste devra être érigé en direction; l'entrepôt de Vivario au bureau de distribution; un bureau de distribution devra être établi à Moita. Plusieurs autres localités réclament les mêmes avantages. M. le Ministre est prié d'obtempérer à ces demandes, les plus légitimes de toutes puisqu'elles sont fondées sur un besoin de rapprochement des populations de l'île et que la France n'est point désintéressée dans cette œuvre de sociabilité qui ne s'accomplit que trop lentement en Corse. »

« Les communications intérieures de l'île ne doivent point dérober au gouvernement la part d'intérêt qu'il attache sans doute à ses communications extérieures; celles-ci se font par les ports comme celles-là par les routes.

« Les conseils appellent toute la sollicitude de l'administration sur les travaux du port de Bastia qui ne sont pas encore commencés; sur ceux des ports de Centuri et Cagnano qui ne sont point achevés; il demande la création d'un port nouveau à Macinaggio; le curage de l'anse de Fornali; la construction de jetées à Calvi et à la Cossa; le prolongement de celle qui existe à Propriano; et l'établissement de deux phares, l'un à l'embouchure de St-Florent, l'autre au port de Campo-Moro.

« Il renouvelle en même temps le vœu qu'il a émis, dans ses précédentes sessions, pour l'amélioration du petit port de Golo et le dessèchement des marais limitrophes.

« Enlever la barre de sable, qui pendant la plus grande partie de l'année, arrête la communication de la rivière avec la mer; empêcher de nouveaux ensablages au moyen d'une estacade; ce serait ouvrir aux navires le seul abri qu'ils puissent rencontrer sur la plage orientale entre Bastia et Porto-Vecchio, et prévenir de nouveaux naufrages, ce serait en même temps faciliter l'exportation des denrées des cantons les plus riches et les mieux cultivés de l'île.

« Les marais, qui s'étendent sur la rive droite du Golo, en rendent les abords impraticables, ils inondent la seule route qui conduise au lieu d'embarquement leur dessèchement est la conséquence nécessaire des travaux qui s'exécuteraient à l'embouchure de la rivière. Il serait peu coûteux; et les propriétaires ont offert de contribuer à la dépense. Il diminuerait considérablement l'insalubrité de la fertile plaine de Macinaggio, et conséquemment du domaine de l'Arena, qui

doit être converti en ferme-modèle et qui reçoit les exhalaisons pestilentielles de ces marécages.

« Le conseil réclame aussi des débarcadères à Porto-Vecchio, à Porto, à Cargèse, à Sagone à Prunette et à Calvi. Il exprime le vœu que le nouveau quai de Calvi soit prolongé jusqu'à la tour qui se trouve dans sa direction. »

« L'arrondissement de Calvi demande depuis plusieurs années la division du canton d'Algajola. Tout en s'associant à ce vœu si légitime, le conseil pense que la division ne doit être effectuée qu'après l'achèvement des opérations cadastrales de ce canton. Il désire que ces opérations commencent par les localités maritimes qui sont destinées à être comprises dans une circonscription nouvelle. »

« Le conseil témoigne le vœu que la loi sur les servitudes militaires et les ordonnances, qui en réglementent la mise à exécution, soient modifiées de manière à retrécir les zones de prohibition et à ne porter que le moins d'atteinte possible au droit de propriété dont elles gênent le libre exercice. »

« Le conseil a demandé à M. le Ministre de l'Agriculture et du commerce de rétablir le dépôt d'étalons qui existait primitivement à Ajaccio. Dans l'espoir que cette demande sera accueillie, il reproduit le vote déjà émis, l'année dernière, d'une imposition extraordinaire, pendant cinq ans à partir de 1848, de trois centimes additionnels au principal des quatre contributions, pour être affectés aux frais d'entretien et d'administration de ce établissement. »

« La découverte qui vient d'être faite d'eaux acidulées dans le voisinage d'Ajaccio, à Eccica et Suarella, a donné l'espoir de voir créer, dans cette commune, un établissement aussi important que celui d'Orezza. Le conseil prie M. le Préfet de faire soumettre ces eaux à une analyse chimique et d'encourager les travaux d'appropriation de l'emplacement où elles ont été trouvées. »

« Le conseil général exprime le vœu que le nombre des cures cantonales du département soit augmenté. C'est surtout dans l'effusion de la pensée chrétienne que s'opère la régénération de la Corse. Le conseil appelle sur cet intérêt la protection spéciale de M. le ministre des cultes. »

« Le conseil se plat à reconnaître les services éminents rendus à la Corse par M. le docteur Fabrizio, proscrit Italien, qui visite notre île dans le but d'y prodiguer ses soins aux malades indigents. En votant des remerciements à M. Fabrizio pour sa conduite aussi noble que désintéressée, le conseil émet le vœu que loin d'entraver sa mission, M. le Ministre de l'intérieur lui prête tout l'appui du gouvernement. »

« Voulat témoigner à M. Wepert l'intérêt qu'il porte à ses travaux si remarquables sur l'introduction de l'industrie séricole en Corse, le conseil prie M. le Préfet de faire publier son dernier mémoire aux frais du département. »

« Le conseil vote des remerciements à M. de Marion-nelz, géomètre en chef du cadastre, pour la belle carte topographique des principaux cantons de Bastia, qu'il a construite sur des plans parcellaires, et dont il a bien voulu lui faire hommage. »

« M. le rapporteur de la sous-commission du contentieux fait son rapport sur la question qui divise le département et le sieur Petriani, ancien fermier du domaine de l'Arena.

Le conseil est d'avis que M. le Préfet accepte l'expertise contradictoire proposée par le sieur Petriani et qu'il tâche d'amener, à la suite de cette opération, une solution amiable de toutes les contestations soulevées. Dans le cas où cet arrangement serait rendu impossible par la résistance du sieur Petriani et s'il

n'est point conclu dans les deux mois qui suivront la clôture du présent procès-verbal, le conseil autorise M. le Préfet à intenter au sieur Petriani une action en délaissement du domaine de l'Arena. »

« Le conseil ayant terminé ses opérations, M. le président déclare que la session de 1846 est close et tous les membres signent, après lecture faite, le présent procès-verbal. »

MESSIEURS, (3)

Le sentiment, si flatteur pour moi, qui vous a portés à m'appeler encore une fois à l'honneur de présider cette assemblée, me remplit de la plus douce et de la plus vive reconnaissance.

Vous avez voulu prouver que la différence, la guerre même des opinions sur des objets, quelque graves qu'ils soient, n'altèrent point dans les cœurs honnêtes cette réciprocité d'estime et d'affection que l'on peut d'ailleurs se devoir; et c'est à ce titre que je suis vraiment heureux de votre choix.

Nous devons à notre pays, Messieurs, de l'aimer et de le servir avant toute chose; mais malheur à celui qui, sous prétexte de l'aimer et de le servir mieux que les autres, voudrait enchaîner les consciences et imposer l'esclavage des opinions. Celui-là ne comprendrait ni la dignité de la nature humaine, ni sa propre dignité. L'amour de la patrie n'est pas un privilège, c'est le plus saint des devoirs; et nous sommes tous jaloux ici de le revendiquer.

C'est dans ces sentiments, Messieurs, que je viendrai toujours m'asseoir au milieu de vous; et c'est dans ces sentiments qu'occupé de chercher la vérité, et non de flatter les erreurs populaires, je la dirai toujours à haute voix, quand je croirai l'avoir rencontrée, et qu'il me paraîtra utile de la manifester.

Nous rendons-nous bien compte, Messieurs, de l'état et de la situation de notre pays? Entendons-nous ce long cri de deuil, qui, répété d'âge en âge, de génération en génération, s'élève du sein de cette terre, toujours fumante du sang de nos pères, de nos frères, de nos enfants; et savons-nous bien qui nous sommes et où nous allons?

Je voudrais ne pas le dire, mais je crains, qu'un faux sentiment d'honneur ne nous égare, et que nous ne nous endormions dans une présomptueuse et funeste sécurité.

Ce sentiment que je déplore, Messieurs, je le comprends; Dieu sait même si je ne lui paye pas ma part d'infirmité, si plus d'une fois il ne fait pas chanceler ma raison; mais la loi de la nature est de chercher avant tout, en toute chose, ce qui fait vivre et conserve la vie; et ce n'est pas au point de vue des susceptibilités de l'amour-propre que l'on juge les intérêts et que l'on conduit la destinée des populations.

La Corse, Messieurs, à laquelle il n'a manqué que la voix de l'histoire pour être l'égale, dans un petit espace, des plus grandes nations, est un pays qui ne ressemble qu'à lui-même par ses malheurs et par ses vicissitudes.

Engagée pendant des siècles dans une guerre à mort avec ses cruels oppresseurs; sans lois, sans justice, sans gouvernement, n'espérant et ne trouvant de refuge que dans la force, sa destinée a été, en même temps qu'elle s'épuisait en efforts héroïques pour sauver sa nationalité et s'affranchir du joug abhorré de l'étranger, de s'agiter sans cesse dans des convulsions intestines; et si la guerre, quelque soit son nom, développe les grands talents et les grands caractères, elle n'a jamais formé les peuples au jeu régulier des institutions et à la pratique des devoirs de la vie civile.

(1) Nous tenons ce discours de M. le président Casale à qui nous l'avons demandé. Son amour et son respect pour la vérité nous font un devoir de dire ici qu'il y a fait, non pas des changements, mais quelques lectures additionnelles, qui expliquent et mettent un peu plus en lumière la pensée qui l'a dicté.

Je suis, Messieurs, que l'on a cru généralement que dans ces loques lottes de courage et du désespoir contre la tyrannie, les Corsais combattaient pour la liberté et l'indépendance politiques. Non, Messieurs, notre histoire est la pour donner à ces prétentions exagérées d'un patriotisme exalté et crédule, qui s'imaginent que, parce que nos pères ont offert au monde de grands exemples de courage et de vertu, nous avons aussi tout appris aux autres peuples, en fait même d'institutions et de gouvernement.

Que demandaient les orateurs corses au Sénat de Gènes, ou plutôt quelles étaient leurs doléances? Ils se plaignaient du nombre toujours croissant des crimes, de leur impunité, de l'absence et de la protection accordée aux complices dans les États de la république, de l'usage funeste des armes, du fardeau des tailles, de la dureté des exacteurs. Ils ne demandaient que justice.

Je ne parle pas, Messieurs, de ces temps trop peu dignes de mémoire, où la Corse était livrée à tous ces petits seigneurs, qui, livrés eux-mêmes à l'étranger, combattaient entre eux pour la servitude et non pour la domination. Ces temps étaient trop pleins de barbarie et d'ignorance, pour qu'il pût y avoir place à des idées d'ordre et de liberté publique. Reportons-nous à l'époque glorieuse du général Paoli. Eh bien! de quoi s'occupait, au milieu de ses succès, le libérateur, le père, héros de la patrie? de déclarations de droits, d'institutions, d'assemblées politiques? Non, Messieurs, sa grande âme était occupée, avant tout, de ramener le règne de la justice, de protéger et de garantir, par des exemples sévères et éclatants, la vie des citoyens, et la paix des familles.

Ces temps, Messieurs, et ces exemples peuvent paraître un peu anciens; mais quels sont les changements qui, depuis cinquante ans, se sont opérés, disons mieux, ont pu s'opérer dans nos mœurs?

Nous avons traversé la révolution. Est-ce la République avec sa faulx sanglante et son niveau inexorable, avec ses hommes et ses partis acharnés à se dévorer entre eux, et à qui dévorerait ce règne d'un moment, présent partout, à travers des éons sublimes de vertu et de patriotisme, et le bruit des fanfares de la victoire retentissant à la frontière, l'image du cahos et de la mort; est-ce l'Empire avec son génie et sa gloire, mais aussi avec ses interdits, à côté de ses interdits, ses gélés, ses gendarmes et sa haute police pour la Corse, qui ont pu nous instruire et préparer les voies à la transformation qui nous était destinée?

La restauration seule, malgré ses répugnances, que l'on conçoit et que l'on doit savoir excuser, pour le pays d'où s'était élancé l'homme prodigieux qui, en arrêtant le char de la révolution, avait rendu la révolution elle-même à jamais vivante et indestructible, la restauration seule semblait avoir compris qu'on devait se hâter un peu lentement dans l'œuvre de notre assimilation à la France, que l'égalité n'est pas toujours la justice, parce qu'elle n'est pas toujours la sagesse, et qu'il fallait commencer par nous donner l'ordre et la paix, avant de nous faire entrer dans l'exercice complet des prérogatives et des immunités des gouvernements représentatifs. Ce qu'un bon gouvernement doit procurer, avant tout, la possession et la jouissance du plus précieux des droits, le droit de la vie, elle nous l'avait assuré: Le bataillon des voltigeurs et la cour de justice criminelle avaient fini par rendre impossible l'espérance de l'impunité.

La révolution de juillet, si libérale, si paternelle pour la Corse, emportée par son ardeur généreuse, a le tort à mes yeux de n'avoir au rien nous refuser et de nous avoir trop donné dans un seul jour. Dans les gouvernements, dans la vie, partout, les transitions sont un écueil redoutable; et comme les remèdes héroïques, le régime fort de la liberté veut être appliqué avec ménagements: les constitutions faibles et les tempéraments trop énergiques courent également le danger de succomber à son action, si elle n'est pas modérée. La vie des peuples a d'ailleurs ses âges, comme celle des individus; tel peuple même qui a grandi dans la guerre, qui s'est élevé très haut par l'audace et les conquêtes de son génie, ou qui s'est fait remarquer par le sentiment moral de ses œuvres et de ses actions, peut-être resté enfant dans les arts de la paix, et dans la science quelquefois si heureusement inutile des gouvernements; et ce n'est pas, quand on est dans l'enfance, que l'on doit prendre la prétention, et encore moins endosser la toge de l'âge viril.

Ainsi, Messieurs, je le demande encore, quels sont les progrès et les améliorations qui, depuis cinquante ans, se sont accomplis dans l'économie de notre vie sociale?

Non, Messieurs, nous n'avons aujourd'hui un peu plus de lumière un peu plus de bien-être matériel, nous sommes mieux logés, mieux vêtus, mieux sains; mais nous entendons mieux le langage et les formes extérieures de la civilisation; mais nous nous déplaçons pour cela notre nature? Sommes-nous devenus plus dociles, plus soumis à l'action et à l'autorité des lois? Le sang surtout, le sang humain a-t-il cessé de couler?

C'est à ce point de vue, Messieurs, qu'il peut et qu'il doit être permis de se demander si certaines institutions, qui n'ont fait qu'ajouter à l'ardeur inquiète de nos passions, et à l'activité remuante de notre caractère, sont appropriées à nos besoins. Qui oserait dire, Messieurs, que les élections municipales ne sont pas un ferment de discordes et de divisions perpétuelles? Si nous ne voulons pas accuser l'institution, accusons les agents du pouvoir qui la font fonctionner. Sans doute de graves abus se commettent chaque jour dans certaines régions de l'autorité administrative: mais croyez-le bien, le mal serait beaucoup moins grand, s'il ne prenait pas ses racines dans les habitudes et la constitution du pays.

Je m'arrête, Messieurs; les grandes questions, que je viens de laisser entrevoir, demandent plus de temps et de loisir que je n'ai pu en trouver dans le court intervalle qui s'est écoulé depuis que vos suffrages ont daigné me porter à ce fauteuil; et vous me pardonnerez si, obsédé par la pensée des maux, si lugubres, qui affligent notre chère patrie, j'ai voulu préparer vos esprits au recueillement et à la méditation qu'un si grand objet doit nous commander.

Dans un instant, Messieurs, le chef éclairé et consciencieux de l'administration va dérouler à nos yeux, le tableau des objets divers qui doivent occuper votre attention. Nous examinerons ces objets avec le calme et la modération qui conviennent à une réunion d'hommes sages.

Pendant que le pays présente le spectacle des plus cruelles et des plus sanglantes agitations, nous ne permettons pas que l'on dise de nous, que nous subissons, à notre tour, l'influence des passions aveugles et désordonnées qui nous entourent. Un bel et magnifique exemple s'est produit aux dernières élections de nos deux grands collèges. Symbole vivant de ce système de paix, qu'il a tant contribué à fonder, de ce système glorieux qui couvre la France et le monde de ses bienfaits, le nom du maréchal Sébastiani est sorti à la fois des deux urnes, porté par toutes les voix et par toutes les opinions, comme un hommage rendu au plus sage et au plus puissant des rois, qui l'appelle son ami et qui nous fait sentir, chaque jour davantage, les effets de cette auguste amitié. Imitons, Messieurs, cet exemple; la France et le Roi, qui ont les yeux sur nous, applaudiront à cet accord heureux de nos sentiments; et ce sera un pas de plus que nous aurons fait faire au pays dans la voie de la paix et de la réconciliation générale.

Nous donnerons dans notre prochain numéro le discours de M. le préfet que ci complètera le compte-rendu de la session du conseil-général de 1846.

M. Laurelli nous adresse la lettre suivante que nous ne voyons aucune difficulté à publier. Nous ferons remarquer seulement que cette réclamation doit être adressée au *Journal de la Corse*, dont nous n'avons fait que reproduire l'analyse des travaux du Conseil général.

« A Monsieur le Rédacteur de l'Insulaire Français :
« Monsieur le Rédacteur,

« Une erreur s'est glissée dans le compte que vous avez rendu des vœux émis par le Conseil général dans sa dernière session. Le numéro de votre journal du 19 novembre qui vient de m'être communiqué, porte qu'une proposition ayant pour objet de solliciter des modifications à l'ordonnance royale du mois de juin 1815 sur le bataillon des voltigeurs corses a été accueillie à l'unanimité des suffrages. J'ai pris part à cette délibération, non seulement je n'ai point partagé l'avis de la majorité; mais j'ai vivement combattu le rapport de la commission et je n'ai pas été seul à défendre l'ordonnance royale.

« Veuillez, je vous prie, insérer ma réclamation dans votre prochain numéro.
« Recevez l'assurance de ma considération distinguée.

« LAURELLI.
« Capitaine et Membre du Conseil Général.
« Bastia, ce 9 décembre 1846.

Voici en quels termes bienveillants s'exprime le *Journal d'Agriculture pratique*, sur les efforts faits pour améliorer l'agriculture en Corse.

« En Corse, le progrès agricole suit le progrès mo-

ral. A mesure que les mœurs s'améliorent, que l'instruction se fait jour, l'agriculture suit son heureuse influence comprise et développée.

« L'année dernière, le conseil général votait une imposition extraordinaire de 3 centimes pour l'établissement de pépinières-métalliques-modèles; ce vote a été sanctionné par les Chambres. A ces ressources sont venus s'ajouter 8,000 fr. accordés par M. le ministre de l'agriculture et du commerce, et enfin 6,000 fr. donnés par le roi et L. L. AA. RR. MM. la duchesse d'Orléans et le comte de Paris. Le conseil général avait donc à disposition d'une somme de 17,000 fr. environ. Il a été décidé, sur la proposition du préfet, que cette somme serait appliquée à la création de pépinières-métalliques-modèles dans les arrondissements d'Ajaccio, Bastia, Calvi et Corte. Cette somme servira au paiement des loyers des métalliers, à l'acquisition du mobilier, à l'appropriation des bâtiments, à la pension des quatre élèves qui seront placés dans chacune des fermes, enfin au traitement des quatre directeurs. La direction de ces quatre établissements est confiée à quatre jeunes gens: MM. Gaffori, Savelli, Benedetti et Pozzo di Borgo, dont l'éducation agricole s'est faite à Grignon, sous les auspices de M. le duc d'Orléans qui, depuis longtemps déjà, avait pressenti l'heureuse influence de l'agriculture sur la régénération de la Corse.

Le *Moniteur* publie une ordonnance royale relative aux douanes sous la date du 21 novembre. L'article 2, qui concerne les importations de la Corse sur le continent français, est ainsi conçu.

« 2. Les marchands polis et ouverts et les coussinets en fonte pour chemins de fer, expédiés de l'île de Corse sur le continent français, seront admis en franchise de droits, sous les conditions déterminées par l'article 7 de la loi du 6 mai 1841. L'importation en sera permise par les bureaux d'Arles et de Bouc, et par les autres bureaux ouverts à la libre entrée des produits de la Corse.

C'est là un nouveau bienfait accordé à notre pays; qui encouragera l'industrie qui commence à se développer. Nos marbres et notre fonte avaient, au reste des droits évidents à cette nouvelle faveur. Nous n'en remercions pas moins le gouvernement de l'avoir accordée.

On écrit de Sartène au *Nonvelliste* de Marseille :
« Deux familles d'Arbellara, arrondissement de Sartène, les Forcioli et les Giustiniani, se sont voués, depuis près de douze ans, une haine mortelle. Dans ce laps de temps, les Forcioli ont tué deux Giustiniani, qui se sont vengés bien cruellement en assassinant six membres de la famille Forcioli. Les diverses tentatives faites pour rétablir la paix entre ces ennemis acharnés ont eu pour résultat de rallumer leurs fureurs et d'amener de nouveaux meurtres.

« Depuis quelque temps les deux familles sont complètement séparées de la société, leurs maisons ont été transformées en forteresses: fossés, murailles crénelées, chemin de ronde, sentinelles de nuit et de jour, rien n'y manque. Ils ont un mot d'ordre et un mot de ralliement, et leurs consignes sont plus rigoureusement exécutées que dans une ville assiégée. Jamais ils ne se risquent dans la campagne, et restent toujours derrière leurs fortifications, laissant à leurs domestiques ou fermiers le soin des terres et celui des approvisionnements.

« Telle était la position des deux familles lorsque, dans un redoublement de rage, ils ont déclaré d'un commun accord que la guerre s'étendrait à l'avenir jusqu'à leurs domestiques et fermiers. La première victime de cette sauvage convention a été un serviteur des Giustiniani. Le 10 de ce mois, vers six heures du soir, César Morazani, fermier de ceux-ci, revenait de labourer un champ de la famille, lorsque Forcioli, posté derrière un épais maki, lui a tiré un coup de fusil chargé de deux balles, qui ont traversé la tête de ce malheureux. Malgré cette blessure mortelle, César Morazani eut encore la force de faire quelques pas pour fuir, lorsque son impitoyable ennemi lui brisa les deux cuisses d'un second coup de feu.

« Lorsque la justice fut informée de ce détestable assassinat, le misérable qui s'en était rendu coupable avait déjà rejoint les bandits de sa famille qui tiennent la campagne.

ALGÈRE.

DÉLIVRANCE DES PRISONNIERS FRANÇAIS.
Nous recevons d'un de nos correspondants, dit

le *Jud*, la nouvelle suivante qui sera accueillie dans tout le pays avec la plus vive satisfaction.

Je suis heureux de pouvoir vous faire connaître la délivrance des prisonniers français, qui s'est accomplie par les soins du gouverneur espagnol de Méhilla, et à laquelle a coopéré le cher Durande, une de nos jeunes enseignes de vaisseau, embarqué à bord et qui était, depuis un mois, détaché sur la côte avec un balancelle. Cette évasion, qui, du reste aujourd'hui ne paraît qu'une feinte d'Abd-el-Kader, a toujours eu pour résultat de faire revenir à nous nos malheureux compatriotes.

Je crois que des détails sur les faits antérieurs à la délivrance seront reçus par vous avec plaisir et je les en transmettrai quelques uns. Il y a un mois environ, une lettre de M. de Cognord parvenait au gouverneur de Méhilla, l'informant que pour une somme de 30,000 francs, leur gardien consentirait à les laisser évaluer. Pareille somme s'est trouvée se trouver dans cette place, une lettre fut transmise au général à Oran, qui immédiatement manda auprès de lui notre commandant et un officier discret: Durande, seul valide à bord, fut désigné, et nous de former mille conjectures sur ce fait. A leur retour, on apportait des caisses d'argent à bord, et sur la déclaration de Durande, nous respectâmes son secret, curieux de savoir, à la sortie d'Oran, sur quel point on ferait route. Le lendemain, le *Véloc* touchait à Méhilla, et ses officiers seuls connurent le secret du voyage, qui, quinze jours après, a été connu de nous. Durande prit le commandement d'une balancelle, et de notre côté, à chaque courrier de Tanger, nous passions à Méhilla pour nous informer des suites de cette intrigue.

Sur ces entrefaites, le *Véloc* fut distrait de son service habituel. En conséquence, nous partîmes d'Oran le 14 courant, et nous revînmes à Méhilla le 27, après avoir passé quelques jours à Cadix, Tanger, Gibraltar et Tétouan. A peine avions-nous mouillé devant la place, qu'un officier espagnol, arrivant dans une embarcation, nous annonça de loin la délivrance des Français et leur départ dans la balancelle de Durande. Un tonnerre d'applaudissements retentit à bord et je transcrivis le récit fait par l'officier lui-même, et que celui-ci, à l'aide d'un interprète, écrivait sous la dictée :

« Avant hier, 24 novembre, dit-il, deux Arabes arrivaient à un fossé de la place, annonçant par une lettre que les prisonniers étaient à 4 lieues de la pointe de Bestiza. Le signal annoncé pour le lendemain 25, à midi, était un grand feu. Je n'attendis pas le signal, pensant que l'attendre serait perdre 4 heures. La pointe de Bestiza est à 4 lieues de Méhilla. Je partis dans une embarcation espagnole, avec M. Durande qui demanda à y venir, et on les attendit en mer à une portée de pistolet: d'abord on vit venir 4 à 5 hommes à cheval, qui faisaient des signaux; je compris que tout avait réussi. Aussitôt je descendis seul à terre; je m'approchai d'eux avec les Arabes qui avaient apporté la nouvelle, et il me fut répondu que les prisonniers étaient à une demi lieue. Trois quarts d'heure après, les prisonniers arrivèrent; ils étaient vêtus de robes d'uniforme et étaient montés à cheval. Ils étaient au nombre de 10 plus une vieille femme, qui avait 8 ans de captivité.

« Le onzième était mort en route de la fièvre. M. de Cognord, descendant de cheval, me tint un quart d'heure embrassé, puis me dit de regagner bien vite l'embarcation, de peur qu'il n'y eût de la part des Arabes quelque mauvaise intention; je répondis que je resterais, décidé à les ramener ou à être prisonnier avec eux; que du reste, il ne fallait pas de notre côté montrer de la défiance. Un Arabe fut conduit à bord pour s'assurer que l'argent était là, il en compta une partie; il y eut encore quelques difficultés, et finalement nous ramenâmes les prisonniers à Méhilla, qui, hier 26 novembre, sont partis pour Oran, dans la balancelle de M. Durande, à deux heures du soir.

« Louis COPPA, major de la place de Méhilla.
« En conséquence, sans nous arrêter et après avoir tenu serré la main au capitaine Coppa, nous mîmes le cap sur Djemâ-Ghazouat, pour nous rapprocher des prisonniers. Durande les avait, en effet débarqués à 5 heures du matin; tout le camp était en fête, on nous rendait au pavillon du commandant supérieur, nous rencontrâmes les commissaires du banquet, improvisé pour le soir même, qui nous invitèrent tous à y assister. Un instant après, nous avions la satisfaction de serrer la main de M. Cognord, du docteur Cabasse et des autres officiers; pour ma part, j'étais si ému, que je sentais mes yeux se mouiller en écoutant les détails qui

coïncidaient parfaitement avec ceux du capitaine espagnol. Nous ne retrouvâmes pas Durande; après les émotions d'une pareille affaire, il avait eu le courage de repartir pour Oran; et de faire 27 lieues encore dans une pauvre balancelle, pour annoncer le succès de sa mission au général. Cette affaire vaudra, sans doute à notre brave camarade une récompense bien méritée. Les ex-prisonniers ont voulu attendre les ordres du général Cavaignac qui est à Tlemcen; nous ne les avons pas pris avec nous, et après le banquet, où la joie tenait du délire, et où ont été réunis 120 officiers, le *Véloc* est parti pour Alger annoncer la nouvelle au maréchal.

— Le 25 courant, M. Courby de Cognord et ses compagnons de captivité ont été rendus à leurs frères d'armes, à la suite d'une négociation personnelle entre M. Courby de Cognord et les chefs arabes. La rançon a été fixée à la somme de 36,000 fr., qui a été comptée par M. Durande, enseigne détaché de la corvette à vapeur le *Véloc*. L'abondance des matières nous force à remettre au prochain numéro les intéressants détails de cette délivrance. Nous nous empressons cependant de donner, dès aujourd'hui, les noms de nos braves compatriotes rendus à la liberté.

MM. le lieutenant-colonel Courby de Cognord;
Laraze, lieutenant;
Thomas, sous-lieutenant;
Cabasse, docteur;
Morin, lieutenant au 15^e léger;
Barbut, maréchal-des-logis chef au 2^e hussards;
Testard, hussard;
Trotte, chasseur au 8^e bataillon;
Michel, id. au 11^e de ligne;

Une femme prise, il y a huit ans, aux portes d'Oran et dont la fille a épousé un arabe, a été également rendue: elle se nomme Thérèse Gilles.

Le lieutenant Hillier, pour lequel M. de Cognord avait traité en même temps que pour ses autres camarades, est mort de la fièvre dans la nuit qui a précédé leur délivrance. Tous les autres prisonniers qui sont en ce moment à Djemâ-Ghazouat sont en parfaite santé. La nouvelle de tous ces faits a été apportée à Alger par le capitaine Bérard, commandant le bâtiment à vapeur le *Véloc*, et qui avait été chargé de toute cette difficile négociation.

(Akhar).

NOUVELLES DIVERSES.

— Le gouvernement français vient d'envoyer, dit un journal, une mission à l'empereur du Maroc, dans la capitale même de son empire, où personne n'a encore pénétré d'une manière officielle, les ambassadeurs s'étant toujours arrêtés jusqu'à présent à Fez et à Mekinez.

M. de Chasteau, chargé d'affaires du roi au Maroc, est le chef de cette mission, qui partirait de Tanger pour Mazagan par mer, et de là par terre jusqu'au Maroc.

— La Saxe, la Bavière, les grands ducs de Mecklembourg-Schwerin de Saxe-Weimar, de Mecklembourg-Strelitz et d'Oldenbourg, le roi de Hanovre et le roi de Danemark ont fait parvenir leur réponse à la notification du mariage de S. A. R. le duc de Montpensier avec l'infante Maria Luisa. Le *Moniteur* constate ces réponses dans sa partie officielle.

— On dit que le voyage à Paris de l'infant don Enri-que a pour but de solliciter du roi son intervention pour obtenir du gouvernement espagnol qu'il l'autorise à revenir à Madrid.

— On lit dans le *Moniteur*:
« Le ministère de la marine est en voie d'améliorations, il fait en ce moment de grandes réformes: une fourniture considérable de lits en fer vient d'être ordonnée; ces lits sont destinés à remplacer ceux en bois actuellement en service pour le casernement des troupes de la marine. C'est la maison Camille Léonard qui est chargée de ces fournitures pendant quatre ans.

La nouvelle mesure prise par l'administration de la marine ne peut être que favorable à la salubrité, à la propreté, et par conséquent, au bien-être du soldat.

— Une ordonnance du Roi du 22 novembre, insérée au *Moniteur* du 26, fixe l'effectif des forces navales du royaume ainsi qu'il suit:
L'effectif des forces navales du royaume sur le pied de paix, sera porté dans l'intervalle de temps fixé par la loi du 3 juillet 1846, à 328 bâtiments de guerre tant à voile qu'à vapeur, qui seront subdivisés en rangs ou classes, ainsi qu'il suit:

BÂTIMENTS À VOILES.

10 du 1 ^{er} rang à 3 ponts, de 110 à 120 canons.	
10 du 2 ^e rang à 2 ponts, de 50 à 100 canons.	
23 du 3 ^e rang à 1 pont, de 34 à 99 canons.	
5 du 4 ^e rang à 1 pont, de 20 à 33 canons.	
15 du 1 ^{er} rang de 32 à 50 canons.	
30 du 2 ^e rang de 24 à 30 canons.	
15 du 3 ^e rang de 22 à 30 canons.	
20 de 1 ^{re} classe à quille de 25 à 30 b. à feu.	
20 de 2 ^e classe à quille de 25 à 30 b. à feu.	
30 de 1 ^{re} classe de 16 à 20 canons.	
30 de 2 ^e classe de 8 à 12 canons.	
10 bâtiments légers de 2 à 4 canons.	
10 bâtiments de transport d'environ 600 tonneaux.	

BÂTIMENTS À VAPEUR.

10 frégates de 600 à 1500 chevaux de 20 à 30 bouches à feu.	
20 corvettes de 1 ^{re} classe de 400 à 500 chevaux de 8 à 12 id.	
20 corvettes de 2 ^e classe de 300 à 400 chevaux de 4 à 6 id.	
20 avisos de 1 ^{re} classe de 200 à 300 chevaux.	
30 avisos de 2 ^e classe de 120 et au-dessous.	
2 batteries flottantes de 400 à 500 chevaux de 40 à 50 b. à feu.	

102

328

Sur les 40 vaisseaux et les 50 frégates désignés en l'article précédent, 24 vaisseaux et 10 frégates seront maintenus à flot, 16 vaisseaux et 10 frégates seront maintenus en chantiers au 22 vingt-quatrième d'avancement.

Le matériel d'armement et d'artillerie des vaisseaux de service, sera maintenu au complet dans les magasins des ports.

On y réunira également le quart au moins du matériel d'armement nécessaire aux 16 vaisseaux et aux dix frégates en chantier.

En outre de l'état naval ci-dessus, il sera tenu en chantiers une réserve de vaisseaux et de frégates portés au terme moyen de quatorze vingt-quatrième d'avancement.

— Le *Journal du Haer* nous apporte aujourd'hui la nouvelle que les hostilités ont été reprises contre Montevideo. C'est le 13 septembre que le général Oribo a recommencé, à l'improviste, ses attaques. Cette agression imprévue a surpris, hors de la ligne de défense, un certain nombre d'habitants, dont quelques uns ont été tués, un espagnol entre autres, ou faits prisonniers.

— Encore une catastrophe propre à faire naître une grande agitation dans le corps des notaires.
Le S^r Dupray, notaire à Saint-Germain-en-Laye, vient de disparaître, laissant un déficit de plus de 600,000 francs. On l'accuse d'avoir fabriqué des actes, des grosses et jusqu'à la signature des receveurs d'enregistrement.

En s'éloignant de son domicile, il a laissé une lettre portant qu'il allait se donner la mort; mais nulle part on n'a trouvé de traces de suicide. Au contraire, on l'a vu à l'Opéra et sur les boulevards, où il s'est promené après avoir dîné au Palais-Royal avec un de ses anciens confrères. On parle aussi d'une plainte en détournement de 7,000 francs lancée contre un notaire de Versailles.

On attribue ces catastrophes au jeu sur les chemins de fer.

— De fâcheux désordres ont éclaté dans plusieurs communes du département d'Indre-et-Loire, à l'occasion de la cherté du prix de grains. — Le 22, la ville de Tours a été le théâtre des violences les plus déplorables. La garde nationale a été assaillie, poursuivie à coups de pierres. Cependant l'ordre a été rétabli. Des arrestations ont été faites.

— M. Le ministre de l'intérieur a pris l'initiative d'une mesure morale et politique d'un haut intérêt auprès de l'Académie des sciences S. Exc. a écrit au secrétaire perpétuel pour que l'Académie nommât une commission chargée de rechercher les conditions et les combinaisons favorables à la création d'une caisse de prévoyance, au profit des classes ouvrières. Cette institution, qui serait placée sous la surveillance du gouvernement, aurait pour objet d'améliorer le sort des classes laborieuses, au moyen de cotisations mensuelles ou hebdomadaires. L'Académie a nommé, séance tenante, membres de cette commission: MM. Dupin, Poncelet, Liouville, Stourm, Mathieu et Régnier.

— Nous lisons dans le *Moniteur Algérien* du 30 novembre:

« Les places de Gignelli et de Bougie ne sont plus inquiétées et leurs marchés sont fréquentés par les Kabyles. On voit même pour la première fois, sur le marché de Bougie, un certain nombre d'hommes de la tribu des Mzalas ce qui semblerait indiquer qu'après quatorze ans d'hostilités sans relâche, cette grande tribu commence enfin à se laisser.

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX DE L'ABONNEMENT pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de LÉJOLAVET, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 25 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE.)

Nous avons été heureux d'apprendre à tous ceux qui comme nous, s'intéressent aux progrès de l'industrie indigène, que l'administration supérieure des douanes ayant appuyé le vœu formé par le directeur de l'usine marinière de la Rostonica, à l'effet d'obtenir l'expédition en franchise des produits ouvrés provenant de cette exploitation, M. le ministre a, ainsi que nous l'avons dit, provoqué dans le même sens, une ordonnance royale sous la date du 21 novembre dernier, et qui contient un article ainsi conçu :

« Les marbres polis et ouvrés de l'île de Corse sur le continent français seront admis en franchise de droits sous les conditions déterminées par l'art. 7 de la loi du 6 mai 1831. L'importation en sera permise par les bureaux d'Arles et de Bouc et par les autres bureaux ouverts à la libre entrée des produits de la Corse. »

Bien que cette expédition en franchise des produits de nos belles carrières de marbres polis et ouvrés ne soit autorisée que d'une manière restreinte, elle n'en est pas moins une nouvelle preuve de la sollicitude du gouvernement pour la prospérité matérielle du pays. La douane qui a compris tout ce que l'exploitation de ses richesses géologiques, offre déjà d'avantages réels au commerce, et combien il était injuste d'assimiler les produits ouvrés de la Corse aux produits ouvrés des pays étrangers, s'est empressée de demander l'exemption des droits que vient d'accorder l'ordonnance royale du 21 novembre. C'est une justice que nous sommes heureux de lui rendre.

D'autres industries naissantes réclament aussi des encouragements. Asses longtemps le système prohibitif a pesé sur ce département français. Il faut qu'affranchi une fois pour toutes, des entraves onéreuses qui ont arrêté ses développements et enchaîné son effort, le commerce insulaire n'ait plus rien à redouter de la comparaison ni des concurrence étrangères. Son émancipation sera l'ère d'une prospérité rapide et durable.

La jeunesse, qui faute de travail dans les ateliers des manufactures, de grands centres d'exploitation, s'en va chercher loin de son sol natal où nul lien d'intérêt ne l'attache, des chances de fortune soit dans le nouveau monde, soit dans les hasards de la guerre sous le ciel brûlant de l'Afrique, la jeunesse à qui on offrira ainsi un emploi utile et la perspective prochaine des bénéfices proportionnés à son labeur apportera, soyons en sûrs, dans les établissements industriels, l'intelligence et l'activité qu'elle sait déployer dans la carrière des armes et l'exercice des professions libérales.

La direction de l'usine hydraulique de la Rostonica, de cette usine si heureusement placée, qui prend tous les jours de nouveaux développements, n'attendait que la faculté de pouvoir expédier en franchise les marbres polis et ouvrés pour établir deux vastes ateliers polissoirs et appliquer un plus grand nombre d'ouvriers à ce genre de travail. Le pays en général et le commerce en particulier ne tarderont pas à recueillir les heureux fruits d'une mesure, qui en facilitant l'exportation dans quelques ports du continent des nos marbres, appellera des capitaux dans l'île et fera sentir bientôt la nécessité de lui ouvrir de plus larges débouchés.

La Démocratie pacifique vient de publier un article avec ce titre : HONNEUR A M. GUIZOT, à propos de l'attitude noble que cet homme d'État vient de prendre vis-à-vis les trois cours du Nord. Certes, personne ne s'aviserait de suspecter ce journal d'une velléité de ministérialisme ; l'éloge pompeux qu'il fait de M. le ministre des Affaires étrangères prend donc dans sa bouche une haute valeur.

Nous citons sans commentaire quelques extraits de ce remarquable article :

« Oui, honneur à M. Guizot !
« Nous ne sommes pas des hommes de coterie, nous,

nous n'avons point à faire les affaires de tel et tel personnage ; nous ne sommes, bien merci ! attelés au char d'aucune de ces tristes ambitions qui se disputent les portefeuilles dans l'arène d'intrigue que l'on appelle le parlement ; nous avons toujours traité comme elle le mérite la politique d'intrigue, et nous avons toujours marché dans une voie que nous n'abandonnerons jamais, la voie des principes et de notre indépendance... »

Où, honneur à M. Guizot ! encore une fois nous n'avons point à nous désoler, nous, de la force que cette attitude nouvelle va lui donner dans le parlement. Nous ne sommes point par position, obligés de diminuer un homme, de combattre ses actes quand même ; notre opposition n'est point une opposition systématique qui nous impose le dénigrement des personnes, et nous contraindre à crier contre un ministre quoi qu'il fasse.

M. Guizot vient d'adresser aux puissances du Nord une déclaration digne, ferme et noble contre l'attentat de Cracovie. La France reprend enfin dans le monde son attitude nationale et sa liberté. La situation du monde est changée ! la France rentre dans son rôle. Le passé est rompu ; la politique de l'humiliation diplomatique, la politique de la peur toujours et des concessions partout, a trouvé son terme ; le droit public européen fondé sur le principe de l'absolutisme et de la compression est tombé ; la France vient de signifier aux trois puissances du Nord que les traités de 1815 étaient brisés, et que désormais elle entendait marcher libre et sans entraves ! honneur à M. Guizot !

« Si M. Guizot, que nous avons combattu dix ans, est destiné à relever le noble drapeau de la France, c'est avec une joie vraie, profonde, que nous nous écrierons : Honneur à M. Guizot ! »

« Quelle différence entre notre isolement de 1840, cet isolement et honteux isolement où nous avions à la fois contre nous les gouvernements qu'un ministre brouillon avait voulu jouer en Orient par une intrigue, et les peuples justement irrités par les rôles follement insensés d'agrandissement et de folles menaces de conquêtes ! Quelle différence entre cet isolement et cette attitude toute puissante qui nous fait tout à coup, contre les rois absolus, visiblement aveuglés et déconcertés, les seuls représentants des droits publics, que ces rois viennent de violer et du droit du peuple qu'ils écrasent. »

Nous lisons dans notre correspondance de Paris : « Le gouvernement français vient de répondre dignement aux calomnies de la presse anglaise. La protestation envoyée par M. Guizot aux trois cours du Nord, protestation qui déclare la France déliée des traités de 1815, est bien autrement énergique et explicite que la cauteleuse note de lord Palmerston. Cette protestation peut être considérée comme le complément nécessaire des actes d'indépendance accomplis en 1830. Ce n'est qu'à partir de la note sur Cracovie que la France de Juillet a repris, vis-à-vis de l'Europe entière, le rang qui lui appartient, au point de vue des traités. »

L'autre part, nous lisons dans la Presse : « La protestation du cabinet français contre l'incorporation de Cracovie a été expédiée à Vienne aujourd'hui. Elle partira demain pour Berlin et pour St-Petersbourg. Si nous sommes bien informés, cette pièce se distinguerait de la dépêche de lord Palmerston par des expressions tout autrement explicites que celles employées par le gouvernement anglais. »

« La question de nécessité y serait traitée sans que M. Guizot eût négligé cependant la question de droit, sur laquelle, au contraire, le ministre aurait principalement insisté. L'incorporation n'était pas nécessaire à la tranquillité et à la sécurité des possessions des trois cours ; en outre, c'est une violation manifeste des traités de Vienne ; tels seraient les deux points développés par M. Guizot. »

« Nous pourrions ajouter que le gouvernement a considéré comme nous ce que l'acte des trois cours don-

nait désormais à la France de liberté d'allure, et combien, le cas échéant, cet acte pourrait nous devenir avantageux. C'est ce qui est constaté en termes très clairs dans ce passage le plus important de la protestation ; où il est dit :

« Que les cabinets de Vienne, de Berlin et de Saint-Petersbourg ayant cessé de se considérer comme engagés par les traités de 1815, ce qui ressort manifestement de l'incorporation de Cracovie dans les États de l'Autriche, la France, à compter de ce moment, cesse de se regarder comme liée par ces traités, et que, le cas échéant où son intérêt lui conseillerait d'agir comme s'ils étaient abrogés, elle n'hésiterait pas à le faire. »

L'hiver qu'on annonce devoir être très rigoureux cette année, nous a visité de bonne heure. Dimanche dernier une abondante quantité de neige est tombée sur la ville de Bastia et sur les montagnes voisines et est demeurée vingt-quatre heures sans fondre. Depuis plus de douze ans, pareil fait ne s'était pas présenté. Lundi et mardi il est encore tombé de la neige, les communications avec Ajaccio ont été interrompues pendant trois jours, l'abondante quantité de neige, tombée dans la montagne, ayant rendu la voie impraticable non seulement aux voitures mais aux mulets.

Le tableau mensuel du prix de l'hectolitre de froment, pour servir de régulateur aux droits d'importation et d'exportation des grains et farines, arrêté le 30 novembre, est publié par le Moniteur du 1^{er} courant. Il résulte de ce tableau que le prix moyen est de 27 fr. 79 c. Ce prix n'était que de 22 fr. 75 c. à la fin de juillet 1846. Il était de 25 fr. 92 c. le 30 septembre dernier, et de 26 fr. 36 c. le 31 octobre.

Voici le prix moyen par classe :

1 ^{re} , Pyrénées-Orientales, Aude, Hérault, Gard, Bouches-du-Rhône, Var, Corse,	28 f. 21 c.
2 ^e , 1 ^{re} section, Gironde, Landes, Basses et Hautes-Pyrénées, Ariège, Haute-Garonne,	24 61
2 ^e section, Jura, Doubs, Ain, Isère,	
Hautes et Basses-Alpes,	31 19
3 ^e , 1 ^{re} section, Haut et Bas-Rhin,	34 17
2 ^e section, Nord, Pas-de-Calais, Somme, Seine-Inférieure, Euro, Calvados,	25 58

3 ^e section, Loire-Inférieure, Vendée, Charente-Inférieure,	24 98
4 ^e 1 ^{re} section, Moselle, Meuse, Ardennes, Aisne,	27 91
2 ^e section, Manche, Ile-et-Vilaine, Côtes-du-Nord, Finistère, Morbihan,	22 70

Voici quels étaient les prix par classe à la fin de septembre : 1^{re}, 26 fr. 88 c. ; 2^e section, 1^{re} section, 23 fr. 38 c. ; 2^e section, 29 fr. 37 c. ; 3^e classe, 1^{re} section, 32 fr. 77 c. ; 2^e section, 26 fr. 76 c. ; 3^e section, 22 fr. 86 c. ; 4^e classe, 1^{re} section, 27 fr. 47 c. ; 2^e section, 21 fr. 57 c. — On voit qu'il y a augmentation pour toutes les classes.

Par décision du roi, en date du 29 novembre, M. Lieutaud, lieutenant-colonel du 6^e lanciers, a été nommé commandant de la place de Bastia.

Discours prononcé par M. le préfet au conseil général.

Messieurs, Avez-vous égard à l'importance qui pousse à intéresser spécialement notre département ne s'est passé depuis votre dernière réunion, si le double attentat commis par des mains parricides sur la personne inviolable du Roi a soulevé d'horreur et d'indignation la France entière, il a été pour la population corse une nouvelle occasion de faire éclater tout son attachement, tout son dévouement à Sa Majesté ; et les craintes qu'il a renouvelées, les réflexions douloureuses qu'il a fait naître, n'ont servi qu'à faire mieux comprendre combien cette vie si précieuse est nécessaire au bonheur de la France, et au repos de l'Europe. Partout le calme s'est promptement rétabli.

L'INSULAIRE FRANÇAIS.

« Le cercle de Dellys est tranquille. On dit que Bon-Salem vient d'être fort malade, et que Bel-Kassem ou Kassi, dans une assemblée des Beni-Raten, a publiquement parlé pour le maintien de la paix. »

« Dans la subdivision de Médéah, de Milianah et d'Orléansville, l'autorité n'est distraite par aucune inquiétude des soins qu'elle apporte au règlement des affaires locales et à la sécurité des routes. »

« Le grand intérêt du moment consiste dans l'exécution des labours et des semailles. Quelques prêts de grains ont été faits à des tribus pauvres, mais une mesure plus avantageuse, à l'égard, a été essayée et a pleinement réussi dans la subdivision de Milianah. Le chef du bureau arabe a exécuté une tournée dans le but de faire consentir les gens riches des tribus à faire des avances de grains aux pauvres, mis au dépourvu par la mauvaise récolte de 1846. Les consentements ont été obtenus sans difficulté, avec la seule condition que le bureau arabe tiendrait note des prêts, afin d'intervenir ultérieurement, s'il était nécessaire, pour faire exécuter les restitutions. »

« On ne citerait pas une meilleure preuve de l'influence de nos bureaux arabes dans le pays et du bon esprit dans lequel elle est exercée. »

« De nombreux bataillons sont employés sur toutes les routes à réparer les dégâts causés par les grandes pluies des premiers jours du mois ; l'armée met à profit pour le pays le temps de relâche que lui laisse la guerre. »

« Mgr le duc d'Aumale, vivement ému du désastre qui a dévasté la plaine de la Mitidja, a voulu contribuer au soulagement des victimes de ce malheur. S. A. R. a envoyé 3,000 francs à M. le directeur-général des affaires civiles pour être distribués aux familles qui ont le plus souffert des inondations. »

Nous sommes heureux d'enregistrer ce nouveau trait de généreuse charité de M. le duc d'Aumale et de sa constante sollicitude pour l'Algérie.

« Nous lisons dans le Phare des Pyrénées : « Nous recevons les journaux de Liabonne jusqu'à 18 ils ne contiennent aucune nouvelle intéressante. »

« Le duc de Saldanha, dans un rapport à la Reine, daté de Fontev-Boa le 13, presque sous les murs de Santarem, rend compte de sa marche depuis le 6. Le colonel Wilde au service de S. M. B. est, dit le duc, au quartier-général depuis le 10 ; il a acquis la conviction que la révolution, loin d'être un mouvement populaire spontané, comme veut le faire croire l'ex-comte Das Antas, est la révolte la plus inouïe, la moins excusable qui ait jamais existé, et le résultat seulement des intrigues de quelques chefs ambitieux. »

« D'après une correspondance particulière en date du 21, les nouvelles des provinces au-delà du Minho sont satisfaisantes. Sa-da-Bandeira, chef de la révolution, dans la province de Tra-os-Montes, après avoir été battu près de Villa-Real, est resté cinq jours dans les environs de Chaves, et s'est dirigé, le 15, vers le centre du Portugal. C'est près de Valpredio, à cinq lieues de Chaves, que les régiments 3 et 15, qui étaient avec lui, ont fait défection, et ont attaqué les guerrillas dont plus de 300 sont restés sur le champ de bataille. La ville de Chaves, qui était menacée par les troupes révolutionnaires, est hors de danger. Sa-da-Bandeira s'est embarqué sur le Duero, à Pozo de la Reina, et se rend à Oporto, accompagné de quelques personnes. »

« Le 18 les troupes qui sont rentrées sous l'obéissance de la Reine sont arrivées à Chaves ; elles montent à 1,100 hommes, et sont dans le plus mauvais état. Leurs uniformes étaient en lambeaux, et la plupart des hommes étaient sans chaussure. »

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Quartier-général d'Oporto, 16 novembre. Le gouverneur civil à la junte suprême du gouvernement du royaume.

« Il est positif, d'après un rapport du comte Mello, que le siège d'Evora a été levé dans la soirée du 10 du courant ; que les assiégeants ont abandonné leur artillerie et leurs bagages, par suite de la combinaison des généraux Bonfin et Celestino avec les forces d'Evora. Le colonel Forman est sorti de cette ville à la tête d'une colonne pour couper aux rebelles (les troupes de la Reine) la retraite sur Lisbonne, et le général comte de Mello s'est mis à leur poursuite à la tête d'une autre colonne. »

« Nous trouvons dans un journal américain, le Lancaster-Republican, les détails suivants sur un projet conçu par un aéronaute pour s'emparer du fort de Saint-Jean-d'Ulton. M. Wise, l'aéronaute, propose de construire un ballon de cent pieds environ, établi de

manière à pouvoir enlever 30,000 livres, c'est-à-dire 20,000 livres en sus de son poids. La nacelle contiendrait des bombes à percussion et d'autres munitions du poids de 15,000 livres ; resterait donc encore 2,000 livres pour le lest et pour les hommes. Un câble long de cinq milles au moins servirait à faire manœuvrer cette machine de guerre et à la diriger hors de la portée des canons de la forteresse, sous la protection des batteries américaines. Le ballon, planant comme un aigle destructeur à un mille au dessus du fort, ferait pleuvoir sur les artilleurs mexicains des projectiles meurtriers, et cette expédition d'une nouvelle espèce ne coûterait pas un homme aux États-Unis. »

« On lit dans le Journal de Constantinople : Des lettres de Trébisonde du 12 novembre, nous apprennent que le choléra continuait, malheureusement, à Taurais, à la date du 27 octobre. Du 11 au 27, dix mille personnes environ avaient succombé au fléau, on comptait depuis 200 morts par jour. Le choléra ne régnait plus qu'à l'état sporadique à Bagdad, et les consuls européens étaient rentrés dans cette ville. Le fléau ne s'était pas montré dans les environs, et nous sommes heureux d'avoir à constater, à la suite d'informations plus précises, que le Diarbékir n'a eu nullement à souffrir des atteintes. »

« On lit dans le Globe de Bruxelles du 27 novembre : M. le marquis de Rumigny est parti mardi soir pour Paris par un convoi spécial du chemin de fer. Ce départ se rattache à la réconciliation de la duchesse de Montpensier avec l'infant don Henri. »

On dit que l'infant don Henri a déjà consenti à retirer sa protestation contre le mariage de son frère avec la reine d'Espagne.

« Pour prévenir les affreuses traces de la petite vérole sur la figure, on se servait jusqu'ici d'emplâtre de Vigo appliqué sur la face ; mais il fallait que ce palliatif fut employé avant la suppuration. M. le docteur Pierry vient de faire une autre découverte ; c'est que, même après la suppuration, l'application de réscicateurs sur la figure produis des résultats plus efficaces. »

INSERTION.

POUR PURGE D'HYPOTHÈQUE LÉGALE.

Notification à la requête de M. Charles-André Comte de Kerhoët, propriétaire foncier, domicilié à Paris, actuellement demeurant à Bastia, en sa qualité de l'un des associés seul responsable et directeur de la société en commandite et par actions de l'exploitation des forges et fonderies d'Arles et de Corse, pour lequel domicile est élu en l'étude de M^e Casevecchie Avoué, demeurant à Bastia.

Par exploit de Vanetti huissier près le tribunal civil séant à Bastia, domicilié et demeurant en cette ville, du deux décembre courant nous, enregistré. 1^{er} A M. le Procureur du Roi près le tribunal civil de première instance de l'arrondissement de Bastia en son parquet sis au Palais de Justice, en parlant à son substitut. 2^o à la Dame Césarine Louise Giraud, propriétaire, épouse de M. Jean-Jacques de Figarella domiciliée demeurant à Bastia.

D'un extrait des minutes du Greffe du Tribunal de 1^{re} Instance de Bastia, constatant le dépôt fait audit Greffe par le susdit M^e Casevecchie, le quatorze novembre dernier enregistré, de la copie collationnée d'un acte passé devant M. Antoine Joseph Guasco Notaire Royal résidant à Bastia, le dix-sept septembre dernier enregistré, contenant vente à M. le Comte de Kerhoët réquerant en son nom, par le dit M. Jean Jacques de Figarella Docteur en médecine, actuellement Chirurgien sur le Paquebot de l'État le Bastia, des immeubles ruraux suivants sis au lieu appo de Toga, territoire de la Commune de Ville, Canton de San Martino savoir : 1^o Un terrain complanté à oliviers et autres arbres fruitiers ayant une superficie de quarante-deux ares soixante seize centiares environ 2^o Autre terrain complanté à oliviers seulement, ayant une superficie de quatorze ares et seize centiares environ moyennant la somme de neuf mille francs ;

Avec déclaration que les anciens propriétaires des immeubles mentionnés ci-dessus étaient savoir, de ce lui décrit au numéro 1^{er} M. Hyacinthe de Figarella père du vendeur, et de celui décrit au n. 2 le sieur Roch Lucciana, feu André Delpino et Antoine Semidei, demeurants à Bastia.

Avec déclaration en outre 1^o à M. le procureur du roi que les individus du chef des quels il pourrait être requis des inscriptions sur les dits immeubles pour cause d'hypothèques légales, n'étant pas connus du réquerant, celui-ci ferait publier la présente notification conformément à loi.

2^o A M^e de Figarella qu'elle ait à prendre dans le délai de deux mois, à partir du jour de la notification à elle faite, toutes inscriptions d'hypothèque légale, aux quelles elle peut avoir droit sinon que les immeubles vendus à M. le Comte de Kerhoët en son nom, passeront dans ses mains francs et quittes de toute hypothèque légale.

Bastia le 4 décembre 1846.

CASEVECCHIE Avoué.

VENTE DE MEUBLES, AUX ENCHÈRES.

Une vente de meubles, pour cause de liquidation, aura lieu lundi prochain 17 décembre 1846, et jours suivants, de 10 heures du matin à 3 heures du soir, au Bureau de la place, sis à la Ciadelle de Bastia.

FAILLITES.

Par son Ordonnance en date du 2 décembre 1846, M. Massoni, Juge Commissaire de la faillite du sieur Antoine Baptiste Campana, Marchand en cette ville, a convoqué les créanciers présumés de la dite faillite sous sa présidence en chambre du Conseil du Tribunal Civil séant à Corte, pour le dix huit du courant, dix heures du matin.

Corte, ce 2 décembre 1846.

Le Greffier du Tribunal de Commerce de Corte. SANTELLI.

EN VENTE A LA LIBRAIRIE FABIANI.

ALMANACH DU MARIN ET DE LA FRANCE MARITIME, POUR 1847.

ILLUSTRÉ DE VIGNETTES PAR M. DURAND BRAGER. Publié avec l'approbation et sous le patronage du Ministre de la Marine.

Les jours et les Mois de l'année ; les Distances de la lune au soleil ; le Lever et le Coucher de la lune ; une Table pour faire le Point ; la Famille royale de France ; les ministres secrétaires d'État ; l'État du personnel de la Marine, des Colonies et des Ports (archivé le 10 octobre 1846) ; les Commissaires de l'inscription maritime ; la Liste des Français français à l'étranger, des Officiers et Marins de ports, des Strades des gens de mer ; la Relation exacte du combat d'Obélisque ; une Ode sur l'événement de Bismarck, par Bouly-Paty, etc., etc.

Prix : 50 centimes.

JACQUES VIALE, Bijoutier, vient d'arriver de Paris avec un grand assortiment de bijouterie en or, joaillerie et horlogerie, services de table, et objets d'église en argent. Assortiment complet de verres de lunettes et d'articles de fantaisie pour le 1^{er} de l'an. Rue St-Jean à Bastia.

La maison B. Delapet et Sazias Jeune de Bordeaux a l'honneur de prévenir le public que M. Catoni n'est chargé en aucune façon de représenter ces Messieurs soit en Corse ni ailleurs.



PAQUEBOTS À VAPEUR DE LA COMP^{te} VALÉRY FRÈRES. Service régulier entre Bastia et Marseille et entre Bastia et Livourne.

LA LETIZIA,

partira de Bastia pour Marseille dimanche 13 du courant, à 8 heures du matin.

Un Bateau à vapeur partira de Bastia pour Ajaccio le 15 courant à 6 heures du soir touchant à l'Île-Rousse et Calvi, et il arrivera à Ajaccio le 16 dans la journée.

Il repartira pour Bastia le 17 à 6 heures du soir relâchant de même à Calvi et à l'Île-Rousse.

PORT DE BASTIA. ARRIVÉES.

SALONIQUE, 6 courant, brick Pipina, de 110 tx, c. Giorgio, seigle, en relâche. CAGNANO, 7 id gondole St Joseph, de 7 tx, c. Preziosi, vin. MACINAGGIO, 7 id gondole, Conception, de 8 tx, c. Damiani, vin. ARLES, 7 id tartane Joseph-Antoine, de 56 tx, c. Tassi, machine. LIVOURNE, 8 id bat. à vap. Letizia, de 74 tx, c. Bugliani, blé, passag. MARSEILLE, 9 id paquebot-poste Ajaccio, de 130 ch. c. Blanc, dépêches.

DÉPARTS.

NAPLES, 6 id. balancelle, St Henri, de 39 tx, c. Motaresco, anguilles. NAPLES 6 id balancelle St Philippe, de 38 tx, c. Godino, anguilles. LIVOURNE, 6 id gondole Assomption, de 12 tx, c. Lambertini, en lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

21 d'oct. par un contrat sous seing privé, en vertu duquel le

L'administration est le bras armé de l'Etat, et son rôle est de maintenir la paix, de veiller à ce que les lois soient exécutées, et de garantir la sécurité publique. Elle est donc chargée de veiller à ce que les lois soient exécutées, et de garantir la sécurité publique.

Le devoir d'un Préfet en arrivant dans un département, est donc de chercher à connaître les besoins et les ressources, afin de lui procurer ce qui lui manque, de perfectionner ce qui est bien, et de maintenir et d'entretenir soigneusement ce qui est mal.

Cet examen, Messieurs, a été l'objet de mes premières préoccupations. A peine au milieu de vous, je suis dans l'année dernière, que je m'attachais à assurer et multiplier les voies de communication; à propager la science et le goût de l'agriculture; à obtenir la vente ou l'affermage des biens communaux, et autant que possible, la répartition de la vaine pâture; à faire résoudre les difficultés qui existent depuis trop longtemps entre l'Etat, les communes et les particuliers, au sujet de la propriété ou de la délimitation des forêts; à chercher les moyens d'arriver au dessèchement des marais; enfin, à prendre les mesures les plus propres à garantir la sécurité publique.

Quatre mois d'observations m'ont convaincu de l'existence de ce premier aspect, et des renseignements que je m'étais procurés. Mais parmi ces divers besoins, il en est un, Messieurs, qui domine tous les autres, et qui dès lors a particulièrement attiré mon attention. A quoi servirait en effet, de tracer de nouvelles voies de communication, de développer les ressources de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, si l'on ne pouvait parcourir les routes avec sécurité, cultiver son champ, se livrer aux opérations commerciales sans craindre pour sa liberté, pour son existence? Telle est cependant, la situation de plusieurs contrées de ce département.

Quelle peut être, Messieurs, la cause d'un état de choses si fâcheux? d'où peuvent provenir les haines, les divisions, les discordes qui sont la source de tous les crimes? Pourquoi les attentats contre les personnes sont-ils plus nombreux en Corse que sur le continent? Se bornerait-on à dire, pour s'épargner toute recherche, que les habitants de cette île ont toujours été en guerre les uns contre les autres, que de tous temps on a eu à déplorer les mêmes attentats, qu'ils tiennent essentiellement au caractère du pays, et si je puis m'exprimer ainsi, à la nature même du Corse, qui le porte à ne pas supporter impuissamment une injustice, une offense? Mais tenir ce langage, ce serait faire injure à la Providence. Ne sait-on pas que les mœurs d'un peuple, quel qu'il soit, ne sont que le résultat de l'éducation et des institutions, et qu'en modifiant les causes qui les ont produites, on peut toujours modifier les mœurs elles-mêmes. En effet, de nos jours la philosophie, celle qui a uniquement pour objet l'étude de l'homme, de ses penchants, de ses passions, qui le considère dans toutes les phases de sa vie, isolément ou en société, a fait raison de l'opinion de ceux qui prétendaient que l'homme nali bon ou méchant, et que nous devons à notre organisation seule ce que nous sommes. L'on a reconnu que l'éducation prise, il est vrai, dans le sens le plus étendu, c'est-à-dire tout ce qui depuis notre plus tendre enfance exerce sur nous une influence quelconque, les soins de la famille, la vie intérieure, les lois du pays, le climat même, que l'éducation dit-je, a la plus grande part à la naissance et au développement de nos idées, de nos sentiments, de nos habitudes.

Cherchons donc si ce n'est point dans l'éducation première de l'habitant de la Corse que nous devons trouver la source des maux que nous déplorons. Une telle étude, Messieurs, est digne de tout notre intérêt. Si elle est propre à exciter la curiosité même de l'étranger, elle devient un devoir pour l'administrateur, et plus particulièrement encore pour le mandataire du pays.

Je sais, Messieurs, que je pourrais, que je devrais me tromper quelquefois dans mes appréciations, mais je sais aussi que je parle devant les hommes les plus propres à m'éclairer. C'est pour cette raison même que j'ose approfondir aujourd'hui des questions qui nous intéressent au plus haut degré, et dans l'examen desquelles toute erreur pourrait devenir fatale.

Remarquons d'abord que ce n'est point dans les grandes contrées de population, dans les villes fréquentées par les étrangers, où l'industrie, où le commerce ont pris quelque développement, où l'habitude du travail a été contractée que se commettent les attentats contre les personnes. Ce n'est point de Bastia, d'Ajaccio, de Calvi, de Corte, de Sartène, de Bonifacio que sortent les malfaiteurs qui inquiètent la Corse; et si l'on faisait la statistique des crimes commis exclusivement par les habitants de ces villes, je suis convaincu que la moyenne proportionnelle serait à peu près la même que celle des villes du continent. Ce n'est donc point là, dis-je, Messieurs, qu'il faut exercer nos recherches, c'est dans les villages qui peuplent l'intérieur de l'île. Voyons si la position, le genre de vie des habitants de nos montagnes, ne tend pas à faire naître et développer chez eux les penchants qu'on leur reproche.

Né sous un climat brûlant, le Corse est, comme tous les habitants des pays méridionaux, très impressionnable et par conséquent accessible à toutes les passions vives et même violentes. Indépendant, courageux, fier, susceptible, il porte l'amitié jusqu'au dévouement, la haine jusqu'à la vengeance la plus terrible.

Ses dispositions naturelles reçoivent encore une impulsion puissante de la terre qu'il habite, et de l'existence à laquelle il se trouve en quelque sorte condamné. Chassé par l'insalubrité de l'air du petit nombre de plaines qui bordent la mer, il se voit forcé de se retirer dans les montagnes, qui composent la presque totalité de l'île. Là il vit, c'est du moins le plus grand nombre, presque sans travail, du lait de ses chèvres, du fruit des châtaigniers, et du produit de quelques morceaux de terre qu'il a défrichés; essentiellement sobre, presque sans besoins, ignorant tout ce qui procure l'aisance, les commodités de la vie, il ne connaît de pain, et passe la moitié de son existence dans l'oisiveté, ou à la chasse, ou à garder ses troupeaux. Entouré de montagnes presque inaccessibles, il reste pour ainsi dire enfermé

dans son village, et n'a du moins que peu de relations avec les habitants des villages voisins. C'est précisément à l'isolement et à l'absence de tout contact avec les habitants des campagnes, que l'habitant de grande partie de la Corse et de la Corse des hautes qui se trouvent, et les mœurs qui en sont la suite.

Il est impossible que plusieurs familles vivent dans une espèce de communauté sans que l'on en soit le sujet de mécontentement. Ce ne survient entre quelques uns d'elles. C'est ordinairement entre les deux familles les plus nombreuses, les plus puissantes, que naît cette division. Dès lors, le village se trouve partagé en deux partis; qui n'ont d'autre soin que de chercher à se fortifier. La neutralité devient impossible, et bientôt l'esprit de parti domine toutes les idées, l'intérêt personnel comme l'intérêt de famille; car l'homme ne tire sa force que de l'influence de sa famille, et la famille n'obtient la sienne que de la puissance du parti auquel elle appartient. C'est une guerre continuelle de mauvais procédés, de tracasseries qui dégénèrent en querelles et souvent en rixes. De là les inimitiés qui tendent à augmenter et à s'affaiblir, car dans leur oisiveté, les membres de chaque parti s'entretennent tous les jours des torts de leurs adversaires, de leurs ressentiments, et ainsi ils s'aggravent mutuellement, augmentent leur animosité. Obligés de vivre sans cesse en présence les uns des autres, de se rencontrer, d'avoir forcément des rapports de tous les instants, les occasions de conflit, de collision, surgissent à tous moments. L'enfant qui entend les plaintes, les récriminations de ses parents contre leurs adversaires ou leurs ennemis, qui connaît leur désir de venger les injures qu'ils croient avoir reçues, qui les voit toujours armés, partage bientôt tous leurs sentiments, et finit par croire que la vengeance est un droit, un devoir même, et qu'essayer une offense sans en punir l'auteur de sa propre main, est une lâcheté. Sa jeune imagination est encore excitée par le récit de crimes célèbres, et l'histoire des bandits les plus renommés, qu'il entend raconter le soir au coin du foyer de la famille, remplace pour lui les contes de fées dont on amuse nos enfants. On conçoit dès lors l'origine, l'intensité, la durée des haines qui se transmettent ainsi d'âge en âge, et comme je l'ai dit, les tristes conséquences qui en sont les conséquences inévitables.

Dans ces villages divisés en deux partis animés l'un contre l'autre, comment créer une administration? Où trouver un maire juste, impartial pour tous. Cependant, c'est dans l'un des deux partis qu'il faut le choisir, et quelque prudence qu'apporte dans ce choix l'autorité supérieure, en la supposant même bien renseignée, ne doit-on pas prévoir que le côté où l'on prendra le maire sera porté à abuser de ce qui devient réellement pour lui un avantage, et de ce qu'il considère comme une victoire? Ne doit-on pas craindre alors que le maire ne se regarde moins comme l'administrateur, le père de la commune, que comme le chef d'un parti, du parti auquel il appartient, et qu'il n'use de l'autorité dont il sera revêtu pour satisfaire des haines, des intérêts particuliers; plutôt que de l'employer à assurer le bien-être de ses administrés; que tourmentant, inquiétant les uns, favorisant exclusivement les autres, loin de modérer, de calmer les passions, son administration partielle ne soit une nouvelle cause de troubles et de discordes?

En effet, Messieurs, c'est malheureusement ce que nous voyons trop fréquemment arriver; c'est aussi ce qui explique l'ardeur extrême que l'on apporte dans les élections, et ce qui les rend si agitées, si orageuses. La crainte d'une part, de perdre le pouvoir, ou plutôt de le voir passer à ses adversaires, de l'autre le désir de se soustraire à une domination que repousse l'amour-propre, l'intérêt personnel ou la haine, produit une surexcitation extraordinaire dans tous les esprits. Alors revivent ou acquièrent une nouvelle force les ressentiments, toutes les causes de dissidence, et tous les moyens même les plus illégitimes, l'astuce, la fraude, la menace, la violence sont employés tour à tour, pour éviter une défaite, ou assurer un triomphe.

Et maintenant, devra-t-on s'étonner que dans un pays où la population est si facile à ébranler, où il existe tant de causes d'irritation, il se commette autant d'attentats contre les personnes? Non, Messieurs, quand on saura que chaque habitant, soit par amour-propre, soit par habitude plutôt encore que par intérêt personnel, ne sort jamais de chez lui sans être porteur d'un fusil, d'un pistolet, ou d'un stylet; et que le spectacle effrayant se présente non seulement sur les routes, mais encore dans l'intérieur même des villages de plusieurs parties de la Corse. Une querelle s'élève entre deux individus; sur le continent, elle finit par une rixe sans gravité, ici elle se termine et doit nécessairement se terminer par un meurtre ou au moins une tentative de meurtre, si ce n'est plus tard par un assassinat.

Mais ce n'est pas seulement à ces causes que nous devons attribuer la multiplicité des crimes qui se commettent dans ce département, il en est une autre et peut-être la principale, c'est l'impunité.

Parlons sans détour, Messieurs, sondons jusqu'au fond de la plaie, c'est le seul moyen de la guérir.

Un meurtre, un assassinat est commis, quelquefois il est commis en plein jour, dans la rue, sur la place publique. L'auteur du crime s'enfuit sans que personne ait le courage de l'arrêter, car il a une famille et l'on craint les représailles. Il se retire au milieu de rochers inabordable, dans les maquis dans les forêts éloignées de deux ou trois lieues de toute habitation, souvent auprès d'un coupable comme lui auquel il unit son sort. Là il devient l'épouvante de toute la contrée, et quand il n'exige pas de contributions des habitants, il vit de sa chasse et de tout ce qu'il reçoit de sa famille. On sait, on voit les secours qu'on lui porte, on connaît sa retraite, mais il est bandit, et la terreur paralyse tous les bras, ferme toutes les bouches.

Cependant si la force de persécution, d'activité d'adresse, la force armée parvient à s'emparer, il paraîtra devant les juges; mais le jury voit ordinairement avec indulgence les crimes commis par vengeance ou à la suite de querelles; le système, que je pourrais appeler fatal, des préventions est admis, et la déclaration des circonstances atténuantes arrête le magistrat qui se voit à regret forcé de ne prononcer qu'une peine disproportionnée à la grandeur du crime.

Si cet exposé de la situation du département est vrai autant qu'il est sincère, nous avons fait un grand pas, Messieurs; car nous connaissons la source du mal, et c'est peut-être ici que vous trouverez l'inspiration de la marche de mon administration.

(La suite au prochain numéro.)

NOUVELLES DIVERSES.

— La famille royale vient de fournir à la ville de Lyon, les fonds nécessaires à la fondation d'une crèche modèle. M. Fritchard et plusieurs autres citoyens de cette ville ont aussi contribué à cette œuvre de bienfaisance.

— On assure qu'à la suite d'une entrevue qu'il a eue avec lord Normanby, le bey de Tunis a renoncé au voyage qu'il se proposait de faire en Angleterre. On donne pour motif à cette décision, la certitude que ce prince a acquis que le gouvernement anglais voulait le traiter comme un simple pacha héréditaire, tributaire de la Porte, et non comme un prince souverain.

— La société du libre-échange va, dit-on, faire signer une pétition qui sera présentée aux chambres et qui amènera la discussion sur cet important sujet. Cette pétition sera déposée dans tous les chefs-lieux d'arrondissement et de département pour y être convertie de signatures.

— On assure que M. le comte d'Argout, gouverneur général de la banque de France, a déjà eu plusieurs conférences à l'Élysée-Bourbon, avec le bey de Tunis et son ministre des finances, relativement à un emprunt de 100,000,000 de fr., que le bey voudrait négocier avec la France.

— Nous avons annoncé l'arrestation de l'un des principaux entrepreneurs des travaux exécutés à l'hôtel-de-Ville. L'instruction qui a été suivie sur les nombreux détournements de matériaux qui lui sont imputés est terminée, et la chambre des mises en accusation vient de renvoyer devant la cour d'assises le sieur Vivent, entrepreneur, ainsi que trois autres individus comme ses complices. (Gazette des Tribunaux.)

— Une ordonnance, datée du 21 novembre, insérée au *Moniteur*, affecte un nouveau crédit extraordinaire, montant à 2 millions, à la réparation des dommages causés par les inondations aux routes royales et départementales, aux voies navigables, ainsi qu'aux digues et levées qui bordent les rivières.

— Le *Bulletin des Lois* publie aujourd'hui le traité de commerce intervenu entre la France et la Russie, et dont les ratifications ont été échangées le 9 novembre.

L'art. 1^{er} de ce traité porte que les sujets des deux États respectifs pourront séjourner et résider librement dans quelque partie que ce soit des districts territoriaux pour y vaquer à leurs affaires, et qu'ils y jouiront, à cet effet, de la même sécurité et protection que les sujets du pays dans lequel ils résident, à la condition toutefois de se soumettre aux lois et aux règlements qui y sont en vigueur.

— On écrit de Toulon, le 8 décembre : « Le gouvernement cédant aux instances de notre ambassadeur à Lisbonne, envoie un bâtiment à vapeur dans les eaux du Tage. C'est la corvette à vapeur le *Pluton* qui a été désignée, et ce steamer, partant aujourd'hui même, doit relâcher dans plusieurs ports de la côte d'Espagne, enfin de remettre des plis à nos agents consulaires.

— La station navale française de Lisbonne va donc se trouver composée de deux bâtiments; le brick le *Cygne*, qui est déjà dans ces parages et la corvette à vapeur le *Pluton*.

— On nous assure que les prisonniers français qui viennent d'être rendus par les Arabes rentreront incessamment dans leurs familles avec un congé qu'ils ont sollicité, et que l'on ne saurait assurément leur refuser. Ces prisonniers ont dû arriver à Oran. On se rappelle sans doute qu'à la date des dernières nouvelles ils se trouvaient encore à Djemmal-Ghazouat.

On pense que M. le maréchal duc d'Alby obtiendra du colonel de Cognard et de ses compagnons de captivité de précieux renseignements sur la position d'Abd-el-Kader, ses projets, ses ressources, jusqu'à ce jour on a manqué de données positives sur la situation réelle de l'émir depuis son entrée au Maroc. On a été renseigné par des Arabes ou par de simples soldats, peu à même de porter un jugement. Avec M. le lieutenant-colonel Courby de Cognard et les officiers rentrés avec lui, nous aurons enfin quelque chose de précis.

— La vente des divers fragments provenant des tombes royales de Saint-Denis vient d'être questionnée dans plusieurs journaux, vient d'être annulée par l'intervention du chapitre royal de cette église, qui a porté plainte au procureur du roi. Ce magistrat a fait saisir les objets composant la dite vente, lesquels seront soumis à l'examen d'une commission spéciale chargée d'éclaircir l'autorité sur le caractère de ces objets.

— On sait que les souverains pontifes adressent, après leur avènement, une lettre encyclique à tous les évêques de l'église catholique. Cette lettre n'est pas une simple notification de l'élection pontificale, elle est en même temps une déclaration de principes.

L'encyclique de Pie IX, impatientement attendue, a paru à Rome le 23 novembre; elle est datée du même mois. 10,500 exemplaires en ont été envoyés dans toutes les parties du monde.

Le nouveau pape veut inaugurer son pontificat par un jubilé universel; il vient, à cet égard, d'adresser une lettre apostolique au monde catholique. A Rome et dans les environs, on a gagné les indulgences promises par Pie IX en visitant les basiliques de Saint-Jean-de-Latran, de Saint-Pierre et de Sainte-Marie-Majeure; ailleurs, en visitant la cathédrale ou la principale église de son domicile, en communiant et en faisant l'aumône aux pauvres.

L'appel général que les papes font à l'église catholique par un jubilé universel n'avait lieu dans le principe que tous les cent ans; puis il y a eu des jubilé tous les cinquante ans; et enfin tous les vingt-cinq ans en canon, compris les jubilé lors de l'avènement d'un pape.

— On lit dans le *Times* :

« Nous apprenons que notre gouvernement s'est joint au cabinet français pour approuver la protestation de M. Hood, dans le but de terminer les difficultés à Rio-de-la-Plata. Nous pouvons prévoir en conséquence la prompt pacification des affaires des républiques Argentine et Orientale. »

— On écrit de Londres au *Journal la Presse* :

« Vous aurez peut-être pour une invention du *Morning-Post* la nouvelle que ce journal a donné d'une visite de lord Palmerston au comte de Montemolin. Le fait est vrai cependant, et il paraît même que la conférence de sa seigneurie avec le prétendant a été fort longue. Rien n'a transpiré sur le résultat de cette entrevue, qui a une signification non équivoque dans un moment où tout se prépare pour le renouvellement de la guerre civile en Espagne. Lord Palmerston a, comme vous le voyez, des rancunes vigoureuses qui, après l'avoir fait tomber déjà dans des démarches ridicules, lui font oublier maintenant le traité de la quadruple alliance. Il est vrai qu'il assure que nous avons violé le traité d'Utrecht. »

— Voici, dit l'*Époque*, d'après une correspondance de Londres, le sens de la protestation adressée par lord Palmerston aux trois cours de Vienne, de Berlin et de St-Petersbourg :

« Dans cette protestation, assez longue et écrite en termes secs et froids, lord Palmerston, dit le correspondant, raisonne dans l'hypothèse que l'usurpation de Cracovie n'est encore qu'un projet, et s'attache à faire ressortir les inconvénients d'une telle mesure. Il discute ensuite les deux questions de droit et de nécessité. Sur la question de droit, il établit, en rappelant le texte des traités que les conditions arrêtées dans un engagement solennel par huit puissances ne sauraient être modifiées et annulées par trois d'entre elles.

« Sur la question de nécessité, lord Palmerston n'admet pas davantage la solution que semblent vouloir adopter les cours du Nord. Que trois des plus puissants États de l'Europe invoquent la nécessité pour détruire l'existence d'une pauvre petite république dont la population ne compte pas 130,000 âmes, c'est inadmissible. Les puissances se plaignent encore de ce que Cracovie serait devenue un foyer de conspiration et d'intrigues politiques. Mais, en admettant même la réalité du fait, il se présente alors deux hypothèses : ou ces conspirateurs sont des gens du pays ou bien ils sont venus du dehors.

« Dans le second cas, ce n'est pas à Cracovie, mais bien aux puissances elles-mêmes qu'il faut s'en prendre, car leur territoire enferme de tous les côtés celui de la république. Dans le premier cas, est-il possible de croire qu'une ville comme Cracovie refuserait à trois puissances comme la Prusse, l'Autriche et la Russie, de comprimer les conspirations, de faire cesser les intrigues contre ces puissances auraient alors un si juste sujet de se plaindre; et si elle avait la folie de s'y refuser, quelle difficulté pourraient jamais rencontrer ces trois puissances réduites à se faire justice elles-mêmes dans la limite des traités ?

« Telle est à peu près, dit-on, la protestation du ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne. Une copie de cette pièce a été également expédiée à lord Normanby, pour être communiquée à M. Guizot. »

Nos renseignements nous mettent à même d'affirmer que le sens de la correspondance qui précède est exact. Interrogé par le chargé d'affaires de France sur la question de savoir s'il était ou non disposé à protester collectivement avec le cabinet des Tuileries, lord Palmerston aurait répondu que sa protestation séparée était déjà faite et approuvée du conseil, et qu'elle allait partir copie en a été adressée à lord Normanby, qui a donné communication à M. Guizot.

La protestation de lord Palmerston est d'une valeur

que tout le monde remarquera. Ou nous nous trompons fort, ou la nationalité polonaise ne doit pas compter sur le gouvernement anglais, ou tout au moins sur le concours du cabinet whig. Le patronage de la fidélité aux traités et de la liberté politique sur le continent est donc laissé à la France. Ce n'est pas elle qui répudiera cette noble mission. Toutefois, la conduite de lord Palmerston, en cette circonstance, crée à la France une situation nouvelle, dans laquelle nous aurons à montrer quelle doit être, à notre avis, la politique du parti conservateur.

— Nous lisons dans le *Phare des Pyrénées* :

« Les nouvelles du Portugal, malgré les bruits controuvés qui répandent les feuilles progressistes, continuent à se montrer favorables à la cause royale. Le baron de Casal, après avoir organisé les corps insurgés qui ont fait défection à Sada-Bandeira, allait se porter sur Santarem pour aider le maréchal duc de Saldanha à en finir avec Das Antas.

— Nous traduisons le document suivant de la *Gazette de Madrid*, du 29 novembre :

Manifeste adressé à S. M. la reine par S. A. R. l'infant don Henri.

Madame, Désirant par ma part que ma conduite cesse de vous paraître suspecte, et voulant en outre donner à V. M., le jour même de sa fête, une preuve de respect et d'adhésion, de patriotisme et de profonde soumission à la volonté constitutionnelle de V. M. et aux décisions des légittimes représentants de la nation, j'ai résolu de mon plein gré, libre de toute influence, et cédant seulement aux impulsions de ma conscience, annuler d'une manière solennelle ma protestation signée à Gand le 9 de septembre dernier, laquelle en aucun temps ne pourra recouvrer sa valeur, ni produire le moindre effet.

Que V. M. daigne accueillir avec bonté mes sentiments sincères, et recevoir le respectueux hommage de l'adhésion et de la fidélité de son cousin respectueux et son ami qui baise les pieds royaux de V. M.

HENRI-MARIE.

Bruxelles, 19 novembre 1846.

— Nous lisons dans le *Phare des Pyrénées* :

« On croit fermement, à Madrid, que S. M. C. est dans un état qui, en faisant espérer un héritier au trône d'Espagne, terminerait heureusement bien des difficultés diplomatiques, et concilierait les prétentions opposées de deux grandes puissances dont l'accord intéresse la paix du monde. »

— On écrit des frontières de la Catalogne au *Phare des Pyrénées*.

« Les bruits que l'on fait courir sur l'existence de bandes armées sont répandus dans les auberges, sur toutes les routes, par des gens dont les intentions ne sont pas douteuses. Ces bruits, répétés et commentés par les voyageurs, prennent une certaine consistance, et peuvent faire croire qu'ils ne sont pas sans fondement aux personnes qui ne se trouvent pas sur les lieux. Je puis vous assurer aujourd'hui que la Catalogne est parfaitement tranquille. Les provinces d'Aragon et de Valence sont dans le même état, d'après les renseignements que j'ai eus. Les réfugiés carlistes qui s'y sont réunis, comme dans la Catalogne, ont dû se disperser promptement en voyant le peu de sympathies qu'ils soulevaient.

« S'il existe des bandes, elles sont dans les montagnes; elles s'y cachent tellement que les autorités du pays nient leur existence et que les communications sont aussi sûres qu'elles l'ont jamais été.

« Le commandant général de la province de Girona a publié un rapport le 26 novembre, d'après lequel une bande de malfaiteurs, attaquée le 22, s'est dispersée, que, malgré les perquisitions les plus minutieuses, on n'a pu en retrouver les traces, et qu'il est à présumer que, favorisés par la nuit, ils auront pu traverser le Ter et se réfugier dans la montagne. »

— Lorsqu'on a appris la fuite du comte de Montemolin, on lisait dans les journaux de Bourges que le marquis de B... avait favorisé cette évasion. D'après l'initiale du nom et la qualité du personnage, on crut que le complice de don Carlos VI, comme le désigne lord Palmerston, était le marquis de Boissy, pair de France, et le *National* signala à ce sujet une conduite qui paraissait peu en harmonie avec les devoirs de pair de France; imposés à M. de Boissy. Nous apprenons aujourd'hui que le marquis, dans le château duquel a été complétée et exécutée l'évasion du prince, comte de Montemolin, est le marquis de Barbançois et non pas le marquis de Boissy. Le comte de Montemolin lui a

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de L'INSULAIRE, rue N. D. des Victoires 46 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE.)

La politique est plus calme que jamais. Les grandes questions qui avaient agité la presse, les mariages espagnols et l'annexion à l'Autriche de la république de Cracovie, commencent à s'épuiser par suite des nombreuses discussions qu'elles ont soulevées. On comprend que ce n'est qu'aux débats législatifs de les vider, et à la veille de voir les parlements de France et d'Angleterre reprendre leurs séances, il y a suspension d'hostilités. Les mariages espagnols ont fini, au reste, par être appréciés à leur véritable point de vue : les journaux anglais reviennent, soit par fatigue, soit par réflexion, à des sentiments moins hostiles vis-à-vis du gouvernement français et cessent d'insister sur l'insupportable des susceptibilités de l'amour-propre froissé de lord Palmerston. De dures vérités lui ont été adressées sans toutefois l'avertir qu'il faisait fausse route. Il continue à exciter l'opinion publique anglaise contre la France. Ainsi de nombreux meetings ont été tenus contre le protectorat des Marquis par les partisans du presbytérianisme. La violence des attaques contre la France a été poussée au delà de toutes les bornes du vraisemblable. Mais ces exagérations elles-mêmes prouvent les efforts qu'on a dû faire pour surmonter le fanatisme de la propagande anglaise. Lord Palmerston voudrait mettre l'opinion de son pays de son côté et c'est sans doute dans ce but qu'il s'est adressé à ce qu'il y avait de plus vivace et de plus inflammable dans l'esprit de ses compatriotes, le prosélytisme religieux. Les débats du parlement réduiront à leur juste valeur ses emportements fiévreux. L'Angleterre d'ailleurs a besoin de la paix et les bons esprits de ce pays ne sont pas disposés à s'exposer à toutes les aventures d'une guerre européenne pour donner satisfaction à leur ministre des affaires étrangères. L'Irlande est là, au reste, avec ses immenses douleurs, ses incroyables souffrances qui font craindre à chaque instant un éboulement, celui de la misère affamée contre l'aristocratie impitoyable. L'Irlande est une terrible expiation de la prospérité matérielle de l'Angleterre.

L'Espagne, où les élections pour les Cortès viennent de s'accomplir paisiblement, reste calme malgré les efforts du parti vaincu pour troubler et ensanglanter de nouveau ce malheureux pays. Quelques bandes carlistes ont été vues en Catalogne, mais peu nombreuses et presque insaisissables, elles n'inspirent jusqu'ici aucune inquiétude. On parle toujours, il est vrai, des préparatifs que l'Angleterre, cette fidèle alliée de l'Espagne, laisse faire au Prétendant, qui fait de nombreux achats d'armes et d'uniformes, pour recommencer la guerre civile. Mais nous espérons que cette tentative, si elle a lieu, n'obtiendra aucun succès. Nous l'espérons dans l'intérêt de l'Espagne, qui a besoin de voir se continuer la tranquillité dont elle commence à peine à jouir.

En Portugal, d'après les dernières nouvelles, la cause de la reine aurait triomphé, les chefs de l'insurrection ayant été défaits ou abandonnés par leurs partisans. Mais dans ce pays une défaite peut bientôt se changer en triomphe et le calme, la paix publics sont choses sur lesquelles il est difficile de compter pour quelques semaines.

Les journaux égyptiens approuvent complètement la nomination de notre honorable compatriote, M. Benetti, au consulat du Caire. Le *Phare d'Alexandrie* du 20 novembre dernier s'exprime ainsi : « M. Benetti dont nous avons annoncé, dans notre dernier numéro, la nomination de consul de France au Caire, est arrivé le 15 dans notre ville. Ses nombreux amis se sont empressés de se rendre auprès de lui pour le complimenter sur le nouveau poste que son gouvernement l'a appelé à remplir, et pour lui exprimer leurs regrets de le voir s'éloigner d'auprès d'eux. M. Benetti est reparti le 16 pour la capitale. »

De son côté le *Spettatore Egiziano*, qui se publie au Caire, contient l'article suivant :

« C'est avec un grand plaisir qu'on a appris ici la nomination définitive de M. Benetti au consulat du Caire. M. Benetti est déjà connu et aimé, grâce à l'énergie et au talent qu'il a déployés dans différentes circonstances importantes, alors qu'il remplissait l'intérim du consulat général à Alexandrie. Il est même, pour ainsi dire, devenu notre compatriote par suite de son mariage avec la fille du consul de Suède, l'un des personnages les plus estimés parmi nous. »

Nous sommes heureux de consigner ici cette double expression de la juste considération qu'a su gagner, en Egypte, un de nos concitoyens.

M. le Censeur des études du collège royal de Bastia, faisant fonctions de proviseur, a versé dans la caisse du receveur particulier la somme de deux cent soixante-vingt francs trente centimes produit d'une collecte faite au profit des malheureuses victimes de l'inondation de la Loire entre les fonctionnaires et les élèves internes et externes de l'établissement.

Une facilité fort importante vient d'être accordée aux communes, en matière de travaux de chemins vicinaux. On sait que, d'après l'article 20 de la loi du 21 mai 1836, les plans, procès-verbaux, certificats, significations, jugements, contrats, adjudications de travaux, quittances, et autres actes devaient être enregistrés, moyennant le droit fixe de 1 franc, ce qui entraînait en outre le droit de timbre. Il résultait de deux décisions du ministre des finances, des 8 janvier 1841 et 12 janvier 1843, que l'exemption des droits de timbre et d'enregistrement prononcée par l'article 58 de la loi du 3 mai 1841, sur l'expropriation pour cause d'utilité publique, n'était point applicable aux acquisitions et autres actes mentionnés dans l'article 20 de la loi du 21 mai 1836.

Après un nouvel examen, il a été décidé par M. le ministre des finances que la disposition de la loi du 21 mai 1836, a été implicitement rapportée par la loi du 3 mai 1841 ; qu'en conséquence, et par application de l'article 58 de cette dernière loi, les pièces ci-dessus désignées, concernant les chemins vicinaux, doivent être visées pour timbre et enregistrées gratis, lorsqu'il y a lieu à la formalité de l'enregistrement. Des instructions ont été données en ce sens à MM. les receveurs de l'enregistrement.

Le ministre de l'intérieur, prenant en considération les besoins qui se manifestent toujours à l'entrée de l'hiver, et qui se trouvent aggravés encore cette année par la cherté des subsistances, vient d'adresser aux préfets des instructions sur les moyens de secours à créer pour venir en aide aux classes indigentes.

Dans cette circulaire, qui porte la date du 28 novembre, le ministre leur recommande spécialement, comme une des mesures les plus efficaces, la création d'ateliers de charité sur les routes et sur les chemins vicinaux. Ils devront, à cet égard, s'assurer le concours des communes, dont plusieurs ont déjà pris une généreuse initiative, soit en ouvrant à leur compte des

ateliers de charité, soit en allouant des crédits destinés à payer aux boulangers la différence du prix du pain livré au-dessous du cours aux ouvriers nécessiteux et aux indigents, à l'aide de bons, ainsi que cela se pratique à Paris en ce moment.

Tous les efforts des préfets, tous leurs soins et leurs moyens d'influence doivent être, aux termes de cette circulaire, appliqués à seconder cette heureuse impulsion, à stimuler le zèle des conseils municipaux, à provoquer leurs votes dans ce sens.

Les journaux allemands sont presque menaçants pour l'Autriche. La *Gazette de Cologne* du 9 décembre craint sérieusement que la confédération germanique n'intervienne dans l'affaire de Cracovie au nom de l'acte fédéral et de l'acte final de Vienne, qui lui donnent le droit d'empêcher les confédérés de faire aucun acte pouvant amener une conflagration dont la confédération serait victime. Il y a un engagement solidaire de tous les États, dit cette feuille, lorsqu'un membre de la confédération fait un acte de nature à les compromettre. Or, l'Autriche, en incorporant Cracovie à ses domaines, expose les membres de la confédération à des sacrifices pour une affaire dont ils n'ont pas été informés, qu'ils n'ont pu empêcher et qui ne leur vaut aucun avantage. La cause de l'Autriche ne deviendra celle de la confédération que lorsque celle-ci aura reconnu l'incorporation. En effet, c'est là une question nouvelle et qui ne manque pas de gravité.

Par décision de M. le ministre des travaux publics, rendue sur le rapport de M. le sous-secrétaire d'État, M. Müntz, ingénieur ordinaire des ponts et chaussées de première classe, actuellement chargé du service de l'arrondissement de Wissembourg (Bas-Rhin), remplira les fonctions d'ingénieur en chef du département de la Corse, en remplacement de M. Réguin, précédemment appelé à un autre service.

Par décision ministérielle du 21 novembre 1846, M. Vico Jean-Pierre, capitaine au corps royal d'état-major, a été nommé à la première classe de son grade.

Parmi les élèves admis à l'école spéciale militaire figurent honorablement cinq de nos compatriotes, ce sont : MM. Decossi, élève du collège Henri IV ; Saliceti, soldat au 46^e de ligne ; Canale, caporal au 2^e du génie, élève de la pension Bouquet ; Grandvalet, élève de la même pension et Mariani, soldat au 14^e léger.

Un des écrivains renommés de l'Italie, M. Tommaséo Nicolas, pendant son séjour en Corse avait promis de publier un recueil des lettres de Pascale Paoli, et la biographie de ce grand citoyen. Il vient d'accomplir sa promesse ; et ce précieux recueil, précédé d'un discours biographique et accompagné de chroniques et documents inédits concernant l'histoire de la Corse, fait partie du grand ouvrage publié par M. Jean-Pierre Vieusseux sous le titre d'*Archivio Storico-Italiano*.

Nous nous empressons d'insérer sur ce volume de l'*Archivio* (tome 11) le suffrage des savants de l'Italie, exprimé par M. Lucien Scarrabelli dans l'article suivant :

DELL'ARCHIVIO STORICO ITALIANO VOL. XI.

Gli studii italiani devono questo nobilissimo volume al Tommaséo illustre che vi racchiuse moltissime lettere di Pasquale Paoli, e varie d'altri a Paoli e a diversi, con Proemio maraviglioso che egli stesso, il Tommaséo, distese ; il quale fatto secondo una certa idea che ho più volte avvisato, mi rallegrò che un esemplare magnifico sia venuto, e da nome reputato degnamente ottimo. Discorre la vita dell'Eroe, non semplicemente

fin à Londres un accueil tout particulier. On dit aussi que quelques officiers progressistes, encouragés à cette démarche par Espartaco lui-même, sont allés faire leur soumission au fugitif de Bourges.

— Les nouvelles de Cracovie sont du 21 novembre. Elles nous apprennent qu'à la suite de la prise de possession du territoire de cette ville par le gouvernement autrichien, la plupart des denrées commerciales ont éprouvé une hausse considérable, qui, pour certains articles, n'a pas été moins de 50 0/0. Le nouveau gouvernement, effrayé de cette hausse, a dû rétablir immédiatement le système commercial jusqu'alors en vigueur.

On attendait avec impatience le jugement des décrets politiques, et l'on croyait qu'il serait prononcé avant longtemps, plusieurs prestations de serment ayant déjà eu lieu.

— Nous laissons au *Courrier Français* la responsabilité de la grave nouvelle qu'il publie dans les termes suivants :

« Le bruit se répand ce soir dans Paris qu'un mouvement a eu lieu à Cracovie, et qu'une partie de la ville est devenue la proie des flammes. Nous ne prétendons pas garantir l'exactitude de ce bruit, mais nous ne voulons pas non plus, dans la situation où se trouve Cracovie, révoquer en doute un acte de désespoir. »

— Les nouvelles que nous recevons du Portugal, dit l'*Impartial* sont chaque jour plus favorables à la cause de l'ordre, de la monarchie et de la liberté.

Le 19 du mois dernier, l'autorité de dona Maria da Gloria a été rétablie à Villa-Real, dont les chefs rebelles avaient lâchement abandonné la population du 3^e chasseurs est entré le 20 dans cette ville, et a été reçu avec les démonstrations les moins douteuses d'enthousiasme. Le reste de la division devait sortir de Chaves dès que l'on aurait distribué des chaussures aux 3^e et 15^e régiments d'infanterie.

— Les dernières nouvelles de Portugal ne mentionnent aucun fait important. On assure qu'une lettre écrite par la junte d'Opporito et par le marquis de Loulé à Das Antas a été interceptée. Elle lui exprime la nécessité formelle de gagner une bataille pour remonter le moral des insurgés. Sans cela, ajoute-t-elle, notre cause est perdue.

— La Russie et la Prusse viennent d'instiguer chacune un consul à Cracovie ; aucune autre puissance de l'Allemagne n'a imité leur exemple, malgré les avances de l'Autriche, et on regarde cette circonstance comme une protestation tacite contre l'acte d'incorporation.

On annonce que les trois puissances signataires du traité d'incorporation de Cracovie, ont tenu, en effet, à Vienne, une conférence ouverte, et que cette assemblée doit examiner toutes les notes ou protestations qui seront adressées à l'Autriche, au sujet de cette question, et y faire une réponse collective.

— Le *Times*, sans en garantir l'authenticité, ajoute le postscriptum que voici aux derniers avis des États-Unis :

« Une lettre particulière de Boston, reçue à Liverpool par la *Britannia*, contient la dépêche télégraphique suivante, arrivée au bureau du *Boston-Times*, le 16 au matin, au moment du steamer, et qui n'avait pas encore été publiée la *Britannia* a quitté le port :

« Le traité d'Utrecht, si longtemps mis en cause lors des mariages de la reine et de l'infante d'Espagne ; ce traité, que la presse anglaise et les journaux progressistes de Madrid regardaient comme une chose sacrée, comme un obstacle invincible à l'alliance française, n'a pas toujours été considéré avec autant de respect par le cabinet anglais. Loin de là, lorsque l'Espagne réclamait de l'Angleterre le bénéfice du privilège pour ses produits coloniaux, que ce même traité d'Utrecht lui assurait, lord Aberdeen répondait au duc de Soto-Mayor, ambassadeur de S. M. C. à Londres, que l'Espagne ne pouvait plus faire valoir des droits en vertu d'un traité qui était considéré en Europe comme LETTRE MORTE et n'ayant plus aucune autorité. »

— D'après les dernières nouvelles de Vienne, le prince de Metternich se trouverait depuis quelques semaines dans un état de santé très critique. Une excitation fébrile, qui succède à une grande atonie, empêche le prince de se mettre au lit et le force de passer les nuits assis dans un fauteuil. Dans ce moment, on l'entend dire qu'il ne quittera plus le lit une fois qu'il y sera mis. Le comte Munch Bellinghausen, qui jouit de toute la confiance du prince, passe une grande partie de la nuit près du ministre malade.

— Des lettres particulières de Bucharest nous apprennent que le prince Bibesco, cédant aux réclamations qui lui étaient adressées de toutes parts, venait de convoquer les États de Valachie qu'il tenait fermés

depuis 1843, mais on n'espérait pas que cette satisfaction donnée à l'opinion publique serait durable.

« NOUVELLE DU MEXIQUE. — Santa-Anna a saisi deux millions de dollars destinés à des capitalistes anglais. L'argent était sur un navire en route pour l'Amérique, on s'il devait être mis à bord des steamers anglais, quand Santa-Anna l'a saisi. »

« Le mouvement révolutionnaire a eu lieu à Mexico, à l'instigation du parti qui est favorable à l'annexion aux États-Unis. Le président Salas a harangué la multitude et est parvenu à la calmer. Le cabinet est en proie à quelques dissensions ; il vient de s'ajourner secrètement. »

JURISPRUDENCE COMMERCIALE.

DOUANES. — DROIT DE PRÉEMPTION. — DÉLAI. Le délai de trois jours accordé à l'administration des douanes par les lois des 4 floréal an IV, 17 mai 1826 et 2 juillet 1836, pour exercer le droit de préemption, n'est pas franc, et elle ne peut invoquer le bénéfice de l'article 1033 du code de procédure civile.

En conséquence, est nulle la préemption exercée quatre jours après la clôture du procès-verbal de vérification.

Voici le texte de l'arrêt, rendu au rapport de M. le conseiller Miller, sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Pascalis, et après les plaidoiries de M^{rs} Rendu et Rigaud.

« La cour, »

« En ce qui touche le pourvoi contre le jugement du 22 février 1845 ; »

« Attendu qu'aux termes de l'article premier, paragraphe premier de la loi du 17 mai 1826, le droit de préemption doit être exercé dans le délai de dix jours ; »

« Attendu que, suivant l'article premier, section première de la loi du 2 juillet 1836, ce délai a été réduit à trois jours ; »

« Attendu que le délai a pour point de départ la vérification des marchandises ; »

« Attendu, en fait, que, dans l'espèce, la vérification a été terminée le 29 août, et que les offres n'ont été faites et signifiées avec le procès-verbal de préemption, que le 24 du même mois, par conséquent après le délai de trois jours, à partir du 20 août, et non compris ledit jour 20 août ; »

« Attendu que l'article 1033 du code de procédure civile s'applique aux délais accordés à ceux auxquels les significations et citations sont notifiées, et non aux délais prescrits, sous peine de déchéance, pour exercer des droits ou des actions ; »

« D'où il suit, qu'en confirmant le jugement du juge-de-peace, en date du 7 janvier 1845, au chef qui avait prononcé la nullité de la préemption et ordonné la restitution des laines, le jugement attaqué n'a pas violé la loi du 4 floréal, an IV, ni l'article 1033 du code de procédure civile, et a fait une juste application de l'article 1^{er}, section première, de la loi du 2 juillet 1836, combiné avec l'article 1^{er} section première, de la loi du 17 mai 1826. »

« En ce qui touche le pourvoi contre le jugement du 26 juillet 1845 : »

« Attendu que la préemption étant déclarée nulle, et les laines, dont la restitution avait été ordonnée, ayant été vendues par les préempteurs, ceux-ci devaient être tenus d'en payer la valeur ; »

« Attendu qu'ils ne pouvaient retirer aucun bénéfice d'une préemption annulée ; que, d'un autre côté, et par suite de ladite annulation, le droit d'importation devait être calculé sur la valeur déclarée ; »

« D'où il suit qu'en condamnant les demandeurs au paiement du prix intégral des ventes par eux faites, sous déduction du droit d'importation sur la valeur déclarée, avec intérêts à six pour cent, à partir du jour de la demande en restitution, le jugement attaqué n'a violé ni l'article 1^{er} de la loi du 4 floréal an IV, ni l'article 16, titre 4, de la loi du 9 floréal an VII, et n'a fait qu'appliquer les conséquences légales du jugement du 22 février 1845 ; »

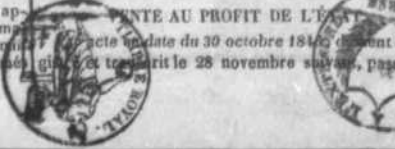
« Rejette les pourvois, etc. »

(Cour de cassation. — Chambre civile.)

CARTES DE VISITE

IMPRIMÉES

à 2 fr. 50 centimes le cent.



devant M. le Sous-Préfet de Bastia, à ce autorisé par M. le Préfet de la Corse, le sous-secrétaire François Marie, Avocat à la Cour Royale de Bastia, agissant au nom et pour le compte des héritiers de la famille du sieur Castelletti Augustin de Corsica au vu de ses pouvoirs qui lui ont été conférés, et d'un jugement du tribunal de première instance de Bastia, en date du 29 août 1846, a cédé à l'État pour la construction de la route départementale de Bastia à Macinaggio, douze ares, 15 centiares de terrain, complanté à vigne et arbres fruitiers situé au lieu dit Pietranera, territoire de S'-Martino de Lota, pour prix et valeur de 376 fr. 63 c. non compris celle de 487 fr. 32 c. pour dommages de toute nature.

Le présent avis est donné pour remplir le vœu des articles 16, 17, 18 et 19 de la loi du 3 mai 1841.

Le Sous-Préfet de Bastia,
Signé MORATI.

AVIS.

Le Maire de la Ville de Bastia, donne avis, qu'en exécution de la délibération du conseil municipal de cette ville, du 17 novembre dernier, il sera procédé, le lundi, 21 décembre courant, à midi précis, à l'hôtel de ville, à l'adjudication, au plus offrant, et dernier enchérisseur, bougies allumées, à titre de bail à ferme, pour trois années consécutives, qui commenceront le 1^{er} janvier 1847, de la Place Nouveau Marché, appartenant à la commune, et dont la mise à prix est fixée, à mille quatre cent francs par an.

On pourra prendre connaissance au secrétariat de la Mairie du Cahier des charges, clauses et conditions qui se rattachent à cette adjudication.

Fait à Bastia, en l'hôtel de ville, le 12 décembre 1846.

Le Maire
A. S. LAZAROTTI.

La maison B. Delpuget et Sazias Jeune de Bordeaux a l'honneur de prévenir le public que M. Catoli n'est chargé en aucune façon de représenter ces Messieurs soit en Corse ni ailleurs.

PORT DE BASTIA. ARRIVÉES.

LIVOURNE 11 décembre, bat. à vap. Télégraphe, c. Lota, passagers.

CETTE, 12 id. brick-goëlette Assomption c. Oliva, sel. RIO, 12 id. brick-goël. Charité, c. Grasso, minéral.

RIO, 12 id. brick-goël. Vierge des Carmes, c. Carletti, minéral.

RIO, 12 id. brick-goël. Ste Philomène, c. Claris, minéral.

FOLONICA, 12 id. tartane St François, c. Balzano, charbon.

NAPLES, 12 id. balancelle Ste Philomène c. Solesi, en lest.

DE LA MER, 15 id. Erick-goël. Phénix, c. Guasco, en lest.

MARSEILLE, 16 id. paquebot poste Ajaccio, c. Blanc lieutenant de vaisseau, dépêches et passagers.

MALTE, 16 id. brick Blaie et Marius, c. Jouve, en relâche.

DU CAP-CORSE, 9 gondoles chargées de vin, bois, etc.

DÉPARTS.

TUNIS, 10 décembre, brick-goël. Athénienne, c. Rebecq, en lest.

MARSEILLE, 10 id. brick Pipina, c. Giorgi, seigle.

NAPLES, 10 id. brick-goël. Conception, c. Ersa, en lest.

MARSEILLE, 11 id. paquebot-poste Ajaccio, c. Blanc lieutenant de vais. dépêches, et passagers.

LIVOURNE, 11 id. léhut Div. Providence, c. Lubrano en lest.

AJACCIO, 15 id. bat. à vap. Télégraphe, c. Lota, passagers.

NAPLES, 16 id. balancel. St François, c. Palomba, anguilles.

MARSEILLE, 16 id. bat. à vap. Letizia, c. Ricci, div. RIO, 17 id. brick-goël. Vierge-des-Carmes, c. Carletti, en lest.

RIO, 17 id. brick-goël. Charité, c. Grasso, en lest.

RIO, 17 id. brick-goël. Ste Philomène, c. Claris, en lest.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

dell'operato da lui, ma specularmente secondo i bi-
sogni presenti della società richiugando, sforzando il
virtù, eludendo la virtù non mangiava liberamente
da buon cittadino, le azioni umane secondo i principi
dell'onestà sindacando, rende avvertiti che non invano
malamente si vive, e non invano, giustamente. Dal che
sono continui documenti le lettere politiche e le ami-
chevoli del generale famoso, il quale se questo volume
diventasse popolare, correrebbe famosissimo per le
bocche del popolo: che non a bastanza è conosciuto
quell'uomo in Italia, non abbastanza nel piccolo
numero della gente che studia; qua e là calunniato in-
giustamente, e per isfogoranti verità in questo volume
difeso. Il proemio del Tommaseo alle lettere del Paoli
è la più bella vita, e la più intera che si sia mai scritta
di quel grande: voglio dire la più utile, poichè, me-
glio che nessuno di biografi fece, trasse il suo soggetto
a documento di virtù cittadina e presente sì che a cia-
scuno che legga par di trovare che si parli di un co-
noscente suo, di un parente, di un amico di cui si
desideri eterna la memoria, s'invidi per caro affet-
to la gloria. — Ma quanti leggeranno questo lavo-
ro in Italia dove di tali lavori è penuria, sebbene
il bisogno? Dove verrà il merito a questo vo-
lume che tanto costa di studi, di fatica, di spendio?
Io sono pure sfortunato, che mi tocca dolore continuo
che delle superficiali cose l'aitante gioventù fa serbo
e ricerca, e delle gravi e profonde non cura, o, agome-
nta, non vuole conoscere. Eppure da librai e da glori-
fichi poco si cura sapienza, dai più nulla, dagli altri in-
perpetuamente stili: appena giovani i politici che le
operazioni contemporanee registrano; ma del passato,
che è tanto! e da cui è materia unica perchè risoluta
e giudicata dagli avvenimenti stessi che la seguirono,
certa non sarà chi creda sufficienti gli articoli. La
qual voce articolo corrotta nell'effettivo, e bugiardata
rimane documento essa stessa che i fogli arroganti mal
possono anzi non possono istruire chi vuole istruirsi
e per ciò proprio, o per non essere inutile nella città.
Conciosiache gli articoli dovessero essere membri
di opere elaborate, opere essi medesimi, che le scienze
schiarissero e aiutassero, che de' buoni libri invoglias-
sero, e invece sono futili relazioni di minutissimi ap-
punti di persone o di cose, da cui impossibile avere
netto alcun che, impossibile imparare l'arte del vivere;
impossibilissimo quella dell'insegnare a vivere. Ed è
da questa futilità che si guastano vieppiù gli anni e le
menti; ed è da tale guasto che discende il tanto male
che lamentiamo d'ogni ordine, d'ogni ufficio, d'ogni
disciplina: è da questo che nasce e quel tanto scien-
za, che il Tommaseo nota, che ad esso in tanta parte
del mondo si fa per tante cose e tanto piccolo; il
«qualo tanto scrivere oltre al mangiare il tempo al-
«fornire i pensieri, al moltiplicare gli ordini di
«governo inutili, all'avviluppare le faccende più schiet-
«te, fa inerte la memoria dell'uomo, la memoria ch'è
«tanta parte dell'ispirazione e del desiderio.»
Le lettere del Paoli, o che al Paoli riguardano, divi-
so il Tommaseo in due parti: quella avanti il ventem-
esimo cominciato col 1768 appartengono alla prima, e
con esse una bella narrazione delle cose di Corsica dal
1735 a quell'anno funesto, quasi a conferma delle co-
se che si manifestano in quelle carte, o ad essere con-
fermata dalle carte stesse; aggiunto un Carme latino
di Giuseppe Ottaviano Savelli (e notizie di lui biografi-
che) il quale cantò le glorie dell'isola e il fiero curato
di Grugno Domenico Leca, al quale non vinsero le
fortune di guerra, l'amore di libertà di patria soste-
ne l'animo inalterato; quelle che succedono apparte-
gono alla seconda parte e le prosegue una cronachet-
ta delle cose di Corsica dal 1737 al 1741, dichiarativa
dell'antecedente narrazione, aperitrice di casi curiosi
e interessanti che valsero tardi onori a non pochi, e
procacciarono insegnamento ed avviamento a cresce-
re di fama e d'altezza i Corsi, delusi si ricredettero,
crebbero d'animo e di valore. Bello è ascoltare il com-
pilatore che a piè di pagina fece sue note poche e pre-
ziose per l'animo generoso e innamorato della maesta-
sa virtù del suo eroe e dei Corsi, di che dovetti spesso
ascoltare le magnanime azioni, le sospettose paure, le
resistenze s'adimenti, temuti, e le brighe scure dei
malvagi che tramestavano il popolo e le sue speranze.
Nel che è grandemente poco esperti a calco-
lare l'importanza e il valore di tutto il valore. Ardisco
dire che il Tommaseo così gli argomenti incalza che la
storia di Corsica fa storia del paese di ciascuno di noi,
e noi siamo tratti a prenderci a cuore gli interessi di
quel paese come i nostri più propri; del Paoli prende-
re ammirazione; de' suoi nemici disprezzo; de' tempi,
ora più, ora sdegno: di tutto documento stupendo

e mezzo valentissimo a guidarci a giudicare della razza
e della virtù di un popolo, e della virtù di un uomo.
Fra quelle lettere molte sono politiche, le quali chia-
riscono un periodo non ancora abbastanza bene trat-
tato da chi scrisse la storia dell'isola, e specialmente
commendevoli quelle registrate sotto il titolo di *Docu-
menti dell'amministrazione di Pasquale de Paoli nella
provincia della Rocca* — documento unico di tutte le
provincie di Corsica — proccacciato al Tommaseo dal
consigliere Salvatore Viale per quale rimangono illu-
strati i fasti della Corsica intera e si danno più spicial-
mente a conoscere con quali intendimenti e norme
Pasquale de Paoli governasse. Il Tommaseo quest'esse-
vole in un solo luogo raccolte piuttosto che intrecciar-
le secondo l'ordine de' tempi alle altre dell'uomo egre-
gio. Così veramente non disporrà l'attenzione nei par-
ticolari.

Via via l'Archivio Storico per sue pubblicazioni
cresce nell'eccellenza della materia: vorremo noi ita-
liani durare nel misconoscere il merito suo, e la ricono-
scenza che gli dobbiamo? rimarremo noi tuttavia ne-
ghitosi in propagare la notizia, raccomandarlo agli
stabilimenti pubblici dell'istruzione, a professori di ci-
viltà, a ricchi signori che col bene loro dato da Dio
tantissimo possono aiutare gli ingegni sfortunati? —
Molto onore coll'utile viene certo all'Italia da questa
pubblicazione che non ha pari tra noi.

LUIGIO SCARABELLI.

Suite et fin du discours de M. le préfet.

Lorsque je vous disais l'an dernier, qu'il fallait créer des che-
miniers vicieux, établir des fermes modèles, ouvrir des chaires
d'agriculture dans les collèges, dans les écoles primaires su-
périeures, et jusque dans les communes; lorsque je demandais une
institution au centre de l'île, à Corte, où seraient enseignés les
premiers éléments des sciences qui se rattachent à l'industrie, au
commerce, à l'agriculture, lorsque je vous entretenais de mon
projet d'arriver à la vente ou à l'effacement des biens com-
munaux, dont l'indivision et la jouissance, sont une source con-
tinuelle de discordes, j'avais en vue, Messieurs, non seulement
des intérêts matériels, mais encore et principalement un intérêt
moral.

En effet, si nous parvenons à résoudre un problème jusqu'ici
regardé comme insoluble, si nous pouvons faire communiquer
les villages les uns avec les autres, si ce n'est toujours par des
chemins carrossables, du moins par des sentiers que l'on puisse
parcourir en tout temps; si les villages se servent mutuellement
des vides que chacun d'eux aura ouverts dans son propre intérêt,
peuvent arriver aux grandes routes, tous atteindront, du moins
en grande partie, et peut-être plus-tôt qu'on ne le pense, le but
que nous nous proposons; car c'est par les routes que la civilisation
pénètre dans les campagnes.

Si d'un autre côté, les instituteurs, les curés, comprenant toute
l'étendue de leur mission si belle, si honorable; si l'instituteur en
développant l'intelligence, le culte en formant le cœur de la jeu-
nesse; si l'un et l'autre en lui donnant une éducation morale for-
dée sur la religion, sur la religion dont les principes sublimes
commandent le pardon des injures, si d'un côté, ils s'attachent à ré-
pondre en même temps les connaissances en agriculture qu'ils
auront puisées à l'école normale ou dans les séminaires; s'ils
montreront aux cultivateurs les richesses d'un sol fécondé par
le travail; s'ils leur indiquent les moyens que la science et l'expé-
rience démontrent chaque jour pour améliorer les races de leurs
bestiaux; s'ils leur enseignent l'art de greffer, et aient de toute
leur influence pour les porter à remplacer les maki stériles par
des plants d'oliviers, de maris, d'amandiers et de châtaigniers,
obtiennent alors des produits au-delà de leurs besoins, et commen-
cent à connaître l'aisance, les habitants des campagnes, stimulés
d'ailleurs par l'exemple des grands propriétaires plus éclairés,
chercheront à faire des échanges, et seront forcés d'entrer en
communication les uns avec les autres. L'étranger lui-même pour-
rait pénétrer sur tous les points de l'île apportant, en venant y
chercher les produits nécessaires à son commerce, la civilisation
et toutes ses exigences. De là naîtront de nouveaux besoins qui
se pourront être satisfaits que par le travail et l'industrie. Le
cultivateur excité par l'amour du gain s'éloignera souvent de son
village pour échanger ou vendre ses récoltes. Diraient par les
voyages, par ses relations nouvelles, n'ayant plus sans cesse son
ennemi devant lui, préoccupé de ses propres intérêts, il oubliera
souvent ses inimitiés, ou du moins ses passions perdront la vivaci-
té et la violence qu'elles acquièrent toujours dans l'isolement et
l'isolement, car l'isolement et l'isolement seront cessés pour lui.

Alors la Basse et le Cap-Corse ne seront plus des contrées
privées. Pourqu'en effet, se commet-il moins de crimes dans
les sous-préfectures de Bastia et de Calvi que dans les au-
tres arrondissements. C'est que dans les uns, le commerce, l'in-
dustrie, l'amour du travail ont pénétré, et que les autres, station-
naires, sont restés dans leur état primitif d'isolement et de pau-
vreté. Efforçons-nous donc de répandre partout le goût du com-
merce, de l'industrie et du travail, et toute différence aura disparu
entre les différentes contrées de ce département.

Loin de nous la prétention de nous poser en réformateurs des
mœurs du pays; mais ce qu'on ne peut changer complètement,
on peut toujours améliorer. Nous voyons la Corse consommer
toute l'énergie dont la nature l'a si abondamment pourvue en
quelques industries, dirigées contre l'énergie vers un but utile à
lui-même, à la société, et il est incontestable que nous aurons
produit un grand bien.

Nous avançons, Messieurs, mais notre tâche n'est point encore
complète. Le choix des maires est une des plus grandes difficultés de
l'administration. Les sous-préfets qui les proposent, les préfets

qui les nomment, ne peuvent se débarrasser de l'abus des infor-
mations qui leur sont données par les maires eux-mêmes. Les
maires, qui sont les plus dignes de confiance, les plus honnêtes,
les plus considérés, et par conséquent les plus influents; et
s'ils ne peuvent désigner qu'un homme de parti, qu'ils présentent
le moins ardent, le moins passionné d'entre tous, que leurs ren-
seignements consciencieux soient donnés dans l'intérêt général et
non dans un intérêt personnel, pour procurer à la commune un
bon administrateur, et non pour en créer un partisan; qu'ils
descent pour désigner et non pour diriger l'administration; et si
leur choix est sanctionné, qu'ils ne se déclarent pas ostensible-
ment les protecteurs du candidat préféré. Car trop souvent la loi
même qui se fait fortement appuyé, comptant sur l'impunité,
pense que tout lui est permis.

Alors partout nous pourrions avoir de bons maires, et le Corps
municipal commencerait à croître à la justice. Car le Corps aime la jus-
tice, il l'aime sincèrement, il pourrait dire passionnément, mais il
n'y croit pas. Il le regarde comme un être imaginaire, ou plutôt
comme une vertu chimérique qu'il n'est pas disposé à l'honneur
de pouvoir pratiquer. Lui-même la sacrifie à l'intérêt du parti, à
l'intérêt de famille. Victime trop longtemps d'un gouvernement
étranger et despotique, il est toujours persuadé que la force est
tout, et que rien ne s'obtient que par la force; que le pouvoir
est au-dessus de la loi, que l'arbitraire est son privilège, qu'écra-
ser son ennemi est le droit du vainqueur, et qu'enfin, suivant une
expression vulgaire la justice n'est qu'une affaire de sympathie
ou d'antipathie. Cette conviction est telle chez lui que nous
voyons souvent l'homme qui succède à un fonctionnaire com-
mettre toutes les fautes qu'il avait reprochées à son prédécesseur, et
dont lui-même a été le premier à souffrir. Dans cette croyance,
que fait le faible qui se voit sans appui, sans protecteurs, qui
n'espère rien de l'autorité? Il devient son propre juge.

Détournons, Messieurs, ces fausses impressions, que le mal victi-
me soit plus le cri de celui qui triomphe; nous sommes, défendant
avec énergie, les fonctionnaires injustement attaqués et victimes
d'intrigues, de haines personnelles; mais nous sommes sans mépris
contre ceux qui méconnaissent leurs devoirs. Prévenons alors
que toute faute grave ne reste jamais impunie. Je tiendrais
mieux la parole de leurs actes, les larmes descendront moins fré-
quemment et les sentiments de leurs administrés, changeront à leur
égard. Partout où les maires administrent paternellement, qu'on
s'en souvienne, l'administration est douce pour eux, et ils
contribuent à établir la paix et l'union dans leurs communes; ils
sont honorés, obéis, car nul peuple n'est plus respectueux, plus
sincère que la Corse envers le magistrat qui respecte la loi, et se
respecte lui-même.

Enfin, que les autorités administratives et judiciaires réprimant
en général avec vigueur tous les abus de pouvoir, tous les excès,
tous les crimes, qu'ils soient commis par les fonctionnaires ou
par les particuliers; que leurs auteurs soient poursuivis et punis
avec une sévérité exemplaire; que la tentative de mensonge soit
toujours frappée du maximum de la peine, quelque soit l'adresse
du coupable à diliger la haine, l'indignation qui constitue le crime
est toujours la même. Que les juges du pais surtout se montrent
indéfectibles, car ce sont eux qui connaissent de la plus grande
partie des affaires qui dans les campagnes naissent des dissensions
ou y donnent lieu. Et peu à peu nous mettrons un terme aux in-
trigues et aux discordes, et le Corps communal dans l'autorité, cer-
tain de la trouver toujours ferme et impartiale, ne songera plus
autant à se faire justice lui-même.

Lorsque nous aurons ouvert des routes, adouci les mœurs par la
civilisation, rétabli partout la confiance, notre but ne sera point
encore atteint, si nous ne parvenons à détruire dans ce départe-
ment la malheureuse habitude d'être constamment armé. Si cette
habitude existait sur le continent, soyez certains, Messieurs, que
le nombre des crimes y doublerait en peu de temps, et que le
pouvoir législatif se croirait dans la nécessité d'y mettre prompte-
ment un terme. L'habitant des départements méridionaux de
la France, n'est ni moins susceptible, ni moins impressionnable
que la Corse. Partout où des hommes sont réunis, il s'éveille des
disputes, des querelles, et dans l'état d'irritation, l'offense em-
ploie les moyens dont il peut disposer à l'instant même pour ven-
ger l'injure qu'il croit avoir reçue. Là les rixes finissent par des
coups, ici par le stylet, le fusil, le pistolet. Le breton ne marche
jamais sans être armé d'un bâton, et les tribunaux de police en
Bretagne jugent certainement plus de délits occasionnés par le
bâton que les tribunaux de la Corse ne connaissent de crimes
commis dans les mêmes circonstances par le stylet et les armes à
feu. Et sans sortir de cette île, quelles sont les contrées où il ne
se commet le moins de crimes? N'est-ce pas dans celles où l'habi-
tude de porter les armes est la moins répandue. Il y a peu de
temps, le soldat en garnison était toujours armé de son bâton; et
dans ses disputes il s'en servait contre les habitants; on eût à dé-
plorer plusieurs malheurs. Que fit-on? L'autorité militaire dé-
fendit au soldat de sortir armé, et les accidents cessèrent. Imi-
tons, Messieurs, cet exemple, employons tous les moyens propres
à détruire chez nos concitoyens l'habitude de porter des armes.
Adressons-nous au besoin à l'autorité législative et nous obtien-
drons le même résultat. L'expérience vient ici à notre aide. Sous
l'ancien régime, lorsque la Corse appartenait à la France, l'aboli-
tion du port d'armes fit naître la sécurité.

Je sais, Messieurs, toutes les objections que tant des personnes
qui ne sont pas partisans de la suppression du port des armes, et
compréhendent toute la force de leurs raisonnements. Vous exposez,
vous dites, les honnêtes gens désormais sans défense et à l'égard
des assassins que vous ne pouvez jamais déserter. Ainsi, Mes-
sieurs, je voudrais que cette mesure ne fût adoptée qu'autant que
de nouveaux moyens, des moyens plus efficaces seraient employés
dans le même moment, pour poursuivre les malfaiteurs, les attrai-
re, ou leur rendre au moins la Corse inhabitable.

Quant aux élections municipales, vous savez comme moi,
Messieurs, l'irritation qu'elles causent, les troubles, les dissensi-
ons qu'elles occasionnent non seulement lors des élections, mais
encore à l'époque de la collection des listes électorales. Ces listes
sont souvent formées par le parti qui possède le pouvoir, dont les
principaux membres composent le conseil municipal, et à la tête

duquel est le maire qui propose les répartitions. C'est en dire as-
sez. Cette année pendant les mois de février et de mars, le con-
seil de préfecture a été en permanence, constamment occupé
à statuer sur les réclamations qui lui ont été adressées. Il n'a
eu à juger plus de demandes de inscription et de radiation que
sont jugées habituellement les conseils de six départements du
continent, sans parler de celles qui ont été portées directement
devant les tribunaux.

Quant aux élections elles-mêmes, elles ne peuvent se faire
dans la plupart des communes sans la présence de la force armée,
et l'incertitude diffamante que la loi y a mise 40 ou 50 élec-
teurs, il faut envoyer jusqu'à 100 hommes de troupe pour em-
pêcher que les partis n'aient des armes, parce que de part
et d'autre ils appellent, pour les soutenir en cas de lutte, les ha-
bitants des villages voisins qui sont arrivés avec leurs armes.
Ces incursions, Messieurs, ont dû être prises dans un grand nom-
bre de communes lors des élections dernières; et cependant elles
n'ont pu prévenir les troubles énormes qui ont jeté la dissolution dans
une commune jadis paisible. Plus de 150 élections ont été atta-
quées en tout ou en partie, et plusieurs maires ont dû être sus-
pendus de leurs fonctions. De tous côtés on m'a demandé des
commisaires pour surveiller les opérations électorales et en as-
surer la régularité; et là où les maires ont gardé la paix, il a
fallu les accompagner jusqu'à trois fois. Partout règne l'inquié-
tude, la défiance.

Ces faits, Messieurs, qui ne sont que trop notoire, vous portent-
ils peut-être aujourd'hui à penser que l'état électoral est une
de celles qu'on a été trop hâté d'appliquer à la Corse, et vous exa-
minez sans doute dans votre esprit, s'il ne serait pas prudent
d'en demander la suspension pendant quelques années. L'ignorer
qu'il sera voté sans que cette grave question, mais dans le cas où
précisément en considération que les élections triennales sont à peu-
près terminées, qu'une nouvelle organisation des maires va avoir
lieu, que pendant trois ans on pourra s'assurer si les seuls que
nous allons prendre pour calmer le pays produisent quelque effet;
dans le cas, de le faire, de le faire décider, que la mesure proposée
peut-être ajournée, je déclare d'aujourd'hui que si après ce dé-
bat les mêmes troubles, les mêmes dissensions se renouvellent à
l'époque des élections de 1849, je demanderai alors moi-même
la suspension de la loi municipale pour la Corse. Quand les
moyens ordinaires ne peuvent suffire pour arrêter un mal connu,
il faut employer les moyens les plus énergiques. En proposer
l'adoption, est même le devoir de tout ami sincère du pays.

J'aurais pu simplifier ce travail, Messieurs, et me borner à
vous proposer de solliciter la suspension de ces deux lois: celle
du port des armes et de la loi municipale, comme principal he-
min de moment. Mais j'ai cru ne pouvoir trop motiver ces im-
portantes propositions; je suis allé plus loin; j'ai voulu encore
montrer que ces deux lois sont la cause de tous les maux, et
avoir si elle suffirait pour nous faire rentrer dans un état
normal.

Je me suis donc posé cette question: est-ce bien réellement
dans les élections et dans le port habituel des armes que se trouve
la source du mal auquel nous voulons remédier? Si telle est son
origine ne devons-nous pas craindre, quand nous sortirons de
l'état exceptionnel où nous voulons entrer, car la Corse départe-
ment français ne peut rester éternellement sous des lois d'exception,
ne devons-nous pas craindre, que le mal ne reparaisse et
peut-être avec la même intensité quelques années après?

En me livrant à cet examen, j'ai cru remarquer que les élec-
tions en Corse peuvent être quelquefois une cause première
de discordes; mais que le plus souvent, elles servent plutôt à ra-
viver des divisions et des haines déjà existantes, qu'à les faire
naître; qu'elles sont en quelque sorte un champ clos que l'on offre
aux partis pour mesurer leurs forces, en un mot, qu'elles sont
moins pour nous une occasion de lutte.

En suspendant la loi des élections municipales vous faites dispa-
raître l'occasion, mais s'éteignent-elles la cause? Que deux per-
sonnes soient en dispute, vous écarterez sans doute toutes les
circonstances, où elles pourraient se rencontrer, se froisser, se
heurter, avoir des intérêts à démêler ensemble; vous éviterez
surtout qu'elles puissent se rencontrer armées. Mais si l'occasion
peut-être la force de préventions, de prudence, pourriez-vous em-
pêcher les occasions de conflit; mais s'avez-vous détruit la cause
du mal? Non Messieurs, car le jour où vous manquerez de sur-
veillance, les malheurs que vous redoutez pourront arriver; et tant
que vous n'avez pas fait cesser l'animosité qui existe entre
ces personnes, vous inquiétez sans cesse.

Mais que devez-vous faire pour éteindre cette inimitié? En
demandant l'origine, l'étendue, les penchants, les habi-
tudes, les mœurs, enfin des deux adversaires, vous informez
des intérêts qui les divisent présentement; et ce ne sera que
longue vous après acquies ces connaissances que vous pourrez
leur et les appliquer la remède, c'est-à-dire, d'opérer la
réconciliation.

Je n'ai donc pas dû m'arrêter aux faits déplorables qui se pas-
sent tous les jours sous nos yeux, et ne borner à indiquer les
occasions où ils se manifestent, en vous proposant de supprimer
ces occasions. J'ai voulu remonter plus haut, à la cause même de
ces faits; et c'est ce que vous explique l'étendue de cet exposé. Je
l'ai dit, j'ai cru la trouver cette cause dans les haines et l'esprit
de parti qui divisent la plupart des villages. Pour découvrir la
source même de ces haines, de ces divisions, j'ai poussé mes in-
vestigations, jusque dans les villages, et j'ai cru la reconnaître
dans l'isolement et l'isolement des habitants de nos montagnes.
Dès lors j'ai indiqué les moyens que je crois les plus propres à
changer ou du moins à modifier leur genre de vie.

Si nous étions assez heureux pour voir nos efforts couronnés
de succès, Messieurs, vous pourriez aussitôt après jeter toutes
les libertés dont vous vous privez momentanément présent. Mais
pour obtenir plus promptement ce résultat, il faut je pense, en
même temps que nous attaquons le mal dans sa source, faire
cesser toutes les occasions qui peuvent en provoquer le dévelop-
pement.

Depuis peu de temps encore parmi vous, Messieurs, vous infor-
mez sans doute de présomption pour avoir osé traiter en
votre présence, et presque à mon début, des matières qui es-
saient une digue, une connaissance approfondie de la Corse. Mais
je le répète encore, sans quelques personnes n'est-il permis de

l'insulaire plus d'attention des plus chers intérêts de cette île?
à qui puis-je exposer toutes mes pensées avec plus de confiance?
De quel côté puis-je venir la lumière? Je la cherche, Messieurs,
je la demande avec instance. Un conseil général, n'est pour moi
qu'un conseil de famille, une préoccupation trouvera dans son exa-
men dans l'état même du département; et si j'ai vu de ces exa-
men dans cet examen, ni les attributions qu'en doit trop souvent
qui me parait, et que je conserverai tant que l'administration la
Corse, de faire avec vous, Messieurs, le bien du pays.

NOUVELLES DIVERSES.

— Le gouvernement se propose d'envoyer un ingé-
nieur en Algérie, pour étudier sur les lieux, la ques-
tion relative à l'établissement d'un port militaire de
deuxième classe à Oran.

— Le gouvernement a expédié, par le télégraphe,
l'ordre de tenir un brick de guerre prêt à partir sous
buit jours. Ce bâtiment est, dit-on, destiné pour la
Pia, où il portera à M. le baron Deffaudis des instruc-
tions définitives.

— Le *Messenger* ayant cessé de paraître, le *Moni-
teur Parisien* a été désigné pour recevoir les commu-
nications du gouvernement.

— On assure que le gouvernement présentera à la
prochaine session un projet de loi ayant pour but de
en faire donner les lignes de chemin de fer qui ont été
concédées à des compagnies hors d'état de remplir
leurs obligations et qui sont sur le point de suspendre
les travaux.

— Il va être construit, à Brest, une frégate à va-
peur dont la machine sera de la force de 750 chevaux.
Ce bâtiment s'appellera l'*Isly*, en souvenir de la ba-
taille de ce nom. Voici quelques-unes de ses dimensions:
longueur, 70 mètres; creux, 13 mètres, largeur, 5
mètres 60 centimètres, hauteur des ponts, 2 mètres
20 cent. Sa batterie se composera de 16 obusiers de
22, n° 1 et de 8 canons du plus fort calibre; enfin la
frégate l'*Isly* aura sur son pont 80 qui tireront par-
dessus le bord. Deux de ces formidables
pièces seront placées sur le gaillard d'avant, les deux
autres se trouveront sur le gaillard d'arrière.

— Un broulier de Bâle a imaginé un nouveau mo-
de de fabrication de pain dont le prix de revient est de
40 pour 100 au-dessous du prix ordinaire. Ce pain, qui
est sain et très nutritif, se fait avec cinq huitièmes de
farine de blé et trois huitièmes de raves écrasées,
dont le jus est préalablement exprimé. Ce nouveau
produit alimentaire est tellement recherché, que le
boulanger qui l'a inventé ne peut suffire aux nom-
breuses demandes qui lui sont faites tant en ville qu'au
dehors.

— On lit dans l'*Union d'Auxerre*:

« Nous apprenons qu'une baisse générale et impor-
tante a lieu dans la plupart des localités sur le prix des
céréales. Déjà elle se fait sentir à Auxerre, où du blé
a été offert aux boulangers à un taux de beaucoup in-
férieur à celui des derniers marchés. Cette baisse doit
être considérée comme sérieuse par tous les intéres-
sés. »

— On vient de découvrir aux archives, un mémoire
très curieux, adressé par Leibnitz à Louis XIV. Dans
ce mémoire après avoir retracé l'histoire de l'Egypte
ancienne et moderne l'illustre savant termine par un
conseil dont l'exécution était réservée à la république
française et au général Bonaparte, car Louis XIV fit
une tentative sur Alger, mais ne songea pas à l'Egypte.

— La Loire commença à remonter d'une manière
inquiétante. Le niveau de la Seine s'est considéra-
blement accru. Cependant la température a changé tout
d'un coup, et le vent du Nord a ramené le froid et
chassé les nuages. On peut donc espérer que les eaux
ne feront pas de nouveaux progrès.

— On dit qu'une lettre de M. le contre-amiral Cécile,
adressée au ministre de la marine, et arrivée par
un navire du commerce, présente sous un jour entiè-
rement différent du récit des journaux anglais, son
expédition au Japon. Cette lettre annonce, du reste,
un rapport détaillé sur toute cette affaire.

— Un savant vient d'envoyer à l'académie des
sciences un bocal rempli de sucre de bois détrempé
dans un acide et qui s'enflamme et détonne comme le
fulmi-coton. Ce fait prouve que la force propulsive
peut être communiquée au moyen de préparations
particulières à un grand nombre de substances qui
renferment certaines données chimiques spéciales.

— MM. les préfets de Tarn, du Var, de la
Haute-Marne, de Saône-et-Loire se trouvent en ce
moment à Paris ainsi que huit autres de leurs collè-
gues. On dit que ces fonctionnaires sont venus expo-

ser les données de la loi sur les inondations dans leurs
départements respectifs et solliciter les secours qu'exi-
ge cette situation.

— On annonce que deux frégates à vapeur de la
force de 1000 chevaux vont entrer en construction en
même temps que l'*Exmède*.

— Il va être fait au cimetière du Montparnasse un
essai destiné à chercher le moyen de remédier aux
inhumations précipitées. Une salle des morts y sera
établie et les corps y resteront exposés pendant 26 heu-
res avant leur inhumation définitive. Ces corps ainsi
exposés seront soumis à des observations de la part
d'une commission scientifique.

— La *Gazette d'Augsbourg* du 6 défend l'Autriche en
accusant la Russie. L'Autriche n'est dans cette affaire
que la malheureuse victime du czar. « Les Vionnois
disent avec justice que l'incorporation de Cracovie
équivalait au don d'un chien enragé. » En effet, l'Aut-
riche s'est dévouée. En cinq ans, Cracovie ne rap-
portera pas ce qu'elle coûtera en une année. Le sang
ne coulera pas; mais la France et l'Angleterre finiront
par s'entendre. Dieu garde l'avenir! Voilà aujourd'hui
où en sont les amis de l'Autriche. Avions-nous tort de
dire qu'elle avait fait une faute? Du reste, ce n'est pas
Cracovie seulement que l'Autriche ne parviendra pas
à digérer, selon l'expression de Rousseau. L'article de
la *Gazette d'Augsbourg* se termine par cette phrase si-
gnificative: « La question de la Pologne reste intacte,
et les cours les plus généreux de l'Autriche disent: «
Plût au ciel que nous n'eussions jamais touché à la
Gallicie! » Les remords de Marie-Thérèse étaient donc
un pressentiment.

— Les journaux de Madrid sont tous remplis par les
noms des députés qui ont été nommés. On conçoit qu'il
vous est impossible d'enregistrer tous ces noms.

Mais ce que nous pouvons affirmer, c'est que le parti
conservateur l'emporta à une grande majorité dans la
plupart des collèges.

Les nouvelles de Portugal ne vont pas plus loin que
celles que nous avons publiées hier.

(Phare des Pyrénées.)

— Nous lisons dans le *Phare des Pyrénées*:
« Nous avons des nouvelles les plus satisfaisantes du
Portugal. On peut maintenant affirmer que la révolution
a succombé complètement dans ce royaume, et
que de longtemps elle ne lèvera pas la tête. »

Des lettres de Vigo, du 3 du courant, annoncent
officiellement que le gouverneur de la place de Valenza
avait mis à la disposition du gouvernement de la reine
de Portugal cette place, qui était au pouvoir des révo-
lutionnaires. Le même jour, 300 hommes qui étaient
à bord des navires de guerre mouillés dans le port, ont
pris possession de la ville sous le commandement de M.
Suarez Franco, capitaine de frégate.

On écrit de Chaves, le 5, qu'il est arrivé dans cette
place un courrier extraordinaire, envoyé par le baron
Casal au vicomte de Vinhas, commandant-général de
ce district militaire, porteur de la nouvelle de la dé-
route complète du comte Das Antas. Toute la troupe
de ligne de ce chef est passée au duc de Saldanha, a-
près avoir dispersé les guerrillas, qui, prises entre deux
feux, ont éprouvé une grande perte.

Le 4 du courant la première brigade de l'armée d'opé-
ration sur Oporto, commandée par le baron Casal, qui
a répondu verbalement qu'il ne traitait pas avec des
rebelles.

— L'Aspect qu'offre l'Irlande est toujours
aussi lugubre: chaque jours les journaux con-
servateurs eux-mêmes, que l'on ne peut soupçonner
d'exagérer à dessein les dangers de la situation, enregistrent les décès de quelques
malheureux morts de froid et de faim. O'Con-
nell, dans une lettre à l'éditeur du *Freeman*,
de Dublin, s'exprime ainsi sur cette épouvan-
table crise: « Je proclame hautement ma con-
viction que le gouvernement anglais et les pro-
priétaires fonciers irlandais ne connaissent pas
assez toute l'énormité et l'incalculable étendue de
la destruction des aliments humains en Ir-
lande, à mort vifs, ils ne sont pas assez alarmés
ni terrifiés par la hideuse perspective de la
continuation de la famine qui se manifeste
aujourd'hui d'une manière si fatale. »

L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRIX de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour la France 18 fr. par an — Pour l'étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Corresp. de L'INSULAIRE, rue N. D. des Victoires 16 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE.)

RECENSEMENT. — ARRONDISSEMENT ET VILLE DE BASTIA.

Le recensement qui aux termes de la loi, doit être effectué chaque cinq années, a eu lieu cette année dans tout le royaume. Conformément à l'ordonnance du 4 mai dernier, cette opération vient d'être terminée depuis peu dans l'arrondissement de Bastia. Nous allons en consigner ici les principaux résultats qui intéresseront sans doute nos lecteurs.

Si nous comparons le résultat dans son ensemble à celui de la dernière période, celle de 1841, nous trouverons que la population de notre arrondissement a augmenté pendant ces cinq dernières années de 1.297. En 1841 elle était de 67.282; en 1846 elle s'est élevée à 68.579. Mais cette augmentation n'a pas été dans la même proportion dans toutes les communes de notre arrondissement. Dans les unes, au contraire, il y a eu diminution. Dans soixante-deux communes il y a eu augmentation, dont le chiffre total a été de 3.137; dans trois communes, au contraire, on a constaté une diminution qui s'est élevée à 1860; une seule commune est restée stationnaire. Si nous déduisons la diminution de l'augmentation, l'accroissement de la population sera de 1.297, chiffre que nous avons donné plus haut.

La moyenne des augmentations a été de 51 habitants par commune. Sur soixante-deux communes, l'augmentation a atteint ou dépassé le chiffre de 100 habitants. Trois communes ont atteint ou dépassé ce chiffre de 62. Ce sont celles de Bastia 166, en moins, Venozasca 249 et Cagnano 68.

La commune qui offre la différence la plus considérable en moins, alors qu'un résultat contraire était vraisemblable, est celle de Bastia. On s'explique difficilement comment la population de notre ville, qui est un des principaux foyers d'activité de l'île, alors qu'une usne nouvelle est créée à ses portes, que ses relations commerciales s'étendent, on s'explique difficilement, disons nous, comment dans ces conditions favorables la population a pu diminuer, surtout quand la mortalité n'a pas été plus considérable dans cette période des cinq dernières années que dans les périodes précédentes. Il faut donc que le recensement ait été fait trop promptement et par cela même avec négligence. Nous allons toutefois donner quelques chiffres, qui, sans expliquer les causes de la diminution, pourront fournir des éléments de comparaison entre la population de 1841 et celle qui a été constatée en 1846.

En 1841, la population des deux cantons de la ville avait été de 14.368; — (Terranova 6.094, Terravecchia 8.474) en 1846 d'après le dernier recensement elle a été de 14.402 (Terranova : 7.048, Terravecchia 7.354) ce qui donne une diminution de 166 habitants. Cette différence sera encore bien plus grande si l'on se rappelle que le recensement de 1846 a du porter aussi sur le village de Cardo, rattaché à la ville de Bastia postérieurement à 1841 et dont la population a été trouvée de 233. Ainsi la diminution réelle de 1846 est donc de 399.

La population flottante de la ville présente une diminution. En 1841 elle était de 1.539; en 1846 elle n'est plus que de 1.398. La différence en moins est donc de 139. Ces chiffres se décomposent ainsi :

Garnison en	1841 :	1.374,	en 1846	1.141	(1)
Prisons		90		100	
Hospice civil		26		39	
Collèges et Pensions		47		97	

On le voit il y a diminution sur le premier chiffre, celui de la garnison et augmentation sur les trois derniers chiffres.

La population fixe présente une diminution de 378

(1) Non compris 12 gendarmes qui figurent nominativement dans le recensement.

habitants. Le chiffre donné par le recensement de 1841 était, pour cette espèce de population de 13.031; ce même chiffre pour 1846 est de 12.653, car il convient de déduire du chiffre qui a été trouvé et qui est de 13.034; 1° la population de Cardo, qui est comme nous l'avons dit de 233; 2° la diminution résultant de la population, rurale qui a été de 118. Le chiffre réel de 1846 n'est donc plus que de 12.653 et donne ainsi sur celui de 1841 une différence de 378.

Ainsi pour nous résumer la différence en moins constatée par le recensement de 1846 sur celui de 1841, sont : 1° pour la population flottante de 139; 2° pour la population fixe de 378; total 517. Ce chiffre paraîtra encore plus considérable quand on saura que le recensement de 1846 a dû tenir compte, sans le porter en chiffre, de plusieurs absences d'habitants de la commune, absences qui ont été constatées et qui d'après des instructions du ministère de l'intérieur, n'ont pas dû figurer au tableau. Ces absences sont au nombre de 505 et se décomposent ainsi. Marins au service de l'Etat : 96; militaires sous les drapeaux : 149; individus passés en Algérie ou ailleurs : 260; ainsi les absences, dont il n'a point été tenu compte dans le recensement ne peuvent donc pas servir à expliquer la différence notable en moins que nous avons constatée.

Messieurs les avocats de Bastia ont ouvert une souscription en faveur des inondés de la Loire. Ont versé MM. Carbuccia bâtonnier 5 fr. Casabianca, aîné, 5; Caraffa Jean-Baptiste 5; Suzzoni 5; Camoin-Vence 5; Casabianca, F. Marie 5; Casabianca, F. Augustin 5; Ajaccio 5; Ollagnier 5; Savelli 5; Gavini Denys 5; Pierangeli 5; Tommasi 5; Casabianca F. Xavier jeune, 5; Raffaelli 5; Colonna d'Istria 5; Bonavita 5; Casta 5; Frézel 5. Total au 31 décembre, 109 fr.

Par ordonnance du Roi en date du 17 décembre courant, M. Pierangeli, avocat, a été nommé juge de paix à Bastia.

— L'Eau du D'O' M'ara contre les Maux de dents, calme la plus vive douleur et évite l'engorgement des gencives. Dépôt à Bastia chez M. Giralt pharmacien.

— Conservation des Dents : La poudre à base alcaline du D'O' M'ara blanchit parfaitement neutralise l'action des acides. Dépôt à Bastia chez M. Giralt pharmacien.

NOUVELLES DIVERSES.

— Le Moniteur du 19 contient trois ordonnances portant ouverture, la première d'un crédit extraordinaire de un million; la seconde, de 200,000 fr.; la troisième, d'un crédit de 4 millions. Cette dernière allocation a pour but de subvenir aux travaux d'utilité communale. Les deux premières sont pour secours aux hospices, aux bureaux de charité et aux personnes dans l'indigence.

Les ordonnances sont précédées d'un rapport, en tête duquel nous lisons :

« La cherté actuelle des grains, sans inspirer des craintes sérieuses, impose cependant à notre gouvernement le devoir de se préoccuper avec un redoublement de zèle du sort des classes pauvres et laborieuses. C'est répondre aux intentions, à l'un des vœux les plus chers de S. M., que de lui proposer l'adoption de mesures propres à atténuer, à secourir les misères qui affligent en ce moment un certain nombre de localités, et à pourvoir aux besoins pressants, qui se manifestent. C'est aussi réaliser ce qu'attend l'opinion éclairée du pays. La bienfaisance individuelle, toujours si active, fait et fera beaucoup sans doute, mais l'emploi des ressources de l'Etat n'en est pas moins nécessaire pour compléter l'œuvre et atteindre le but. »

— On lit dans le *Mémorial de l'Alsace* du 17 : Une épidémie, dont la cause n'est pas connue, sévit parmi les militaires de la garnison et atteint plus par-

ticulièrement les jeunes recrues du 3^e léger. Par suite du rapport qui en a été fait par M. le maire, M. le préfet vivement préoccupé des effets meurtriers de cette maladie a consacré extraordinairement le conseil de santé et de salubrité du département, et l'a invité à s'occuper immédiatement de l'examen des causes physiques qui auraient pu provoquer cette épidémie. Si nous sommes bien informés, ce conseil se serait aussitôt mis en mesure de remplir la mission qui lui a été confiée, et son rapport ne tarderait pas à être remis à l'autorité supérieure.

— On lit dans le *Courrier du Midi* : Nous apprenons que M. Richard Cobden, le célèbre propagateur des doctrines commerciales du libre échange, venant d'Espagne, où il a séjourné deux mois et demi, est arrivé hier au soir à Montpellier, où il est descendu chez M. Novet.

— On lit dans le *Moniteur Algérien* du 20 décembre : Nous avons annoncé dernièrement l'arrivée de Bou-Maza et de sa troupe, à Cherif, chez les Ouled-Nail. Les habitants du Kseur n'ont pas longtemps vécu en paix avec ces hôtes exigeants. — On s'est battu : deux habitants ont été tués; Bou-Maza, de son côté, a perdu un homme et a été forcé d'aller chercher fortune ailleurs. — Il a, dit-on, marché à l'Est, mais on ne sait pas encore où il s'est arrêté. — La grande tribu des Ouled-Nail rendra compte plus tard de l'hospitalité qu'il a reçue chez elle.

« La province d'Alger ne nous fournit pas d'autre nouvelle. »

« Avant-hier a eu lieu, dans les bureaux du commissaire général de la marine, l'importante adjudication des travaux à exécuter pour le curage de notre rade. Cette grande et belle entreprise a été confiée à M. Auban, négociant à Toulon, qui a fait les offres les plus avantageuses.

« M. Auban s'est chargé du curage de la rade au prix de 8 millions 400 mille francs; il devra déposer un cautionnement de 200 mille francs et se procurer à ses frais, le matériel nécessaire.

« Nombre de maisons de Marseille, Lyon, etc. avaient soumissionné, mais elles se sont tenues au-dessus de 9 millions. »

— Nous lisons dans le *Courrier de Lyon* :

« La température s'est sensiblement adoucie depuis hier. Ce matin, le thermomètre centigrade ne marquait guère que trois degrés et demi au-dessus de zéro. »

« Nous recevons de toutes les contrées voisines des détails qui prouvent que le froid a été encore plus rigoureux hors de Lyon que dans ses murs. »

« A Bourg, le thermomètre centigrade est descendu à dix-huit degrés. Dans quelques parties de la Suisse, sur le bord des lacs, il atteint 20 degrés.

« L'abaissement qui s'est manifesté depuis hier semblerait indiquer ou le dégel, ou une prochaine chute de neige. »

— Le bey de Tunis a fait, par l'entremise du chevalier Raïffo, demander à l'académie des sciences, les indications nécessaires pour la construction d'un observatoire qu'il se propose de faire établir au sommet du Bardo, palais qui lui sert de résidence.

— Un savant vient de présenter à l'examen de l'académie de médecine, une sangsue artificielle qui fonctionne au moyen d'un appareil pneumatique de petite dimension.

— On dit qu'un préfet apostolique va être nommé à la destination de nos possessions de l'Océanie. De nouveaux missionnaires accompagneront ce fonctionnaire religieux.

— Au moment où nous mettons notre journal en page, S. A. le bey de Tunis vient de faire son entrée dans notre ville. La voiture dans laquelle se trouvait le prince était précédée par la gendarmerie départementale et escortée du détachement de chasseurs qui venaient d'être reçus à la porte d'Aix.

— On écrit de Königsberg (Prusse), le 28 novembre :

« Avant-hier, dans la matinée, deux étudiants de l'université de Königsberg, M. Maclean, fils du directeur de la banque de notre ville, et M. Kronen, fils du banquier de ce nom, se sont battus en duel au sabre recourbé, suivant l'usage des étudiants d'Allemagne. »

« M. Maclean a eu le nez coupé, et dans la soirée d'hier, il a expiré au milieu des plus atroces douleurs. — Son adversaire est en fuite, et les témoins du combat ne sont pas connus. La justice informe, et elle a fait publier le signalement de M. Kronen. »

« La cause de ce duel, qui a plongé dans la douleur une de nos familles les plus honorables, était on ne peut plus futile : c'était une querelle survenue au billard. »

— Le docteur Bowring a fait, il y a quelques jours, une allocution sur la paix dans le salon du Commerce, à Londres. La réunion était choisie et nombreuse. Le célèbre philanthrope a été écouté avec une religieuse attention. Son exposition des bienfaits de la paix opposés aux maux de la guerre a soulevé d'unanimes applaudissements.

« La paix, a dit l'orateur, est l'état de santé du monde, comme la guerre en est l'état de maladie. »

« La dette nationale de quatorze États d'Europe monte à environ 51,525,000,000 fr., et doit exclusivement son origine à la guerre. Et cette somme est loin de représenter la totalité des dépenses faites. »

« Depuis la réformation, l'Angleterre a dépensé, dans sept guerres, 44,910,600,000 fr.; de 1783 à 1815, c'est-à-dire pendant vingt-deux ans, l'Angleterre, la France et l'Autriche ont dépensé 36,650,000,000 fr. pour faire la guerre. Or, qui pourrait calculer la somme de prospérité et de bien-être que cet argent aurait pu produire, employé à donner de l'essor à l'agriculture et à l'industrie. »

« Le revenu des marines marchandes l'Angleterre, des États-Unis et de la France, n'excède pas, n'atteint même probablement pas 167,831,079 fr. Et la Grande-Bretagne seule alloue; cette année, à sa marine militaire, une somme de 168,101,000 fr. C'est-à-dire qu'une seule des trois grandes puissances maritimes dépense plus pour sa marine militaire que le bénéfice de la marine marchande de trois. »

« De 1789 à 1844, le gouvernement américain a dépensé pour la guerre 3,217,194,225 francs. L'intérêt de cette somme à 6 pour 100 suffirait pour construire le grand chemin de fer de Whitney depuis les lacs jusqu'à l'Océan-Pacifique. »

A LA LIBRAIRIE FABIANI.

AVENTURES LES PLUS CURIEUSES DES VOYAGEURS, coup d'œil autour du monde, par M. Hombron, l'un des compagnons de M. Dumont d'Urville dans son voyage au pôle sud pendant les années 1837 à 1840. Ouvrage illustré de Pierre Blanchard 2 volumes grand in-8° sur papier vélin glacé, illustrés de 40 dessins de Victor Adam gravés par Chevin. Prix 30 fr.

SORCIÈRES D'HIVER, souvenirs et nouvelles, par madame Louise Bernier 1 volume grand in-8°, sur papier vélin glacé, illustré de 12 belles lithographies à deux teintes par Victor Adam. 12 »

UNE PARTIE DE CAMPAGNE, impressions de voyage de Paris à Suresnes, par M. Stephen de la Madelaine, 1 volume grand in-8°, sur papier vélin glacé, illustré de 12 belles lithographies à deux teintes par Victor Adam. 12 »

LES NAVIGATEURS FRANÇAIS. 1 volume grand in-8°, sur papier vélin, illustré de six magnifiques gravures et de six portraits en pied surmontés d'armoiries colorées. Dessins de Rouargue. 16 »

LES MARINS ILLUSTRES DE LA FRANCE. 1 volume grand in-8° sur papier vélin; illustré de dix-huit beaux portraits en pied, lithographiés à deux teintes et surmontés d'armoiries colorées. Dessins de Maurin et Victor Adam. 20 »

HISTOIRE MARITIME DE LA FRANCE. 2 volumes grand in-8° sur papier vélin; troisième édition, revue, corrigée et ornée de 22 belles gravures et de plans de batailles navales. 32 »

LES CARACTÈRES DE LA BRUYÈRE, précédés d'une notice de M. de Sainte-Beuve, de l'Académie Française, suivis du discours à l'Académie et de la traduction de Théophraste édition illustrée d'environ 150 dessins de MM. O. Pengilly, J.-J. Grandville, Jules David, etc., gravés par Chevin 26 grands

dessins tirés à part sur papier de Chine. Un magnifique volume grand in-8° sur papier glacé. 20 »

LA MARINE, Arsenaux, Navires, Equipages, Navigation, Atterages, Stations et Combats, par M. E. Pacini, officier de la marine royale, illustrée par MM. Gudin, Isabey, Morel Faio. Un magnifique volume grand in-8°, avec 33 gravures sur acier en noir, ou gravures sur bois colorées à l'aquarelle, représentant l'intérieur des arsenaux, les navires de tous les temps et dans toutes les positions de service; les costumes et uniformes de la marine, un tableau de tous les pavillons français et étrangers. 16 »

LES FABLES DE LA FONTAINE, édition illustrée par J. David, T. Johannot, V. Adam, F. Grenier et Schaal; précédées d'une notice historique par le Baron Walckenaer, membre de l'Institut. Un magnifique volume grand in-8° 16 »

LES VEILLÉES DU CHATEAU, par madame de Genlis. Un beau volume grand in-8°, illustré de 16 lithographies à deux teintes. 16 »

LE CHANOINE SCHMID, les contes, traduits par F. Cerfbeer de Medelsheim, dédiés à S. A. R. madame la duchesse d'Orléans illustrés par Gavarni, deux magnifiques volumes in-8° Jésus, ornés de 120 gravures sur bois et de 50 belles lithographies à deux teintes. 28 »

BERQUIN, L'AMI DES ENFANTS; ouvrage couronné par l'Académie Française 1 volume grand in-8° Jésus, illustré de lithographies de Ferroggio et d'un grand nombre de gravures sur bois dans le texte. 15 »

LE MAGASIN DES ENFANTS, édition illustrée par un grand nombre de vignettes dans le texte et de lithographies à deux teintes, 1 vol. grand in-8° 15 »

LE ROBISON SUISSE, traduit de l'allemand de Weiss par madame Elise Voisart, précédé d'une Notice par Charles Nodier, et orné de 200 vignettes. Un beau volume grand in-8° 15 »

LES SOEURS DES ANGES, par Anna Marie, auteur de l'Âme exilée, 1 volume in-8°, sur papier vélin glacé, orné de 3 magnifiques gravures. 10 »

LES ANIMAUX CÉLESTES, 1 joli volume grand in-8°, illustré par Giroux. 10 »

LA PETITE FILLE DE ROBINSON, par madame la comtesse de Germanie, dessins par Pérignon, 1 joli volume grand in-8° 8 »

QUENTIN DURWARD, par Walter Scott, traduit par Vivien, 1 gros volume grand in-8° Jésus, illustré par 300 gravures sur bois. 14 »

DICTIONNAIRE UNIVERSEL DE GÉOGRAPHIE, physique, politique, historique et commerciale, contenant la description détaillée des différentes régions du globe, par J. Mac-Carty, 2 volumes in-8° de 1500 pages chacun, 3^e édition. 22 »

L'AMI DES ENFANTS DE BERQUIN, illustré de dessins par Perrasin, J.-C. de Merville, et de belles lithographies par Ferroggio, 1 v. gr. in-8, Jésus. 15 »

LES AVENTURES DE TÉLÉMAQUE, par Fénelon, suivies des Aventures d'Aristonous, illustrées de 157 vignettes dans le texte, et de 13 sujets tirés à part sur Chine 1 vol. gr. in-8°, Jésus glacé. 15 »

LES ÉTRANGERS À PARIS. Illustrations de Gavarni, etc. (Paris, Waré). 1 volume gr. in-8°, Jésus glacé. 16 »

LE MONDE TEL QU'IL SERA, par Emile Souvestre, illustré par MM. Bertall, O. Pengilly et Saint-Germain (Paris, Coquebert). 1 beau vol. cavalier vélin. 12 »

LA MORALE MERVEILLEUSE ou le Cabinet de Fées, contes de tous les temps et de tous les pays, illustrés de vignettes sur bois tirées dans le texte et de 6 grands sujets tirés à part. 1 vol., cavalier vélin glacé. 12 »

CORINNE ou l'Italie, par M^{me} De-Stael (Paris, Treutzel et Wartz). 2 vol. in-8°, cavalier vélin, illustrés de 350 vignettes. 22 »

HISTORIETTES, Par M^{me} Louise Colet. 1 vol. in-8°, cavalier, illustré de lithographies à deux teintes. 7 »

DICTIONNAIRE ENCYCLOPÉDIQUE USUEL, par Charles Saint-Laurent (Paris, Comon et comp.) 1

vol. gr. in-8° Jésus, de 1500 pages à trois colonnes. 30 »

DICTIONNAIRE GÉNÉRAL USUEL ET CLASSIQUE D'ÉDUCATION, D'INSTRUCTION ET D'ENSEIGNEMENT, ou l'art de s'instruire soi-même et d'enseigner les autres, par Morard (Ouvrage recommandé au Cours de M. Levy Alvarès). 1 vol. grand in-8° de 900 pages à deux colonnes. 12 »

LEÇONS ET MODELES DE LITTÉRATURE FRANÇAISE, par Tisset. 2 vol. gr. in-8° Jésus. 28 »

LEÇONS ET MODELES DE LITTÉRATURE SACRÉE, par de Genoude. 1 vol. gr. in-8° Jésus. 12 »

LEÇONS ET MODELES D'ÉLOQUENCE JUDICIAIRE, par M. Berrier. 1 vol. gr. in-8° Jésus. 12 »

JOLI ASSORTIMENT de livres d'éducation, de littérature, de livres de messe dans tous les formats et dans tous les prix.

CARTES DE VISITE

IMPRIMÉES

à 2 fr. 50 centimes le cent.

FAILLITES.

Par son jugement en date du vingt-trois décembre 1846, le Tribunal de Commerce de Corte a fixé l'époque de la faillite du S^r Campana, Antoine-Baptiste, ci-devant marchand, demeurant en cette ville, au douze septembre mil huit cent quarante-cinq, et a déclaré que les S^{rs} Pieraggi et Stefani, syndics provisoires de la dite faillite, sont et demeurent syndics définitifs.

Corte, le 24 décembre 1846.

Pour extrait conforme,
Le Greffier du Tribunal,
SANTILLI.

V^e LOUIS DELPINO

à l'honneur de prévenir les personnes qui désirent faire des cadeaux pour le premier de l'An qu'il vient de recevoir de Paris un joli assortiment de porcelaines dorées, jouets d'enfants, bronzes dorés, articles de nouveautés, etc. Rue St-Jean à Bastia.

AU TEMPLE

DES DOCTEURS.

FRANÇOIS TELLIER, confiseur à Bastia, a l'honneur de prévenir les personnes qui voudront bien l'honorer de leurs commandes, qu'il vient de recevoir de Paris les bonbons les plus exquis, les dragées les plus délicates, les cartonnages les mieux enjolivés, et enfin tout ce qu'il y a de plus à la mode, dans la capitale.

Il prévient aussi qu'on trouvera chez lui, pour la Noël et le Jour de l'An, un Ambigu monté au dernier goût et fourni de tout ce que l'art culinaire et la confiserie renferment de plus délicieux.

Son magasin est toujours à l'Hôtel d'Europe rue Neuve, au rez-de-chaussée.

La CRÉOSOTE-BILLARD contre les MAUX DE DENTS

enlève à l'instant la douleur des dents la plus vive et guérit la carie des dents gâtées, 2 fr. le flacon avec l'instruction. Pharmaciens dépositaires : Sampolo à Ajaccio, l'omont à Bastia; Sanguinetti à l'île-Rousse. [7977].

LA LETIZIA,

partira de Bastia pour Marseille mardi 29 du courant, à 8 heures du matin.

LE SIROP LAROZE

d'écorces d'oranges amères TONIQUE ANTI-NERVEUX, est prescrit avec succès par les meilleurs médecins dans les affections nerveuses, de l'estomac et des intestins. Il excite l'appétit, rétablit la digestion, guérit les gastralgies, la langueur, le dépressionisme, la débilitation organique, abrège les convalescences traînantes, détruit la co-natipation, 3 fr. le flacon. On évitera les contrefaçons en exigeant les cachet et signature Laroze. — Dépôt spécial chez M. Pomonti pharmacien à Bastia. [7975].

Le Gérant N. TARTAGHOLI | BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

On pense que S. A. honorera, ce soir, de sa présence la représentation de *Guillaume Tell* au Grand-Théâtre.

La Seine commence à charrier quelques glaçons lorsque est survenue une petite pluie d'ouest qui a immédiatement opéré la fonte des neiges et fait monter le thermomètre de six degrés. La navigation de la Seine, par suite de ce revirement de température, ne sera point interrompue.

La cour royale de Poitiers vient de renoncer, pour sa part, à l'augmentation de traitement à laquelle elle a droit, à partir du 1^{er} janvier prochain. Le produit de cette somme, que l'on n'évalue pas à moins de vingt mille francs, sera consacré, chaque mois, au soulagement des classes indigentes, aussi long-temps que durera la cherté du pain.

L'Époque rectifie en ces termes un fait avancé par le *Constitutionnel* :

Le *Constitutionnel* raconte aujourd'hui que le bey de Tunis, entre autres faits qui témoignent de sa munificence, a fait remettre à M^{lle} Guizot divers bijoux et diamants d'une valeur de 100,000 francs environ. Le récit du *Constitutionnel* est vrai; mais il a le tort de s'arrêter à moitié-chemin. Le bey de Tunis a en effet adressé à M^{lle} Guizot les bijoux et les diamants dont il s'agit; mais M. Guizot les a renvoyés au prince, avec une lettre assez simple que noble, dans laquelle après avoir dit au bey qu'il n'a jamais accepté de tels présents de personne, et l'avoir prié de ne point trouver mauvais qu'il persiste dans ses habitudes, il lui demande de vouloir bien lui conserver son souvenir et son amitié.

Voilà la vérité complète, qu'avec un peu de bonne volonté le *Constitutionnel* eût pu savoir jusqu'au bout. Il n'y a pas deux mois encore, M. Guizot a refusé le duché que la reine d'Espagne voulait lui conférer; aujourd'hui, il refuse les diamants du bey de Tunis; et cela avec aussi peu d'éclat la première fois que la seconde. M. Guizot ne veut être ni duc, ni riche; c'est un goût comme un autre, et qui est assez peu contagieux de sa nature pour qu'on n'ait pas le droit de le trouver mauvais.

La loi des finances du 19 juillet 1845, portant fixation du budget des dépenses de l'exercice 1846, a ouvert au ministère de l'agriculture et du commerce, pour le paiement des primes d'encouragement accordées par la loi du 25 juin 1841, aux pêches de la mer.

Les liquidations faites pendant les onze premiers mois de l'année courante s'élèvent, savoir : Pour la morue, à 2,575,772 fr. 06 c. Pour la haricots et le cabotage, à 232,360 fr. 66 c. Ensemble, 2,808,132 fr. 28 c. Reste disponible, 1,191,867 fr. 28 c.

Mais les demandes de liquidation déjà connues, et auxquelles il sera fait droit dans le cours du mois de décembre, s'élèvent environ à 520,000 fr. et réduiront ainsi le restant libre à 671,867 fr. 28 c.

En cet état, et pour prévenir toute interruption dans la liquidation des primes accordées aux pêches maritimes, M. le ministre de l'agriculture et du commerce vient de se faire ouvrir un crédit supplémentaire de 800,000 fr.

Ce crédit lui a été ouvert par une ordonnance royale qui figure dans le *Moniteur*.

On lit dans le *Courrier de Lyon* du 20 :

« Ce matin à la pointe du jour, le thermomètre centigrade est descendu, chez M. Berthiot, ingénieur-opticien, quai des Célestins, à 12° centigrades. Sur la rive gauche du Rhône, aux Brotteaux, il a même atteint à 15°.

La Sabote charrie d'énormes glaçons qui ne tarderont pas à s'arrêter et à former une croûte solide. La navigation y est déjà depuis plusieurs jours suspendue.

Le Rhône, si élevé il y a trois semaines, se trouve déjà presque ramené, par l'effet du froid, au niveau de l'étiage, et la navigation à vapeur, entravée auparavant par le tablier du pont de Turnon, va l'être par le défaut d'un tirant d'eau suffisant.

On annonce que l'infant don Henrique, récemment promu par le roi d'Espagne à la dignité d'amiral, va avoir le commandement d'une escadre destinée à aller en expédition dans la mer des Antilles.

On assure que le gouvernement a reçu la nouvelle que l'escadre française des côtes occidentales d'Afrique avait opéré un débarquement important dans le royaume de Dahomay. Cette expédition avait pour but de tirer vengeance du massacre de 2,000 nègres, ordonné par un des chefs du pays.

Le bey de Tunis a, dit-on, chargé un officier général, connu par son amour pour les beaux-arts, de lui composer une musique militaire pour sa maison.

La commission instituée par le nouveau pape pour la révision du code pénal des États de l'Église, propose, dit-on, l'établissement d'un jury en matière criminelle. Ce serait un pas énorme dans la voie des réformes.

Il s'organise, en ce moment, une société dont le siège est provisoirement passage de l'Opéra, et dont le but est d'établir à Paris, dans la capitale de l'Europe, un Musée où viendront se grouper les produits de la sculpture de tous les peuples. Le but de cette association est d'imprimer à la statuaire et à tous les arts qui s'y rattachent, une impulsion née d'une époque qui a secoué le joug des traditions et qui a proclamé la liberté de l'art. Cette société procurera, en outre, aux artistes, le moyen de tirer un excellent parti de leurs œuvres en facilitant la production et en les affranchissant ainsi d'un mercantilisme qui lui est si fatal. L'idée de cette société appartient à M. Jules Sohn qui attachera son nom à une entreprise véritablement philanthropique et artistique, et qui répond si bien à cette homogénéité de civilisation qui est le besoin des peuples modernes.

On nous cite un cas d'inhumation précipitée arrivée vendredi dernier à Cluny. Un ouvrier tailleur de pierres aurait été enseveli vivant, et ce n'est qu'au bruit de la terre tombant sur son cercueil qu'il serait sorti de son sommeil léthargique. L'impression produite par cet événement aurait été telle sur le moral du malade, qu'il se serait levé et enfui, animé par une force fébrile, par dessus le mur du cimetière. On l'aurait recueilli à quelque distance.

(Bien public de Mâcon.)

Un reveur s'est fait entendre, il y a quelques jours, à Bar-le-Duc (Meuse), et voici à quelle occasion la pauvre âme avait quitté les sombres bords : Elle avait aimé, dit-on, le corps d'une femme dont le bon mari, après quelques semaines de veuvage et 75 ans bien sonnés, était sur le point de s'unir à une voisine plus vieille que lui de deux ans. Les deux fiancés, réunis dans le domicile de l'amoureux septuagénaire, devaient d'amour et s'entretenaient de leurs projets de bonheur, qui devaient, hélas ! commencer le lendemain. Les deux propos, les rêves dorés allaient leur train, quand une voix cavernueuse qui venait par un des cheminées de la terre vint ternir les galants. « Joseph !... Ingrat !... tu m'oublies !... » déjà !... » gémissait l'être invisible. A ces funèbres paroles, les mariés du lendemain restent terrifiés ; leur amour, ardent encore naguère, se refroidit et se glace, et les nœuds prêts à se former ne seront point liés. La future mariée a renvoyé son cadeau de noce, une magnifique paire de lunettes, et les voisins ont remis dans le coin d'où ils les avaient tirés, les poisons et autres instruments mal harmonieux dont ils se proposaient d'accompagner la marche du cortège. Le reveur était un voisin perché sur le haut de la cheminée.

Depuis longtemps vivait à Neuilly un vieux ouvrier menuisier sans ouvrage. Réduit à la misère, il était inscrit au bureau de charité, et passait ses journées presque entières sur les marches de l'église, où on lui faisait l'aumône. Cet homme mourut il y a quelques jours, et l'on se mit en devoir d'apposer les scellés chez lui. Il logeait dans une mansarde, sans meubles, n'ayant d'autre lit qu'une botte de paille. Aussi fut-on fort surpris, en remuant quelques copeaux jetés dans un coin, d'y découvrir deux billets de banque de 1,000 francs chacun. Une vieille malle couverte de poussière était reléguée dans la cheminée; on l'ouvrit, on y trouva la défonce, car la clé manquait, et l'on y trouva 47,000 francs, déposés en trente-quatre sacs de 500 francs chacun. Ce qui prouve que cet homme amassait son trésor depuis longtemps et avec une patience de fourmi, c'est que, parmi les pièces de 5 fr. qui formaient cette somme, il y en avait un très grand nombre remontant à vingt-cinq, vingt et quinze ans, toutes neuves et paraissant sortir de l'hôtel de la Monnaie. Cette fortune a été transportée chez M. Ancelle, notaire, où vont se régler les droits des neuf héritiers appelés à la partager.

Il existait à Paris un vieillard fort excentrique qu'on appelait le *Solitaire de la rue de Clichy*. Ce vieillard, du nom de Robet, est mort, il y a deux ans, laissant un testament olographe dont on conteste aujourd'hui la validité. Un procès est entamé, et dans des plaidoiries commencées nous lisons ces détails curieux : M. Robet est mort à Paris le 4 octobre 1844. Il était entré depuis plusieurs mois dans sa 86^{me} année. C'était le doyen des avocats de Paris. Au moment de sa mort, il figurait comme doyen du barreau sur le tableau de l'ordre des avocats à la cour royale de Paris. Son inscription remontait au 11 mars 1783. M. Robet avait acquis à Paris une réputation célèbre par son genre de vie, non pas seulement éccentrique, bizarre, mais extrême.

M. Robet, propriétaire de sept maisons occupant les numéros 10, 12, 14, 16, 18, 20 et 28 de la rue de Clichy, et des vastes jardins qui les environnent, d'une valeur de près d'un million, n'en retirait aucun produit. Les maisons tombaient en ruines, les jardins sont en friche. Les propositions les plus avantageuses de vente ou de location lui ont été faites; il les a toutes repoussées. Les sept maisons avaient deux habitants seulement, à l'exception de trois locataires payant ensemble 620 fr. La femme Charles, portière et fruitière, était logée gratuitement au n. 16. Quant à M. Robet, il vivait retranché au n. 10; mais ne croyez pas qu'il y entrait par la porte; il y arrivait en passant par le n. 16. Arrivé au mur réparant de la maison n. 10, il avait, pour pénétrer dans cette thébaïde, où personne de mémoire d'homme n'a pénétré, il avait lui-même pratiqué un trou de 76 centimètres de haut sur 32 centimètres de large. Cette ouverture était refermée par quelques planches que M. Robet écartait, et c'est ainsi qu'en rampant il entra chez lui.

M. Robet ne recevait jamais personne; il n'avait pas de domestique. Du feu, de la lumière, jamais il n'en usait dans aucune saison. Le balai était un meuble inconnu pour lui, et pendant trente ans il n'avait été pris chez lui aucune des plus simples précautions de la propreté la plus vulgaire. Aussi parmi les locataires à titre gratuit qui s'étaient emparés de son domicile, les araignées n'avaient jamais été troublées. La cuisine était aussi délabrée que le reste de l'habitation. Depuis un temps immémorial on n'y avait pas allumé de feu.

Comment M. Robet pourvoyait-il à sa nourriture ? Lorsqu'il sortait, il achetait ça et là quelques misérables aliments. Si, au contraire, il restait chez lui, la femme Charles, la fruitière du numéro 16, apportait dans une écuelle auprès du trou que nous avons décrit quelque chose pour son repas. Elle frappait contre les planches, se retirait, et M. Robet, passant une main entre deux planches qu'il séparait, prenait aussi sa maigre pitance.

La garde-robe de M. Robet était plus merveilleuse encore. Jamais il n'eut de linge. Il achetait une chemise; lorsqu'elle le quittait, il la jetait dans un coin et en achetait une autre. Quand ses bas se trouvaient aux pieds, il ramenait autant que possible dans sa misérable chausseuse le haut de son bas, et ne l'abandonnait que lorsqu'il n'avait plus le moyen de s'en servir pour la moindre partie.

M. Robet détestait les impôts. Il était parvenu à s'en faire décharger en laissant ses propriétés à l'abandon. Des revenus, il n'en voulait pas avoir, et afin de n'être pas pressé par les nécessités de la vie, il avait vendu, il y a longtemps, une portion de propriété. Il avait déposé les fonds dans un coin de sa chambre, et c'est sur cela qu'il vivait. Au moment de sa mort, on a trouvé 8,000 francs en pièces de 5 fr.; toutes indiquaient l'ancienneté du dépôt, car elles étaient recouvertes d'une couche noire qui les avait profondément altérées. Il était impossible qu'un genre de vie aussi bizarre, aussi extravagant, demeurât inconnu. M. Robet devint un objet de curiosité pour Paris. Ses misérables mesures et leur singulier propriétaire eurent les honneurs de l'illustration.

LEVANT — (Correspondance particulière du Nouvelliste.)

Alexandrie, 9 décembre 1846.

Nous n'avons absolument rien en politique. S. A. est toujours au Caire jouissant d'une parfaite santé, et profitant du beau temps pour faire des promenades journalières à Schoubra.

S. A. Ibrahim-Pacha est parti pour la Basse-Egypte à l'effet d'inspecter ses propriétés ainsi que les machines à vapeur qu'il fait monter pour le nettoyage du lin et le dégrainage du coton, mais à la fin du mois il sera de retour au Caire.

M. Odilon-Barrot est arrivé hier matin du Caire, de retour de son voyage dans la Haute-Egypte, et part aujourd'hui par le vapeur autrichien le *Prince-Metier* se rendant à Trieste pour rentrer en France. L'illustre député conservera un favorable souvenir de l'Égypte où il a reçu un accueil digne de lui-même, pendant son séjour au Caire. La voiture de S. A. allait le chercher journellement à son domicile pour le conduire à la citadelle, où le vice-roi l'attendait pour dîner et le bateau du gouvernement égyptien a été mis à sa disposition pour effectuer son voyage dans la Haute-Egypte.

S. A. le prince Léopold, troisième fils du roi de Belgique, partira également par le bateau autrichien à son accompagnement des frères Pallavicini.

Le bateau anglais est arrivé ce matin; il repart demain emportant les valises qu'il avait ici depuis deux jours. Il y avait à bord cent voyageurs.

On écrit de Victoria (Espagne) : « La rigueur du froid est ici épouvantable, sans exagération aucune. Une forte gelée est arrivée lorsque les places, les rues et toutes les maisons étaient recouvertes d'une épaisse couche de neige de plus de six centimètres. La neige continue à tomber avec une abondance désespérante, et Dieu sait quand elle s'arrêtera. Ce n'est plus l'Espagne que nous habitons, c'est la Russie. Le 13, le thermomètre marquait, à six heures du matin, 9 degrés Réaumur au dessous de zéro.

On ne distribue plus les ordonnances que l'on fait aux pauvres, on donne chaque jour dans l'hospice de 5 à 600 rations à des malheureux sans ressources et sans travail. Et quand on pense que nous ne sommes qu'au commencement de l'hiver, on frémit à l'idée de la misère dont le pays est menacé.

Le courrier est arrivé à cheval, la malle n'ayant pas pu franchir les hauteurs de Salinas.

Nous lisons dans le *Phare des Pyrénées* : « Les progressistes ont obtenu jusqu'à présent dans les élections un certain nombre de nominations dans quelques provinces où leur opinion est en grande majorité. Dans la province de Saragosse par exemple, une de celles où ils comptent le plus de partisans, ils ont eu six nominations, et les modérés deux seulement; mais dans la plupart des collèges, les derniers l'emportent dans la proportion de six contre un.

M. Martinez de la Rosa a été nommé dans la province de Grenade, par le district d'Alhama. « Parmi les notabilités du parti progressiste qui vont siéger cette année au congrès, on compte MM. Mendizábal, Evaristo San Miguel, Cortina; parmi les chefs de l'opposition partisans, MM. Pacheco, Salazar, Roca de Togores. Toutes les notabilités du parti conservateur ont été réélues, quelques-unes par plusieurs collèges, comme par exemple, MM. Mon, Pidal, Castro y Orozco, Donoso Cortés. Quelques noms absolutistes trouveront place aussi à la chambre, entre autres M. Jaen, nommé à Estella (Navarre).

Les hommes de l'opposition de toutes les nuances se sont donnés pendant beaucoup de mouvement on s'accorde à dire généralement à l'égard du gouvernement, que jamais les élections ne s'étaient faites en Espagne avec un tel esprit de liberté. On ne pourra donc pas prétendre que le résultat du congrès ne soit pas l'expression de la volonté de la nation.

Nous lisons dans le *Phare des Pyrénées* : « Le comte Das Antas s'est retranché avec les débris de sa division dans Santarem, et a fait, dit-on, des propositions d'accommodement au duc de Saldanha, fondées sur la nécessité de l'union du parti libéral, devant les efforts désespérés des partisans de D. Miguel.

La prise de possession qui a eu lieu le 4 décembre de la place de Valenza, et dont nous avons parlé dans notre avant-dernier numéro, a été opérée par 350 hommes détachés des forces navales portugaises mouillées près de la ville. Les révolutionnaires qui l'occupaient, après une faible résistance, ont fui ou déposé les armes. Le même jour l'avant-garde des troupes miguelistes était en vue de la ville, mais une attaque n'était plus à craindre.

Les troupes de la reine ont trouvé dans la place 38 pièces de ren parts 12 de campagne, 13 obusiers, 6 mortiers, 5,600 boulets, 2,872 bombes, 20,000 kilogrammes de poudre et 180,000 cartouches.

Villa-Nueva de Cervera a proclamé la reine le 3; on espère que Viana et les autres villes du Minho en feront autant.

La poudrière de Beaty, située à environ sept milles de Baltimore (Etats-Unis), a fait explosion le 22 novembre au matin. La secousse a été terrible; on l'a ressentie si fortement à Baltimore, qu'on a cru généralement à un tremblement de terre. Les maisons ont été ébranlées, et les vitres se sont brisées sur beaucoup de points de la ville.

Trois immenses bâtiments appartenant à la poudrière ont été totalement détruits, et leurs matériaux gisant disséminés dans un rayon de dix acres au moins. Les ouvriers étaient occupés au moment de l'explosion; on a trouvé leurs membres épars dans toutes les directions; les intestins de l'un d'entre eux ont été aperçus, suspendus à une branche d'arbre, à cent mètres de la poudrière. Il y avait en iron 4,000 livres de poudre dans les bâtiments; la cause de l'explosion est inconnue.

Un journal américain raconte que le 11 novembre, vers neuf heures du soir, un météore paraissant plus large que le disque du soleil fut aperçu, du côté de l'ouest, à Lowell (Lewis county). Il jetait une brillante clarté sur le village et tout le comté, au point de rendre parfaitement visibles les immenses forêts qui

se trouvent à l'est de Lowell. Il dura cinq minutes environ, et tomba dans un champ où les nombreux témoins du phénomène se rendirent immédiatement et trouvèrent un corps d'une matière feutrée, pesant 20 livres et de la grosseur d'un pied de diamètre, et pesant 142 livres.

Des nouvelles intéressantes sont arrivées de la Perse. Le choléra avait cessé et le Sha était retourné à Teheran. Il avait récomposé de la manière la plus générale le docteur Clequet, son médecin, qui se faisait point quitté pendant toute la durée de l'épidémie, et il avait témoigné toute sa reconnaissance à l'ambassadeur de France, M. le comte de Sarriges, pour sa noble conduite, pendant que la maladie dévastait la capitale.

On écrit d'Ostende : « Il semblerait que, dans cette saison, les plus intrépides nageurs, les plus hardis paraisseurs des bords de mer, aient abandonné depuis longtemps les plages si fréquentées pendant l'été. Les habitants de notre ville n'ont donc pas été peu étonnés dernièrement de voir un jeune homme de 23 ans, d'une apparence débile, arriver dans leurs murs, se rendre sur les bords de la mer et se précipiter courageusement au milieu des vagues. Chaque matin, depuis ce jour, le même jeune homme renouvelait cette expérience, et la température glacée de la dernière semaine ne l'a point arrêté. Ce jeune homme, qui ne craint pas de prolonger la saison des bains de mer jusqu'au milieu de décembre, est un professeur de l'université de Bonn, auquel les médecins ont ordonné cette énergique remède pour le guérir d'une maladie de nerfs qui le faisait cruellement souffrir. Il paraît que le malade est très satisfait de ce traitement, devant lequel, sans contredit, bien des gens auraient reculé.

Les journaux de New-York annoncent la perte de l'un des plus magnifiques paquebots de la marine marchande américaine, l'*Atlantique*, qui avait, dit-on, coûté cent quarante mille dollars.

Ce steamer, dit-on, qui venait de prendre place dans la ligne des paquebots de New-York à Boston, était parti le 26, vers minuit, de New-London, avec 70 ou 80 personnes, passagers, officiers, équipages et gens de service. Il naviguait paisiblement avec sa rapidité habituelle, quand le récepteur de la vapeur fit explosion. Presque au même instant, le vent passa rapidement du nord-est au nord-ouest, et s'éleva si violemment que bientôt un ouragan terrible se déclancha. La confusion se mit à bord; les cris des malheureux que la vapeur avait échaudés et l'obscurité la plus profonde ajoutèrent encore à l'horreur de la scène. Le capitaine Dustan appela, sans délai, tout l'équipage à l'avant du navire, en lui donnant l'ordre de mettre à l'ancre; mais la tempête était si furieuse, qu'il était impossible de se tenir sur le pont, et qu'il fallut, près d'une heure pour jeter les trois ancres à la mer.

Le steamer fatiguait beaucoup, plongeant profondément de l'avant à chaque secousse et chassant sur ses ancres; il a fait ainsi 11 milles environ jusqu'au point du jour. Les feux furent alors éteints; mais le froid glaçait les passagers, qui commencèrent à prendre les précautions nécessaires à leur sûreté. Le steamer était amplement pourvu d'appareils de sauvetage; chacun s'en munir; plusieurs personnes même s'en approprièrent jusqu'à quatre autour du corps. Les portes, les volets, etc., furent disposés en radeaux pour qu'on pût, avec leur aide, gagner le bord, au cas où le bâtiment viendrait à se briser.

Mais la tempête allait toujours croissant. Le capitaine Dustan, qui son sang-froid n'avait pas abandonné dans le danger, fit jeter par dessus le bord 40 tonnes de charbon environ pour alléger le navire.

Vers midi, les cheminées, dont la dimension et le poids étaient très-considérables, furent également jetées à la mer, sur les ordres du capitaine; le steamer dégagé, sembla, quelques instans, offrir moins de résistance au vent. Il marchait toujours, néanmoins, et l'espoir diminuait avec tant de rapidité, que le capitaine se résolut à un nouveau sacrifice. Toutes les marchandises, tous les effets qui se trouvaient sur le pont, des caisses de bottes et de souliers, des barils de farine, des poêles, un ballot qui contenait pour 7,000 piastres au moins de services dentaire, furent jetés par dessus le bord. Parmi les objets ainsi sacrifiés, on trouvait des dentelles pour une valeur de 8 à 8,000 piastres, appartenant à l'un des passagers qui, quelques minutes auparavant, les avait offertes à celui qui le déposait en sûreté sur la rive. On a vu, plus tard, ces dentelles jonchant la plage.

Ces efforts extraordinaires, tentés par le capitaine Dustan et son équipage, n'avaient pu mettre le steamer hors de danger. Tout espoir avait disparu; les passagers en vinrent à ce point, qu'ils désespérèrent ardemment voir le navire s'échouer sur la côte; ils étaient passés par de terribles épreuves, que, lorsqu'ils virent leur sort, ils complaient, pour leur sauvetage, sur une catastrophe!

La tempête, loin de s'affaiblir, était plus furieuse que jamais; un des câbles du steamer vint à lui manquer; le bâtiment avait été jusqu'alors retenu par quatre amarres, trois attachées aux ancres, et l'autre fixée par un poids de 3,000 livres.

La résistance était moins forte, l'approche de la côte, mais il passa, sans toucher, une pointe sur laquelle chacun s'attendait à le voir échouer; il parcourut encore onze milles environ, puis vint à heurter, la poupe en avant, contre un banc de récifs, sur l'Isle's Island, la mer déchaînée le porta sur le sommet des récifs; assez haut presque pour qu'il fût jeté de l'autre côté. Le moment de crise était arrivé; il fut terrible et déchirant. Cinq minutes après le choc, le steamer était en pièces, et la moitié des personnes qui se trouvaient à bord avait perdu la vie. Les uns furent noyées, les autres ont broyés ou tués par le froid.

Il y avait parmi les passagers, six femmes et quatre enfants, dont deux en très bas âge; toutes les femmes ont péri, l'un des enfants seul a été sauvé; c'est le dernier membre d'une famille entière qui a succombé dans ce terrible désastre; son père, sa mère, ses sœurs et ses deux frères étaient à bord; aucun n'a pu être sauvé. Ces malheureux orphelins n'ont que douze ans.

C'est à quatre heures et demie du matin, vendredi dernier, que cette épouvantable catastrophe a eu lieu. On ne connaît pas encore au juste le nombre des victimes; le capitaine Dustan compte parmi elles; nous remarquons aussi le nom du docteur Haslin, de la marine, et celui du lieutenant Norton, de l'armée.

Sur 78 personnes, quarante environ ont été sauvées, le reste a péri.

VARIÉTÉS.

LE HUSSARD TESTARD

La guerre que nous poursuivons depuis seize ans dans le nord de l'Afrique, et qui, si l'on en excepte quelques affaires importantes, s'est presque toujours terminée par des escarmouches, nous a coûté du sang, il est vrai; mais en même temps qu'elle a progressivement élargi le cercle de nos possessions et préservé le territoire conquis d'attaques insensées, elle a donné lieu à de glorieux faits d'armes, à d'héroïques dévouements, que l'histoire contemporaine est fière d'enregistrer dans ses annales et qui sont autant d'anneaux destinés à former notre épopée de paix avec la Belgique époque impériale. Non, quels que soient les temps que nous traversons, la tradition de l'héroïsme ne peut se perdre en France. C'est comme une traînée de poudre dont la trace est ineffaçable dans les cours, ou gît à ses côtés l'éternelle sacrée qui détermine l'explosion.

Nous voulons raconter aujourd'hui une action d'éclat qui honore trop la carrière militaire d'un de nos compatriotes pour qu'il ne lui soit pas donné toute la publicité possible. Cette action s'est accomplie pendant l'un des plus mémorables épisodes de la guerre d'Afrique, le combat de Sidi-Brahim, et elle se détache cependant au milieu de l'éblouissante auréole qui ceint le front de nos soldats, auteurs dans cette immortelle journée, comme une étoile d'or dans un ciel constellé.

C'était le 23 septembre 1845. On se rappelle que le colonel de Montagnac, prévenu par un chef de tribu nommée, de la présence d'Abd-el-Kader dans les environs de Djennina-Ghazouat, sortit en toute hâte de ce poste avec 400 hommes, et qu'il n'a point oublié non plus qu'il fut une des premières victimes de son imprudent courage et de sa trop confiante crédulité. L'émir nous avait tendu un piège admirable. Entouré de forces, vingt fois supérieures aux nôtres; numériquement parlant, il nous enveloppa dans un réseau de feu d'où ne sortirent vivants encore que quelques héros qui, pour prix de leur courage, trouvèrent la plus affreuse captivité.

Mais cette lutte, si inégale qu'elle eût été, n'en fut pas moins laborieuse et terriblement meurtrière pour les vainqueurs. La belle défense du marabout de Sidi-Brahim, où s'étaient retranchés 80 de nos braves, qui réalisèrent une nouvelle fois la pensée de Cambronne:

« Ces efforts extraordinaires, tentés par le capitaine